

مركز العمل

ès l'arrêt de la Cour us de biens sociaux

nalisation générale du droit des sociétés

Le tribunal de la Cour de cassation a rendu son arrêt sur le recours en cassation formé par la société *Les Éditions du Seuil* contre la décision de la Cour d'appel de Paris qui avait annulé la décision de la Cour de cassation du 10 mai 1995 relative à la rétroactivité de la loi du 25 janvier 1985 sur les sociétés. La Cour de cassation a rejeté le pourvoi de la société *Les Éditions du Seuil* et a confirmé la décision de la Cour d'appel de Paris.

My's piégé sous caméra

Le chanteur My's a été surpris par une caméra cachée dans son appartement. Les images montrent le chanteur en train de se livrer à des actes de violence envers sa femme. Les images ont été diffusées sur Internet et ont provoqué une grande polémique.

PINAULT PRÉTEMPS-REDOUTE

Une entreprise solennelle pour les dispositions d'interdiction

Le tribunal de la Cour de cassation a rendu son arrêt sur le recours en cassation formé par la société *Les Éditions du Seuil* contre la décision de la Cour d'appel de Paris qui avait annulé la décision de la Cour de cassation du 10 mai 1995 relative à la rétroactivité de la loi du 25 janvier 1985 sur les sociétés. La Cour de cassation a rejeté le pourvoi de la société *Les Éditions du Seuil* et a confirmé la décision de la Cour d'appel de Paris.

M 0146-209-7,00 F

SPORT

L'équipe française de tennis échoue contre l'Australie au premier tour de la Coupe Davis

AU PINACLE à Malmö en décembre 1996, le tennis français a chuté sur le gazon pelé de Sydney en février. Deux mois après avoir conquis la Coupe Davis face aux Suédois, l'équipe de Yannick Noah vient de se faire éliminer par l'Australie au premier tour du tournoi de 1997. La défaite en double, samedi 8 février, de Guy Forget et Guillaume Raoux face à la meilleure paire du moment, Woodbridge-Woodford, a parachevé la dégringolade entamée la veille par Cédric Piolne et Arnaud Boetsch. Une semaine après la réélection contestée à la présidence de la Fédération française de Christian Bines, cet échec risque d'ouvrir une crise dans le tennis national.

Lire page 16

La « nouvelle » Afrique du Sud

Le président Nelson Mandela prône la réconciliation nationale.

Transports : poursuite de la grève

Les arrêts de travail dans les transports en commun de province devraient continuer lundi 10 février.

Sollac embauche

Pour la première fois depuis vingt ans, la filiale du groupe sidérurgique Usinor-Sarlor recrute des jeunes.

Jean-Marie Cavada à la tête de RFO

Le président de La Cinquième a été nommé par le CSA numéro un de la radio-télévision d'outre-mer.

Et Dior inventa le New Look

En 1947, Christian Dior bouleversait la mode et redonnait à Paris son rang de capitale chic de la mode.

Dans l'atelier de Braque

Londres expose les toiles que le maître cubiste a peintes au cours des vingt dernières années de sa vie.

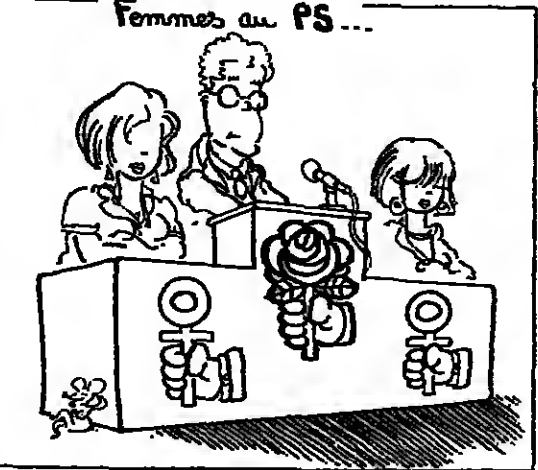
Jacques Santer au « Grand Jury »

Le président de la Commission européenne est invité du « Grand Jury RTL-Le Monde » dimanche 9 février à 18 h 30.

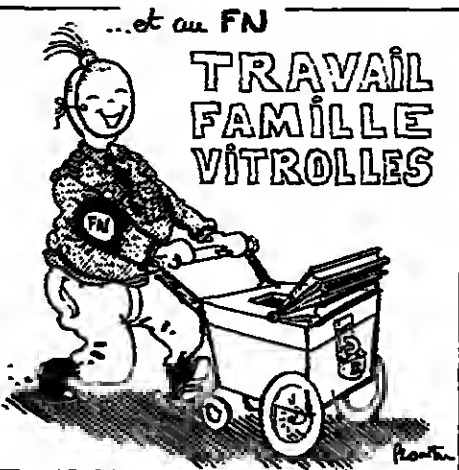
Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 550 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 330 DR ; Italie, 1.400 L ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 F ; Malte, 10 ML ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Roumanie, 9 F ; Suède, 50 F CFA ; Suisse, 15 SFR ; Tunisie, 200 F ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Lionel Jospin craint l'enterrement des « affaires » par la justice

Le PS renouvelle ses candidats avec près de 30 % de femmes



LA CONVENTION du Parti socialiste a ratifié, samedi 8 février à Paris, les candidatures aux législatives et les têtes de liste départementales aux régionales. Avec ses alliés radicaux et Verts, il présentera près de 30 % de femmes et renouvellera largement ses candidats



Le monde ne soit-il pas que cela pourrait conduire, si les juges du rang n'y veillent pas, à enterrer un certain nombre d'affaires qui concernent les poids du pouvoir ? », a lancé le premier secrétaire du PS.

Lire pages 5 et 7

Le secret des confessionnaires anglais sous la menace d'écoutes légales

LONDRES de notre correspondant

Le cardinal Basil Hume a écrit au ministre de l'Intérieur britannique pour lui demander de revenir sur son projet de loi sur la police. Le primat de l'Eglise catholique d'Angleterre et du Pays de Galles vise un texte, qui n'a rien d'anodin : une fois voté, il permettrait aux forces de l'ordre de mettre à l'écoute n'importe quelle personne sur écoute téléphonique dans le cadre d'une enquête criminelle, sans mandat décerné par un juge, et de pénétrer dans des locaux ou des véhicules privés pour y poser des micros ou des caméras cachées.

La trinitaire de la chronique religieuse du *Guardian*, quotidien de centre gauche, a révélé qu'une telle loi minerait « les garanties de secret absolu de l'Eglise. [...] Si cette confiance est menacée, alors la paix de l'esprit des citoyens sera détruite. Les gens ont besoin d'avoir la garantie que le secret du confessionnal ne sera pas violé. » Le quotidien ajoute que « le cardinal

considère que ce texte menace le droit fondamental de chacun de pratiquer sa religion » et que « la communauté catholique est sérieusement inquiète et a besoin d'être rassurée ».

Le prêtre reprend aussi à son compte les craintes récemment exprimées par les membres du corps médical devant la menace de voir leur cabinet mis sur écoute dans le cadre d'une enquête de police, rompant la traditionnelle confidentialité des relations entre médecin et patient. Prêtres et médecins devront-ils un jour communiquer par signes ou par écrit avec leurs fidèles et leurs patients ?

Ce projet répressif préparé par le ministre Michael Howard dans le but apparent de rassurer l'opinion à quelques mois d'élections incertaines inquiète également les organisations de défense des droits de l'homme et les juges. Il a été censuré par la Chambre des lords, qui a mis déjà par deux fois le gouvernement en minorité sur ce texte. Les Lords lui

reprochent d'avoir prévu seulement un contrôle a posteriori des écoutes.

Le ministre de l'Intérieur a confirmé que les confessionnaires pourraient, en théorie, être écoutes. « Nous craignons, si nous devons créer des exceptions, qu'elles ne soient exploitées par des criminels », a indiqué un porte-parole du ministère.

Les catholiques voient les choses différemment. Selon le *Daily Telegraph* (quotidien conservateur), ils déclarent dans ce projet de loi « une ingérence dans la face-à-face avec Jésus quand les gens ouvrent leur cœur complètement lors du sacrement de la confession. [...] Ils craignent également que ce projet de loi ne permette la répétition d'un cas qui s'est produit l'année dernière aux Etats-Unis, où la confession d'un suspect dans un confessionnal avait été enregistrée et avait été utilisée comme preuve lors d'un procès ».

Patrice de Beer

Les ressacs de la mémoire nationale

POURQUOI si tard ? La question revient souvent dès que l'on évoque les procès d'anciens collaborateurs ou encore le dossier des biens juifs spoliés entre 1940 et 1944. Oui, pourquoi si tard, plus d'un demi-siècle après l'Occupation ? Pourquoi ce retour de mémoire, alors que l'on suppose les passions apaisées ?

A question simple, réponse simple. Si le cas d'un Maurice Papon ou celui des biens spoliés mobilisent aujourd'hui, c'est qu'ils

avaient laissé indifférents hier. On peut ainsi énumérer six raisons au moins qui expliquent l'actualité française jusqu'à la fin des années 60 :

1) Tout d'abord, la fin de la guerre ne met pas un terme à la pénurie générale. La France est un pays à reconstruire. Il faut rebâtir les ponts, relancer les usines, déminer les plages et les champs. Telles sont les priorités. C'est aussi l'heure des tickets de rationnement et du lait ré-

servé à l'alimentation des bébés. Chacun pense à survivre au mieux, ce qui n'est guère propice aux réflexions sur l'histoire passée.

2) Dans ce contexte, le général de Gaulle sauve les Français par un pieux mensonge. A plusieurs reprises, il affirme que le pays fut uni dans la lutte contre l'occupant nazi. Le mythe d'une France résistante surgit, incontesté durant plus de vingt ans. Par son aura, ce géant recouvre de sa glorieuse légende nos

années noires sans contestation possible.

3) Plus concrètement, la justice est dépourvue d'armes adéquates pour poursuivre les hauts fonctionnaires de Vichy trop obéissants. Comment les juger, puisqu'ils obéissaient et que la responsabilité des ordres donnés incombe au politique ? Pour briser cette logique, les juristes du gouvernement provisoire inventent la notion d'« indignité nationale ». Une inculpation lourde symboliquement, légère pénalement. Seuls quelques hauts fonctionnaires qui collaborèrent avec zèle, suppléants des nazis, sont jugés, parfois condamnés à mort.

4) Progressivement, à partir de 1945, l'immense majorité des Français découvrent l'existence des camps, sans parvenir à opérer une distinction entre camps d'internement, camps de transit, camps de concentration et camps d'extermination. Les gaullistes, les communistes, les francs-maçons et les juifs sont rangés sous l'appellation commune de déportés. Aussi curieux que cela puisse paraître aujourd'hui, aucun parti, aucune école de pensée n'intègre sur-le-champ dans sa réflexion la spécificité du racisme nazi. Excepté les ouvrages publiés par le Centre de documentation juive contemporaine (CDJC), fondé en 1943 dans la clandestinité, les persécutions dont les juifs avaient été la cible ne sont pas traitées dans leur singularité.

Laurent Greilsamer

Lire la suite page 11

BERTRAND VISAGE

Une comédie féline pour mieux faire oublier la tragédie humaine. Sous la patte agile de Bertrand Visage.

André Clavel/L'Express

Editions du Seuil

Le scandale Dassault secoue le PS belge

L'ancien ministre Guy Spitaels se retire

GUY SPITAEELS, ancien ministre et chef du Parti socialiste francophone belge de 1981 à 1992, a annoncé, vendredi 7 février, sa « mise en congé complète » de la présidence du Parlement régional wallon. Son immunité avait été levée deux jours plus tôt dans le cadre de l'affaire Dassault.

Cette décision, qui équivaut à une démission, fait suite aux accusations portées par un responsable socialiste, Merry Hermans, écroué à Liège dans le cadre de ce scandale et inculpé de concussion. Ce dernier a affirmé aux enquêteurs que M. Spitaels l'avait mandaté pour recevoir en 1989 un don de 30 millions de francs belges (5 millions de francs français) de l'avionneur français destiné aux caisses du Parti socialiste. La justice de Bruxelles soupçonne depuis 1995 le groupe Dassault d'avoir versé en 1988-1989 plusieurs centaines de millions de francs belges au PS et à son homologue flamand pour obtenir deux marchés de modernisation

des F-16 et Mirage de l'armée belge. Dans le cadre de ce dossier, Serge Dassault est toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt international délivré en mai 1996.

Outre Merry Hermans, qui met également en cause dans sa déposition un dirigeant de Dassault Electronique, trois autres personnalités du PS sont inculpées dans cette affaire : François Pirot (ancien chef de cabinet de Guy Spitaels), Fernand Detaille (un contrôleur de gestion du parti) et Willy De Winne, ex-lieutenant-colonel de l'armée belge et responsable en Belgique de l'Office français d'exportation de matériel aéronautique (Ofema).

Le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, a estimé, vendredi soir, que la décision prise par Guy Spitaels, âgé de soixante-cinq ans, « est la bonne » mais qu'elle arrivait « un peu tard ». Le principal intéressé ne quant à lui toute implication dans ce scandale.

Lire page 4

Le dollar nerveux avant le G 7

LES COURS du dollar ont évolué de façon houleuse à la veille de la réunion, samedi 8 février, des grands dirigeants du G 7. Dopé par des déclarations de dirigeants allemands qui ont affirmé ne pas vouloir s'opposer à la remontée du billet vert, la devise américaine a atteint 5,65 francs et 1,67 deutschemark, ses niveaux les plus élevés depuis mai 1994. Le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, a ramené le dollar à 5,60 francs et 1,66 mark en affirmant que « le dollar est fort depuis déjà un certain temps ».

Lire page 12 et notre rubrique « Placements » pages 14 et 15

Petites histoires de Davos



A L'HEURE du bilan, Klaus Schwab, cinquante-huit ans, le fondateur du Forum de l'économie mondiale, a toutes les raisons d'être satisfait de la vingt-septième édition de Davos, qui s'est terminée le 4 février. Professeur à l'université de Genève, il est parvenu à réunir dans la station suisse, autour de ses clients – un millier de PDG – des centaines de dirigeants politiques (MM. Netanyahu, Arafat, Gingrich, Santer, etc.) et d'experts du monde entier. Nos envoyés spéciaux rapportent les « petites » histoires de ce sommet des « grands ».

Lire page 9

International	2	Aujourd'hui	16
France	5	Jour	17
Société	7	Mécanisme	19
Carrière	8	Abonnements	19
Horizon	9	Culture	20
Entreprises	12	Calendrier	22
Placements/marchés	13	Radio-télévision	23

صكنا من الامل

2

INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 9 - LUNDI 10 FÉVRIER 1997

RÉFORMES Ouvrant la session parlementaire, au Cap, vendredi 7 février, Nelson Mandela, à la moitié de son mandat présidentiel, a exprimé le besoin d'accélérer les ré-

formes afin de répondre à l'impatience d'une partie de la majorité noire qui tarde à constater, au plan social, les bénéfices du bouleversement politique de 1994. ● LE

CHEF DE L'ÉTAT a toutefois confirmé sa volonté de préserver son idée de « réconciliation nationale » en ménageant la minorité blanche qui contrôle encore les rouages de

l'économie. Ainsi cherche-t-il à attirer dans la coalition gouvernementale un petit parti de cette minorité. ● **LES OUVRIERS** des mines, qui ont été à la pointe de la lutte contre

l'apartheid et sont un élément essentiel de l'économie, commencent à constater un changement dans leurs conditions de travail, mais ce n'est encore qu'un début, très insuffisant.

M. Mandela veut accélérer l'avènement de la « nouvelle » Afrique du Sud

Le chef de l'Etat entend répondre à l'impatience de la majorité noire dans le rattrapage des inégalités héritées de l'apartheid, mais souhaite maintenir l'idée de « réconciliation nationale » en cherchant des alliés au sein de la minorité blanche

LE CAP

de notre correspondant
Nelson Mandela cherche à donner un second souffle à la « nouvelle » Afrique du Sud. Presque trois ans après son arrivée au pouvoir, il est confronté à la nécessité de consolider une unité nationale mise à mal par l'impudence croissante de la population noire et les craintes grandissantes de la minorité blanche.

Dans son discours d'ouverture de la session parlementaire, prononcé vendredi 7 février au Cap, M. Mandela a insisté sur sa volonté d'accélérer, au cours de la seconde moitié de son mandat, le rattrapage des inégalités héritées de l'apartheid.

Mais il a déclaré ne pas vouloir rompre pour autant avec la politique de prudence et de compromis qu'il mène depuis 1994. « Il faut tenir compte des aspirations de la majorité mais aussi de la minorité », a affirmé le président sud-africain.

M. Mandela doit néanmoins prendre en considération le mécontentement provoqué par la lenteur des réformes dans une partie de son électorat. Le sentiment d'un gouvernement qui privilégie la réconciliation nationale et la rigueur budgétaire au détriment des besoins de la population noire gagne du terrain dans les townships. La communauté métisse, plus proche traditionnellement des Blancs, se sent, elle aussi, négligée par le pouvoir. La veille du discours du chef de l'Etat devant le Parlement, quatre personnes ont trouvé la mort dans des affrontements entre la police et les habitants d'un quartier de Johannesburg manifestant contre la hausse des impôts locaux et des services municipaux.

L'aile gauche du Congrès national africain (ANC) se fait de plus

en plus le porte-voix de cette pression populaire. La question divise le parti de M. Mandela et crée des tensions avec ses alliés politiques, comme la Cosatu, la puissante centrale syndicale (1,5 million d'adhérents).

L'aile gauche de l'ANC se fait de plus en plus le porte-voix de la pression populaire

Le phénomène ne remet pas en cause, pour l'instant, le large soutien électoral dont bénéficie encore l'ANC. Mais il est porteur de

tensions sociales et suffisamment important pour encourager la formation d'un parti dissident formé par un ancien responsable de l'ANC au discours populiste. Après avoir été exclu de l'ANC, Bantu Holomisa s'est approprié ainsi à créer sa propre formation en exploitant le désenchantement naissant.

M. Mandela a réaffirmé que l'accélération des réformes était sa priorité. Afin de rassurer son électorat et son parti, il a multiplié, ces dernières semaines, déclarations et initiatives en ce sens. Le gouvernement a notamment annoncé le déblocage d'aides pour la construction de 500 000 logements sociaux. Depuis 1994, seulement 130 000 logements de ce type ont été construits, pour un besoin estimé à plus de 2 millions. Pour donner une plus grande légitimité à ses efforts, M. Mandela souhaite y associer l'aile gauche de l'échiquier politique. Le Congrès panafricain

(PAC), formation en perte de vitesse, née d'une scission créée par des radicaux de l'ANC au temps de l'apartheid, s'est ainsi vu proposer d'entrer au gouvernement.

Un autre parti a fait l'objet d'approches similaires. Il s'agit du Parti démocratique (DP) de Tony Leon, traditionnellement représentant des Blancs libéraux anglophones. Ce mouvement peine à dépasser les 2 % des suffrages. Mais sa participation au gouvernement, aux côtés de l'ANC, permettrait à la minorité blanche d'être de nouveau associée à la gestion des affaires, ce qui n'est plus le cas depuis le départ du Parti national (NP) de Frederik De Klerk, en mai dernier. Le DP pourrait ainsi relayer les attentes et les frustrations de cette minorité qui a perdu ses privilèges et s'inquiète de son avenir. Les récents attentats revendiqués par l'extrême droite ne sont, sans doute, que l'œuvre de quelques

jusqu'au-boutistes, mais sont révélateurs de ce malaise. L'entrée du DP dans le gouvernement fait toujours l'objet de négociations. Dans son discours, le président Mandela a d'ailleurs démenté les rumeurs d'un remaniement ministériel dans l'immédiat.

« Nous avons besoin de la contribution de tous », a néanmoins tenu à préciser le chef de l'Etat, toujours soucieux de réaffirmer son attachement à l'unité nationale. Mais sa démarche en souligne aussi les limites. Sa volonté d'associer les forces d'opposition à la gestion du gouvernement montre en effet que l'Afrique du Sud post-apartheid n'est pas encore mûre pour une véritable normalisation de la vie publique. Le pays a encore besoin d'un consensus politique pour surmonter la fracture causée par le régime de ségrégation raciale.

Frédéric Chambon

Les mineurs noirs et l'espoir d'une dignité retrouvée

JOHANNESBURG

de notre correspondant
« Maintenant que nous avons la loi de notre côté, la situation va changer. Nous allons enfin être traités comme des êtres humains, pas comme des machines. » Après s'être courbé pendant quatorze ans au

REPORTAGE

Chaque année, plus de 700 mineurs décèdent dans des puits profonds parfois de 3 000 mètres

fond de la mine, Corcket Magagula a les mots et le regard de celui qui relève la tête. Comme lui, environ 500 000 mineurs sud-africains partagent aujourd'hui l'espoir d'une dignité retrouvée grâce à la législation sur les conditions de travail dans les mines, récemment mise en place par le gouvernement de Nelson Mandela.

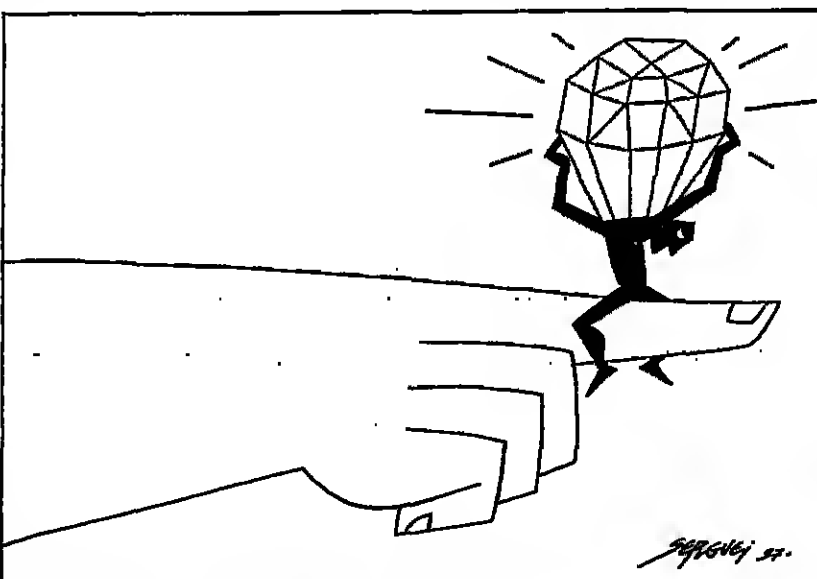
L'industrie minière prétend déjà avoir fait des efforts dans ce domaine. « Créer un environnement de travail plus sûr est notre priorité », affirme un panneau placardé dans les couloirs de la direction de la mine d'or de Kloof, au sud-ouest de Johannesburg, une des plus importantes en Afrique du Sud. L'inscription fait sourire les mineurs. « La production a toujours été le seul souci dans les mines : la sécurité des travailleurs n'a jamais fait partie de leurs préoccupations », déclare Corcket, membre du comité des mineurs créé pour veiller à la santé et à la sécurité dans la mine de Kloof, conformément à la nouvelle loi.

A 2 500 mètres sous terre, le même scepticisme accueille la démonstration des installations de sécurité. Le comité assiste à la mise en place d'explosifs destinés à agrandir une nouvelle galerie, boyau humide et étroit où il faut avancer accroupi, voire à plat ventre. Le responsable de la sécurité insiste sur la qualité des vérins hydrauliques qui soutiennent la galerie. « C'est ce qui se fait de mieux à l'heure actuelle », précise Danny de Villiers, s'efforçant de sourire dans l'humidité et la chaleur étouffantes.

Pourtant, la semaine précédente, dans cette même galerie, un bloc de pierre s'est détaché de la paroi, écrasant le genou d'un mineur. Malgré l'usage d'une technologie de pointe en matière de surveillance sismique notamment, la mine de Kloof, comme la majorité des sites en exploitation en Afrique du Sud, reste très dangereuse. Pour un total de 15 000 employés, le dernier bilan fait état de 10 morts et 350 blessés entre juillet 1995 et juin 1996 dans cette mine.

La profondeur des puits – plus de 3 000 mètres – explique en partie les dangers. Mais ceux-ci sont, avant tout, dus à un mode de gestion et de relations humaines hérité de l'apartheid. L'industrie minière, pilier de la richesse du pays, a été bâtie pour le seul bénéfice de la minorité blanche grâce à l'exploitation de la main-d'œuvre noire. La logique d'oppression et de ségrégation raciale en a imprégné tous les rouages, jusque dans le domaine de la sécurité.

Les travailleurs noirs ont été confinés aux tâches les plus ingrates, pour un salaire de misère, dans des conditions particulièrement pénibles et dangereuses. A



raison d'environ 740 décès par an, en moyenne, depuis le début du siècle, plus de 70 000 mineurs ont payé de leur vie le développement d'une industrie devenue, au prix de leur sacrifice, la première au monde.

Avec la législation sur la santé et la sécurité, le pouvoir noir oblige l'industrie minière à s'adapter à la « nouvelle » Afrique du Sud. La loi rend obligatoires les comités de mineurs, comme celui de Corcket. Exclusivement composés de mineurs, élus par l'ensemble du personnel, ces organismes ont pour rôle de veiller à l'existence d'une véritable politique de prévention des accidents et des maladies.

Accroissant la responsabilité de l'entreprise, la législation prévoit des amendes en cas de négligence.

« Nous n'avons pas besoin de cela pour nous inciter à agir. L'amélioration des conditions de sécurité et des relations avec nos employés est aujourd'hui un investissement indispensable pour améliorer notre productivité », affirme Ken Steenkamp, le directeur de Kloof. Mais cette mine, comme toutes les autres en Afrique du Sud, doit faire face à une baisse constante de la productivité et du rendement.

Pragmatique, le patron a compris les li-

mites économiques d'un système où les employés birmés opposent une résistance passive aux efforts de productivité. M. Steenkamp s'adapte aux nouvelles exigences. A son initiative, la mine de Kloof a signé un accord avec les syndicats en matière de sécurité, avant même le vote de la loi, et elle a été une des toutes premières à créer un comité des mineurs. Ce zèle semble payant : la mine de Kloof – une des plus agitées auparavant – ne connaît presque plus de grèves. Mais il faut compter avec la résistance des employés blancs, menacés dans leur autorité ou leur emploi, et le caractère profondément discriminatoire du fonctionnement de la mine n'est pas remis en cause, en dehors de la stricte nécessité économique.

Avec un salaire minimum inférieur à 1 000 francs par mois, les mineurs restent parmi les salariés les moins bien payés du pays. L'accès des Noirs aux postes d'encadrement demeure marginal. Dans la mine de Kloof, le premier contremaître de couleur vient seulement d'être nommé, et les mineurs noirs, comme partout ailleurs, logés en dortoirs, n'ont toujours pas le droit de vivre avec leur famille. Ces conditions de vie favorisent la propagation du sida, avec un taux de contamination qui dépasse les 20 %. La maladie menace, à terme, de décimer la main-d'œuvre. La direction de Kloof, pourtant « progressiste », paraît n'en avoir guère conscience, comme le constate, désabusé, le Dr Mark Ferreira, directeur de l'hôpital : « Si ce n'est pas directement lié à la productivité, dit-il, les choses n'avancent pas. »

F. C.

La conversion de Didier Ratsiraka, ancien et nouveau président de Madagascar

L'ancien partisan du « socialisme révolutionnaire » promet d'instaurer une « République humaniste et écologiste » dans la Grande Ile

TANANARIVE

de notre envoyé spécial
« Ma victoire est davantage due à une déception des Malgaches envers l'ancien régime qu'à leur engouement pour moi », reconnaît modestement le nouveau président de

PORTRAIT

A 62 ans, le chef de l'Etat se dit toujours « marin de métier et politicien de fortune »

Madagascar, l'amiral Didier Ratsiraka, qui devait être investi dans ses fonctions dimanche 9 février. L'âge – soixante-deux ans – et les trois années de traversée du désert paraissent avoir assagi le fougueux capitaine de corvette qui, en 1975, s'était emparé du pouvoir pour rester dix-huit années à la tête de l'Etat malgache.

Sorti deuxième de sa promotion de l'Ecole navale en France, Didier Ratsiraka (de la tribu côtière des Betsimisaraka) fait longuement carrière à l'étranger en tant qu'attaché militaire dans différentes am-

bassades avant d'être nommé en 1972, à trente-sept ans, ministre des affaires étrangères dans le gouvernement Ramanantsoa, issu de la crise politique qui avait emporté le premier président malgache, Philibert Tsiranana.

Nationaliste intransigeant, il négocie de nouveaux accords avec Paris qui entraînent le démantèlement de la base militaire française d'Antsiranana (ex-Diego Suarez) et le retrait de la Grande Ile de la zone franc. Après l'assassinat, jamais élucidé, en février 1975, du général Richard Ratsimandrava, qui venait de recevoir les pleins pouvoirs, il est nommé par ses pairs à la tête d'un directoire militaire, puis plébiscité, en décembre de la même année, après un référendum qui lie l'instauration d'une Constitution socialiste à son accession à la présidence de la « République démocratique de Madagascar » ou « Il' République ».

Il s'ouvre aux pays de l'Est et se rapproche des leaders « progressistes » du tiers-monde, notamment le Libyen Kadhafi et le Nord-Coréen Kim Il-sung – dont les œuvres figurent toujours dans sa

bibliothèque, aux côtés de celles du dictateur albanais Enver Hoxha, non loin d'une biographie du général de Gaulle. « Je ne rente pas mon passé », explique-t-il. A ses côtés de l'époque, il emprunte le système de parti unique, l'étatisation de l'économie et les méthodes répressives. Son règne sera marqué par la censure, les emprisonnements politiques, les exactions et surtout plusieurs morts et assassinats mystérieux auxquels la rumeur a fini par associer son nom.

Mais l'expérience socialiste ne tarde pas à péricliter, provoquant de graves pénuries : le riz doit être importé en grandes quantités. C'est aussi le temps des « investissements d'outillage », causés d'un insupportable endettement. A partir de 1989, la fin de la guerre froide ne faisant plus de la Grande Ile un pays courtisé, Didier Ratsiraka se soumet aux conditions du Fonds monétaire international. Il entreprend progressivement un programme de libéralisation économique dont les privatisations profitent surtout à son entourage.

La situation s'améliore, et ce léger mieux-être permettra sans

doute aux Malgaches, un peu moins préoccupés par les difficultés économiques, de manifester. En 1991, leur mécontentement et leur volonté de changement, encouragée par les Eglises. Des centaines de milliers de contestataires dénoncent quotidiennement la corruption du régime et aussi l'insécurité dans les campagnes aux cris de « Seize ons, ça suffit ! ».

UN ACTE IMPARDONNABLE

Plus la grève se durcit, plus l'orgueilleux amiral s'accroche au pouvoir, enfermé dans sa somptueuse résidence de l'avalohy, à vingt kilomètres de Tananarive. Il tente de jouer la carte fédéraliste, opposant la province à la capitale, qui est, selon lui, le seul bastion de ses adversaires. Puis survient le drame du 10 août, au cours duquel il fait tirer sur la foule venue manifester devant son palais : douze personnes sont tuées (une centaine, selon d'autres versions jamais confirmées). A l'époque, on dit qu'il a commis un acte impardonnable pour un chef malgache en osant porter la main sur son peuple.

Mais, après cette tuerie, il résiste encore plusieurs mois avant d'accepter de transmettre, en octobre 1991, l'essentiel de ses pouvoirs à une Haute Autorité de transition.

Un an après, il se présente tout de même à l'élection présidentielle mais sera largement battu au deuxième tour par le professeur Albert Zafy, qui, lors des longues grèves de l'été 1991, a incarné le changement face au pouvoir « ratsirakiste ». Il quitte l'avalohy (où son successeur refuse d'emménager) puis part bientôt pour la France, où il résidera vingt mois, dans une « HLM attribuée par la Ville de Paris », dont son « ami Jacques Chirac » était alors maire, pour y soigner ses graves problèmes de vue.

Sur ce point, il explique aujourd'hui que l'abus de médicaments antipaludéens a provoqué chez lui une réduction du champ visuel, tout en précisant que cela ne l'empêchera pas d'assurer ses fonctions de chef de l'Etat. Mais cette déficience constitue un réel handicap, en dépit des subterfuges auxquels il a recours pour donner le change à ses visiteurs. Soigneusement organisé, son retour à Tana-

narive en octobre 1996 est triomphal, et, devant une foule en délire, il promet un « nouveau départ » et l'avènement de la « République humaniste et écologiste de Madagascar ». C'est son tempérament autoritaire, face à la gestion brouillonne du président Zafy, qui a peut-être conduit une partie des Malgaches – 25 % des électeurs, compte tenu d'une très forte abstention – à lui faire à nouveau confiance.

Maré et père de quatre enfants, M. Ratsiraka omet de réoccuper son palais de l'avalohy (de facture nord-coréenne), qui, dit-il, a été « cannibalisé » en son absence. Le bâtiment abrite un curieux « temple » dont on ignore les fonctions, mais qui renforce les rumeurs sur les penchants ésotériques de l'amiral. Brillant orateur, émaillant ses entretiens de citations – tirées sans doute du gros dictionnaire de citations placé sur son bureau –, le nouveau président malgache se considère toujours comme un « marin de métier et politicien de fortune » dont « la vocation est de servir ».

Jean Héline

Guy Spitaels, mis en cause dans l'affaire Dassault, quitte la présidence du Parlement wallon

Une décision saine, selon Jean-Luc Dehaene, premier ministre belge

L'ancien chef du Parti socialiste francophone belge, Guy Spitaels, a annoncé, vendredi 7 février, sa « mise en congé complète » de la pré-

sidence du Parlement régional wallon suite à la levée de son immunité dans le cadre de l'affaire Dassault. Il a été accusé par un responsable so-

cialiste, écrivain dans ce scandale, de l'avoir mandaté pour recevoir un don de 30 millions de francs belges de l'avionneur français au PS.

BRUXELLES

Ce n'est pas une démission en bonne et due forme, mais l'effet est équivalent. Sous le coup d'une levée d'immunité parlementaire « partielle » énoncée mercredi 5 février par le Parlement de Namur, son président, le socialiste Guy Spitaels, s'est, vendredi, « mis en congé » de ses fonctions jusqu'au 30 juin. C'est la date limite fixée par les députés wallons aux investigations de la justice, qui devra déterminer si oui ou non Guy Spitaels est impliqué dans le versement, en 1989, de commissions occultes au PS francophone en échange de l'obtention d'un contrat de modernisation de la force aérienne belge, dit « contrat Carapace ».

Le retrait met fin à quarante-huit heures de mascarade politique provoquée par la première décision de Guy Spitaels à la suite de la levée de son immunité parlementaire. Sou tenu par la majorité socialiste et social-chrétienne du Parlement régional, il avait en effet décidé de se mettre « partiellement » en congé de présidence, en n'apparaissant plus dans les manifestations publiques du Parlement, mais en conservant la maîtrise de son administration et de l'organisation de son travail. « La partie immergée de

l'iceberg », disait-il. Ce « compromis à la belge » avait provoqué un déferlement d'ironie et de colère dans les rangs de l'opposition libérale et écologiste, ainsi qu'une vague de commentaires acides des principaux éditeurs de la presse, y compris dans des journaux comme *Le Soir* qui ne sont pas systématiquement hostiles aux socialistes.

La tempête politique a été déclenchée à la fin du mois de janvier

sommes déposées sur un compte familial de l'Union des Banques suisses à Luxembourg.

Ces révélations aboutissaient dans un premier temps à l'arrestation et à l'inculpation de Merry Hermans et de François Piro, ancien trésorier du PS et bras droit de Guy Spitaels. Des perquisitions effectuées au siège de diverses associations satellites du PS allaient provoquer, jeudi 6 février, l'arrestation

de Piro et de Detaille, avec un versement initial de 3,5 millions de francs. La date, est d'importance, car contrairement aux sommes versées sur le compte de Merry Hermans, cet argent est entré en possession du PS avant la décision gouvernementale de confier le marché Carapace à la firme Dassault. Le pacte de corruption serait donc établi sans contestation possible s'ils s'avéraient que l'argent déposé sur le compte provenait bien de chez Dassault, comme l'affirme aujourd'hui Fernand Detaille.

Guy Spitaels a-t-il été tenu au courant de ces manœuvres financières ? L'ancien président du parti affirme avec la plus grande énergie n'avoir rien su de toute cette affaire, qu'il a découverte, dit-il, en recevant, au début de ce mois, la lettre de Merry Hermans. De sa capacité à faire partager à la justice cette conviction dépendent la suite de sa carrière politique et, au-delà, la crédibilité dans le pays du PS et de la coalition gouvernementale

Luc Rosenzweig

Les manières onctueuses de l'« archevêque socialiste »

BRUXELLES

« Quand Guy Spitaels paraît à la télévision, le Belge, d'instinct, monte son chouffage », disait-on au temps où ce chef socialiste comptait parmi les poids lourds de la politique belge. On ne saurait mieux exprimer l'impression produite

PORTRAIT

A l'opposé du bon vivant prolétaire, ce personnage atypique a plutôt des allures de prélat matois

sur ses concitoyens par cet homme distant, à mille lieues du style « bon vivant prolétaire », un brin populiste, qui caractérise nombre des chefs socialistes wallons. On l'appelle aussi « l'archevêque », à cause de ses manières onctueuses, qui donnent à ce notable des allures qu'on prête aux prélats matois et retors, experts en intrigues tortueuses. Il fut en outre, à la fin des années 80, affublé du surnom de « Dieu », mimétisme oblige, car sa proximité avec Fran-

çois Mitterrand, et les réels succès électoraux qu'il obtint pour le PS firent de lui le héros d'une social-démocratie belge triomphante, de ce « socialisme du possible » dont il se réclamait. Guy Spitaels, soixante-cinq ans, est un personnage atypique dans l'univers socialiste belge. Ce fils de modestes paysans du Hainaut est entré tard en politique - à trente-huit ans - alors qu'il était déjà engagé dans une carrière de professeur de sociologie à l'Université libre de Bruxelles.

Dans les années 50, étudiant à l'université catholique de Louvain, il avait laissé le souvenir d'un étudiant brillant et chahuteur, organisateur d'un canular célèbre : une fausse visite du roi Baudouin dans une institution charitable, où le rôle du souverain était joué par un sosie.

Spécialiste des questions d'économie sociale, il devient en 1973 chef de cabinet du premier ministre Edmond Leburton, chargé des questions socio-économiques. Sénateur en 1974, il est élu bourgmestre d'Ath en 1977, fonction qu'il occupe encore aujourd'hui. Ministre à plusieurs reprises dans les gouvernements de Wilfried Martens, il quitte le gouvernement pour briguer, en 1981, la succession d'André Cools à

la présidence du PS. Élu de justesse contre le syndicaliste Ernest Gilme, il affirme peu à peu son autorité sur un parti déchiré par les querelles internes. En 1987, le score « historique » de 44 % des voix obtenu par le PS en Wallonie marque le zénith de sa carrière. Pressenti pour diriger le gouvernement, il échoua à former une coalition à cause de l'intransigeance, à l'intérieur du PS, de José Happart, hostile à tout compromis sur la question des Fournos. En coulisse, cependant, les acteurs du PS continuent de se combattre, et le parti fut secoué, en 1991, par l'assassinat de son ancien président, André Cools. En 1992, à la surprise générale, Guy Spitaels abandonne la présidence du PS pour s'autoproclamer ministre-président de la région wallonne. En juin 1994, il démissionne de ses fonctions, car il est mis en cause par la justice dans le cadre des pots-de-vin versés aux partis politiques par la firme italienne d'hélicoptères Augusta. Innocenté, et réélu député wallon en 1995, il est élu président du Parlement régional, nouveau tremplin pour ce qu'il espérait être une seconde carrière politique au sommet.

L. R.

« Vache folle » : les combats d'un éleveur et parlementaire européen

L'Allemand Reimer Böge critique Londres

BRUXELLES

Après la mise en cause de la Grande-Bretagne et de la Commission européenne par la commission d'enquête du Parlement européen sur la crise de la « vache folle », il appartient à l'Assemblée de Strasbourg, qui se réunit en session la semaine prochaine, de tirer les conclusions. Bien que sa proposition d'une motion de censure « différée » n'ait pas trouvé de majorité au sein de la commission qu'il présidait, le député chrétien-démocrate allemand Reimer Böge demeure serein, combatif et confiant. Depuis plus d'un semestre, cet éleveur du Schleswig-Holstein a montré sa détermination et sa volonté de promouvoir la santé publique humaine et animale au sein de l'Union européenne. Les hasards de la procédure et le poids, en coulisse, des consignes nationales sur certains membres de sa commission le conduiront demain à lancer de nouvelles offensives.

Aujourd'hui élu dans les rangs du PPE (droite), cet ancien militant des Jeunes Agriculteurs européens, proche de Luc Guyau, président en France de la FNSEA, a pleinement profité de son expérience des derniers mois. « Au terme de nos longues auditions et de l'analyse de nombreux documents (...), je dois conclure que la surprise a été très grande devant l'ampleur des fautes qui ont été commises dans la gestion de cette crise, a-t-il déclaré au Monde. Nous sommes là devant quelque chose de proprement incroyable. Pour ne prendre que ce seul exemple, nous avons pu avoir accès à un enregistrement sonore de la réunion du comité vétérinaire permanent de l'Union européenne daté du 5 septembre 1989: Keith Melgum, chef des services vétérinaires britanniques, y expliquait que, face à une épidémie de « vache folle », la solution essentielle à traiter était celle de la confiance des consommateurs et non celle de la protection de ces derniers. Il ajoutait qu'il n'y avait là aucun risque sanitaire. Comment voulez-vous à partir d'un tel constat que la lutte et la protection soient organisées de manière satisfaisante ? »

Pour M. Böge, il ne fait aucun doute que les dysfonctionnements et les fautes dans la gestion de cette affaire ont en Grande-Bre-

tagne duré très longtemps, y compris dans certains cas jusqu'en 1995, sinon plus tard. Le président de la commission d'enquête est conscient que, compte tenu de tous ces éléments, les conclusions du travail qu'il a dirigé peuvent donner l'impression de sanctionner durement la Commission européenne et proportionnellement de sous-estimer les fautes de Londres. « Je partage pleinement ce point de vue, nous-a-t-il déclaré, mais il faut comprendre qu'il nous était beaucoup plus aisé de travailler sur la gestion de l'affaire par la Commission européenne, ne serait-ce que via la communication de documents auxquels nous pouvions avoir accès. J'ajoute que Douglas Hogg, l'actuel ministre britannique de l'Agriculture, a refusé de se présenter devant nous, ce qui nous conduit aujourd'hui à demander à la Commission, gardienne des traités européens, de le poursuivre devant la Cour européenne de justice. »

DOMMAGES ET INTÉRÊTS

M. Böge met tout en œuvre pour que, au-delà des actions à venir visant la sanction des fautes commises par les fonctionnaires de la Commission européenne, les principaux responsables britanniques soient amenés à répondre de leurs actes. « Les premières et les plus graves responsabilités se situent en Grande-Bretagne. C'est pourquoi nous nous sommes prononcés pour que des dommages et intérêts soient demandés à ce pays ou regard des coûts énormes induits. Pour la seule année 1996, les pertes ont en Allemagne été chiffrées, à cause de la « vache folle », pour les producteurs et les industriels à 750 millions de deutschemarks. Il est clair que les pertes atteindront des milliards d'euros. »

M. Böge travaille encore sur l'usage qui pourra, à l'avenir, être fait des fautes animales dans l'alimentation des animaux d'élevage au sein de l'UE. A sa demande, une conférence internationale publique va être organisée, réunissant Commission et Parlement européens, afin de trancher à la lumière du savoir des meilleurs experts mondiaux, travaillant ici indépendamment des intérêts et des groupes de pression européens.

Jean-Yves Nau

Rendez-vous au bar du Royal...

Le *Soir* du 7 février publie, dans sa quasi-intégralité, le procès verbal de l'audition de Merry Hermans, effectuée le 24 janvier par le juge d'instruction Jean-Louis Prignon et des inspecteurs de la police judiciaire de Liège. En voici quelques extraits significatifs :

VERBATIM

« En mai 1989, j'ai reçu un appel téléphonique à mon bureau de la Communauté française d'une personne se présentant comme étant un responsable de la firme Dassault. (...) Cette personne m'a alors annoncé qu'elle souhaitait me rencontrer parce que la firme Dassault souhaitait faire un don au PS. (...) Le même jour, je pense, j'ai fait rapport verbal à M. Spitaels. Celui-ci a marqué son accord en me demandant de vérifier si le marché [Carapace, NDLR] était bien clôturé. Dans les jours suivants, j'ai pris mes renseignements chez M. Bastien, chef de cabinet de Guy Coëme [ministre de la défense, PS]. M. Bastien m'a confirmé que les décisions étaient prises. »

« Quelques jours plus tard, moi-même, je pense, j'ai téléphoné à ce correspondant et nous sommes convenus d'un rendez-vous au siège d'une filiale Dassault, située le long de la Seine. Mon interlocuteur m'a alors confirmé la volonté du groupe Dassault de faire un don au PS et m'a alors annoncé

le montant de 30 millions de francs belges [5 millions de francs]. (...) Cette même personne m'a recontacté pour me signaler que je devais rencontrer leur représentant porteur de la somme à Luxembourg, au bar de l'Hôtel Le Royal. Je me rappelle à présent que le nom de mon interlocuteur commençait par « Zilber ». Il peut donc s'agir de M. Zylberfajn [directeur adjoint d'Electronique Serge Dassault]. (...) Le « courrier » de Dassault m'a remis un sachet publicitaire en plastique contenant la somme dont il était question, sous autre formalité de comptage ou de vérification d'identité. (...) »

« Tout de suite après, je me suis rendu à l'UBS pour déposer l'argent sur mon compte. En réalité, il s'agissait de francs suisses qui ont été convertis en francs belges par la banque. J'ai immédiatement retiré 10 millions [1,6 million de francs] que j'ai ramenés à M. Piro, conformément à ce qui avait été convenu lors de nos contacts antérieurs. N'étant pas dans l'administration du PS, je ne sais pas ce qui a été fait de cet argent. M. Spitaels était au courant. Je situe cet épisode à la fin du mois de juin 1989. (...) En septembre et octobre, je me suis rendu [à Luxembourg] avec mon épouse, et elle a retiré, à ma demande, deux fois 5 millions [800 000 francs] sur ce compte. Comme nous en étions convenus avec M. Piro, je lui ai à chaque fois remis ces sommes, un peu plus tard dans la journée ou le soir de l'Hôtel Le Royal. »

IL FAUT de la ténacité pour être opposant politique en Biélorussie. Pres de trois mois après s'être octroyés les pleins pouvoirs au moyen d'un référendum contesté, le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, qui n'a jamais fait mystère de sa nostalgie pour l'URSS, mène plus que jamais son pays à la baguette. Lors d'un entretien accordé au Monde, Anatoli Ledeko, un jeune opposant, membre du parti Union civique (centre droit) et député du Soviet suprême dissous en novembre dernier par M. Loukachenko, a décrit ainsi la situation : « Nous vivons dans un État policier. Loukachenko a réussi à recréer le climat de peur qui régnait à l'époque soviétique. Les gens ont renoué avec une pratique typique de cette période-là : le soir, on discute dans sa cuisine pour se plaindre du système, et le matin, on retourne docilement au travail, sans rien oser dire. »

Dans cette République de 10 millions d'habitants, côtoyant la Pologne et la Lituanie démocratiques, le verrouillage des médias est total. « La télévision ne montre à longueur de journée qu'un seul visage, celui du président », dit M. Ledeko. Un fossé s'est creusé entre la capitale, Minsk, où une petite élite réprovoque les méthodes autoritaires du président, et le reste du pays. « On domine une mentalité de "lumpenproletariat" totalement soumis à la propagande en cours », ajoute-t-il. Victimes de la censure et de pressions économiques, tous les journaux d'opposition, notamment *La Volonté du peuple*, sont imprimés

en Lituanie voisine, et ne peuvent être diffusés à Minsk. Les opposants politiques en sont réduits à jouer à cache-cache avec la police.

LISTE NOIRE

« Une liste noire a été diffusée, comportant les noms de douze membres de l'opposition, qualifiés d'ennemis personnels du président », poursuit M. Ledeko. A Minsk, des opposants sont régulièrement convoqués par la police et menacés d'emprisonnement. Slovoir Adamovitch, est détenu depuis un an pour avoir écrit un poème « anti-Loukachenko ». A Maglov, un membre de l'Union civique est derrière les barreaux depuis deux mois pour avoir distribué dans la rue une copie de la déclaration des droits de l'homme. Certains ont préféré quitter le pays, comme Zenon Pazniak, le chef du Front populaire (nationaliste), qui a obtenu le statut de réfugié politique aux États-Unis. D'autres ont choisi la Pologne. Anatoli Ledeko, élu député en 1990

puis réélu en 1995, raconte comment il a été obligé de sortir de Biélorussie clandestinement pour se rendre, fin janvier, à Strasbourg, afin d'assister à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : « J'ai d'abord été bloqué trois fois à l'aéroport de Minsk. Puis j'ai pris le train pour Moscou, dans l'espoir qu'il n'y aurait pas de contrôles à la frontière. A Moscou, j'ai envisagé de me procurer un passeport diplomatique, mais un ami m'a appris que les services russes détenaient une liste, fournie par les autorités de Minsk, interdisant à des diplomates biélorusses de quitter la Russie. J'ai tout de même tenté ma chance à la douane. Les contrôleurs étaient ce jour-là dans de bonnes dispositions et j'ai réussi, par hasard, à sortir. » A Minsk, M. Ledeko avait auparavant pris la précaution de téléphoner à un ami pour dire qu'il « s'absenterait quelque temps ». Afin de détourner l'attention de la police, qui a mis son téléphone sur écoute.

Deux Assemblées nationales

L'OSCE exhorte Minsk à respecter la démocratie

Le président de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Niels Helveg Petersen, a exhorté, vendredi 7 février, la Biélorussie à « respecter complètement les principes et les pratiques démocratiques ». M. Petersen, qui est également ministre danois des affaires étrangères, a rencontré, à Copenhague, son homologue biélorusse, Ivan Antonnovich, indigne l'OSCE. Il a proposé d'envoyer un représentant à Minsk pour examiner certains problèmes, tels que les droits démocratiques en général, la liberté de la presse, la liberté d'expression et de mouvement », ajoute le communiqué. M. Petersen espère une réponse rapide et positive du gouvernement biélorusse.

Natalie Nougayrède

ELECTIONS

Parti socialiste
8 février à Paris
date aux élections
ment national

Pour accroître l'

Le réveil des abstentionnistes

Nous devons...

Le réveil des abstentionnistes

سكا من الامل

« Vache folle »
les combats d'un élu
et parlementaire européen

Alfred Remy, élu européen

politique... dans la cuisine

Le réveil des abstentionnistes est le dernier espoir de la gauche à Vitrolles

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 9 - LUNDI 10 FÉVRIER 1997

ELECTIONS

La convention du Parti socialiste devait ratifier, samedi 8 février, la liste de ses candidats aux législatives. Il est pratiquement parvenu, compte tenu de ses

accords avec ses alliés, à respecter le quota de 30 % de femmes qu'il s'était imposé à lui-même. ● LA MÉTHODE suivie par la plupart des pays européens, consistant à laisser les

partis se fixer une règle de participation féminine sans modifier la législation, et qui, en général, a été suivie d'effet, est donc copiée par les socialistes français. ● LIONEL JOSPIN, dans

son intervention devant la convention de son parti, a vivement critiqué le gouvernement. Il a dénoncé « une grande opération de communication sur le thème "les choses vont

mieux" ». Après l'arrêt de la Cour de cassation, il a redouté que la « haute hiérarchie judiciaire » n'ouvre la voie à la « justification économique » de l'abus de biens sociaux.

Pour accroître le nombre de femmes élues, le PS suit la voie européenne

La convention du Parti socialiste ratifie la liste des candidats pour les législatives de 1998, en respectant le quota de 30 % qu'il s'est fixé. Lionel Jospin dénonce l'« intimidation » contre les immigrés et redoute l'enterrement des « affaires » concernant les partis au pouvoir

CE POURRAIT être un déclic. En réservant cent soixante et une circonscriptions à des candidates pour les législatives de 1998, le Parti socialiste a peut-être commencé à déverrouiller l'une des barrières invisibles qui empêchent les femmes de participer normalement à la vie politique. En effet, le Parti socialiste, dans ce domaine, on le sait, la France est loin du compte. Elle ferme le rang des pays européens pour le taux de féminisation de l'Assemblée nationale. Plus significatif encore, dans l'Hexagone, la proportion des députées tend à stagner, alors qu'elle a nettement progressé dans la plupart des pays européens depuis dix ou vingt ans.

Pourtant, ailleurs, la méthode a fait la démonstration de son efficacité. Dans les démocraties européennes, la féminisation des assemblées élues résulte le plus souvent des mesures contraignantes auxquelles se sont astreints, eux-mêmes, les partis politiques. Sous la pression de groupes de femmes, ils ont dû réserver une place croissante aux candidates dans leurs instances de direction et dans leurs investitures. L'exemple le plus éloquent est celui des pays scandinaves, de la Finlande et de l'Islande, où l'existence de scrutins de liste a probablement facilité les choses.

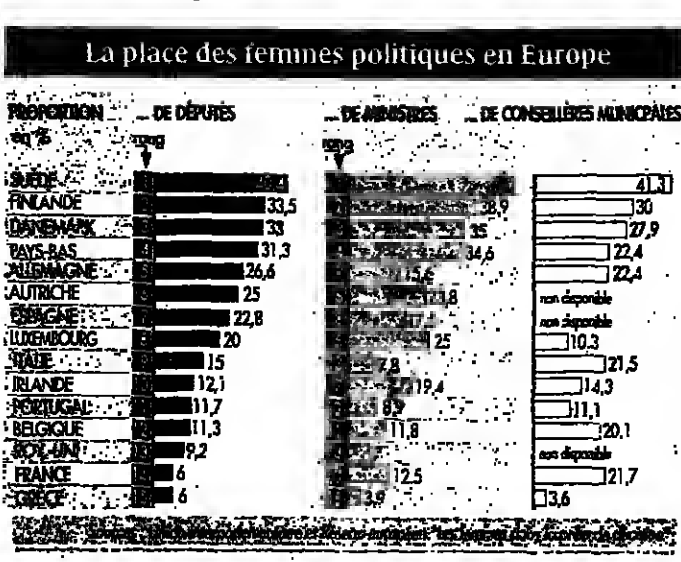
Ces pays ont commencé très tôt

à se distinguer, puisque leurs ressortissantes ont été les premières à obtenir le droit de vote. La pression constante, et très manifeste, des organisations de femmes, puissantes à l'intérieur des partis politiques (les organisations féminines dans les partis sont nées presque avec eux) comme à l'extérieur, a fait le reste, comme l'explique, pour la Suède, Kristina Orfall, sociologue à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Paris-Info de décembre 1994).

La proportion de femmes au Parlement suédois, qui était déjà de plus de 20 % dans les années 70, a ainsi rapidement progressé pour atteindre 38 % dans les années 80. Les partis « ont refusé le principe d'un quota obligatoire. [...] Mais, aux élections de 1988, les partis représentés au Parlement ont généralement adopté d'eux-mêmes un principe de répartition 40-60 dans la constitution de leurs listes », note M^{me} Orfall.

Cette attitude n'exclut pas les reculs, comme en 1991. A l'issue de ces élections, on ne comptait plus que 33,5 % de députées. La réaction fut immédiate : lors de la campagne suivante, des femmes ont menacé de créer un parti unique féminin. Devant le bon résultat dont les créditaient les sondages, les partis ont dû venir à résipiscence et augmenter le nombre de leurs candidates.

La Norvège a également été une



pionnière. Surtout depuis qu'aux municipales de 1971, des militantes ont appelé, avec succès, à voter pour les seules femmes sur les listes de candidats, les partis ont dû tenir compte de leur pression. Depuis 1986, le gouvernement norvégien n'a jamais compté moins de 40 % de femmes. Quatre des six principales formations politiques s'imposent des quotas (généralement 40 %) pour assurer une représentation équilibrée des sexes.

En Allemagne, c'est l'irruption des Verts sur la scène parlementaire qui a été l'élément déclen-

cheur, comme l'explique Françoise Gaspard (Les Femmes dans la prise de décision en France et en Europe, L'Harmattan, 1997). En 1987, sur les 42 députés écologistes qui entrent, alors, au Bundestag, 25 étaient des femmes. Les Grünen avaient adopté pour principe la parité au sein de leur formation politique. Conséquence : le taux de féminisation du Bundestag passe, cette année-là, de 9,8 % à 15,4 %. L'exemple des Verts a ensuite agi par contagion. Sous la pression de ses militantes, le SPD a rapidement été contraint de leur embo-

ter le pas : en 1988, les sociaux-démocrates se sont fixés un objectif de 40 % de femmes, d'abord dans leurs instances de direction - c'est fait - puis, à l'horizon 1998, sur leurs listes.

EXEMPLE ESPAGNOL

51 les pays scandinaves peuvent se prévaloir d'une tradition favorable aux femmes, il n'en est pas de même de l'Espagne. Pourtant, en quelques années, la proportion des députées espagnoles s'est accrue de manière spectaculaire. Inférieure à 10 % jusqu'en 1989, elle est passée, cette année-là, à 14,6 %, puis à 16 % quatre ans plus tard, pour s'élever à 22,8 % depuis les élections générales de 1996. Là encore, ce sont les partis qui ont été amenés à pratiquer une politique volontariste, que ce soit, comme chez les socialistes ou chez les communistes, à travers des quotas, ou, de manière moins formelle mais également sensible, chez les conservateurs du Partido Popular.

A l'opposé, les Communes britanniques font à peine plus de place aux femmes que l'Assemblée nationale. Le mode de scrutin uninominal à un tour, très brutal, qui conduit les instances locales des partis à choisir pour candidat les notables les plus installés, n'y est sans doute pas étranger.

Les prochaines élections législatives outre-Manche pourraient cependant apporter un peu de te-

nouveau. En effet, le Labour a prévu, il y a deux ans, de réserver la moitié des circonscriptions travaillistes vacantes, et la moitié des circonscriptions conservatrices jugées gagnables, à des femmes. Le processus, intenté, et gagné, par deux hommes travaillistes qui s'estimaient victimes de discrimination (Le Monde du 17 janvier), a quelque peu affaibli la portée de cette décision, sans toutefois la remettre en cause.

Seules l'Italie et la Belgique ont tenté d'avoir recours à des quotas législatifs. Mais la législation italienne en ce sens a été invalidée en 1995 par la Cour constitutionnelle, tandis que la mise en œuvre de la loi belge a montré ses limites. Adoptée en 1994, elle prévoit que, progressivement, les listes ne pourront comporter plus d'un certain nombre de candidats du même sexe. En revanche, elle ne comporte aucune précision sur l'ordre de présentation des candidats sur les listes. Conséquence : lors des élections locales d'octobre 1994, nombre des femmes o'avaient pas été placées en position éligible, de sorte que seulement 20 % des élus étaient des femmes, alors que le quota était de 25 %. En outre, la loi n'était pas applicable aux législatives de 1995. Le pouvoir d'Etat restait aux hommes.

Cécile Chambraud

« Nous devons exprimer les aspirations aux changements »

DEVANT LA CONVENTION DU PS, samedi 8 février, Lionel Jospin a invité les socialistes à ne pas être dupes de la « grande opération de communication lancée par le pouvoir sur le thème du "les choses vont mieux, notre politique est en train de réussir" ».

(...) Parce que le dollar s'est apprécié, que la bourse d'intérêt ont baissé, que la popularité - je devrais dire l'impopularité - de l'exécutif a très peu bougé, que le chômage, énorme, a baissé sur un mois, que le moral des Français, très bas, a monté de deux points, alors les choses changeraient en faveur du pouvoir ? Rien de tout cela n'est bien sérieux et je crois personnellement que cette opération sera longue.

Pour M. Jospin, « le gouvernement, faute d'agir avec efficacité, redevient le gouvernement de la parole et reprend le litige des promesses ou des pures effets d'annonce. (...) Je crois les Français suffisamment lucides pour ne pas prendre pour argent comptant - c'est d'ailleurs le cas de le dire - des déclarations d'intention sous l'empire du moment. »

« Nous n'avons pas de raison de croire à la "théorie du freinage" », a-t-il ajouté en évoquant les privatisations, la « compression » des salaires, « les projets de loi d'intimidation contre les immigrés », la « complicité » de la France « officielle » face au pouvoir algérien. « Les inégalités continuent à se creuser dans notre pays et le chômage va malheureusement atteindre des records en 1997. »

« Le poids du pouvoir politique et précisément du

RPR si menacé dans ses errements parisiens, vient de se manifester avec éclat », a affirmé M. Jospin en s'adressant à l'appel de juges européens « pour l'indépendance de la justice, contre la corruption et les tentatives d'étouffement des affaires. (...) Il paraît que c'était une interpellation du politique. Ne devraient-ils pas tout autant l'adresser à leur haute hiérarchie judiciaire qui vient en France d'ouvrir la voie à la "justification économique" de l'abus de biens sociaux ? Et tout le monde ne voit-il pas que cela pourrait conduire, si les juges du rang n'y veillent pas, à enterrer un certain nombre d'affaires qui concernent les partis au pouvoir ? »

M. Jospin a conclu sur « l'exigence d'une autre politique » : « La question de la diminution du temps de travail, celle de l'indépendance de la justice, le thème de l'emploi des jeunes, la réforme de l'université, la situation en Algérie, tous ces sujets ignorés ou traités de haut par la droite reviennent en force parce que nous sommes là. A nous de passer dans l'année en cours, de la sensibilisation de l'opinion à nos thèmes à l'adhésion des Français à nos propositions. (...) »

Nous devons ressentir et exprimer les aspirations aux changements. (...) Désarmer tous ces observateurs et critiques qui pleurent que la gauche et la droite ne se distinguent plus, qui disent qu'il faut du souffle et du rêve mais tirent sur tout ce qui bouge dans le domaine des propositions avec des oirs de notaires sourcilieux jouant aux experts en économie alors qu'ils ne font que répéter ce que dit le voisin. Il faut vaincre la peur que les Français ont d'être déçus avec nous, la tentation qu'ils ont de se résigner à l'insatisfaction que leur procure le pouvoir d'aujourd'hui. »

Le PS investit ses candidats aux élections législatives

« C'EST UN VRAI MOTIF de fierté », a souligné Lionel Jospin, à l'ouverture de la convention du Parti socialiste, samedi 8 février à Paris, à la Mutualité, en faisant allusion à la « forte représentation des femmes » parmi les 510 candidats socialistes aux élections législatives. Sous réserve d'une petite dizaine de circonscriptions où il reste encore des candidats à trouver, le PS devrait présenter 143 femmes auxquelles s'ajouteraient, en fonction des accords électoraux, 7 candidates du Parti radical-socialiste (PRS) et 11 des Verts. M. Jospin a insisté sur le fait que le PS avait « élu », et non désigné, ses candidats. « Le Parti socialiste prépare, ou s'apprête à préparer, le rendez-vous avec le suffrage universel », a-t-il lancé.

Le premier secrétaire du PS s'est dit déterminé à « tirer les leçons d'un nombre - heureusement limité - d'errements et d'abus », en prévenant les fédérations que « au bout du compte, la rénovation se fera partout ». En présentant les décisions de la commission électorale, prises pour la plupart à l'unanimité, Daniel Vaillant, numéro deux du PS, auquel M. Jospin a rendu hommage, n'a pas contesté « la légitimité » des votes dans les Bouches-du-

Rhône, malgré la demande d'annulation du président du conseil général, Lucien Weygand. En revanche, le vote des militants de la 3^e circonscription de la Somme, où Vincent Peillon, proche de M. Jospin, a été battu (Le Monde du 3 février), devra être recommencé. La désignation de candidats socialistes dans plusieurs circonscriptions réservées aux Verts a été jugée « nulle et non avenue », qu'il s'agisse de la 2^e de l'Essonne attribuée à l'écologiste Michel Cantal-Duparc, ou de la 3^e du Jura (Dole) réservée à Dominique Voynet. Le Jura devra donc revoter, sauf dans la 3^e, sous huitaine et sous contrôle national.

« SUR LE TERRAIN »

M. Jospin a aussi souligné « un renouvellement significatif de nos candidats » - autour de 48 % des investis ne s'étaient pas présentés en 1993 - qu'il a invités à « être sur le terrain », afin de « préparer notre campagne future, de porter notre parole, de projeter et démultiplier notre force ». Affirmant que « l'union avec nos partenaires progresse », M. Jospin a répondu, sans la nommer, aux critiques de la Gauche socialiste :

« Ceux qui s'imaginaient ou voudraient faire croire que nous aurions voulu bâtir des accords de premier tour autour d'un pôle qui serait plus modéré par rapport à un pôle qui serait plus radical se tromperaient. Encore que je sois prêt à concéder que, il y a deux ans de cela, certains étaient plus "radical" que moi. Je suis d'ailleurs convaincu qu'il n'y aura pas en face de nous de pôle de radicalité. »

M. Jospin s'est félicité de l'avancée du dialogue politique, en relevant que le débat portait sur des questions difficiles - Europe, monnaie unique - que « nous ne cherchions pas à esquiver » et sur lesquelles « nous voulons trouver des solutions ». Notant que le PCF avait pu « enregistrer les infléchissements » du PS sur l'Europe, il s'est dit prêt à « rechercher des voies de rapprochement », mais non à « renoncer à nos convictions ». « L'année 1997 devrait nous permettre d'être au cœur de la nécessaire démarche de rassemblement », a conclu sur ce point M. Jospin devant les six cents délégués de la co-convention.

Michel Noblecourt

Le réveil des abstentionnistes est le dernier espoir de la gauche à Vitrolles

VITROLLES (Bouches-du-Rhône)

de notre correspondant régional

Dimanche 9 février, les 20 297 électeurs inscrits de Vitrolles devaient choisir leur maire entre Catherine Mégret (Front national) et Jean-Jacques Anglade (PSI). Ils furent 15 480 à se prononcer dimanche dernier, le 2 février ; il y eut 443 bulletins nuls, soit 15 037 exprimés (74,08 %), parmi lesquels 46,70 % de voix pour Catherine Mégret, 37 % pour Jean-Jacques Anglade et 16,31 % pour Roger Guichard (UDF-RPR), qui s'est retiré entre les deux tours. Tout l'effort des deux candidats restant en lice a porté, entre ces deux tours, sur la conquête des voix parmi trois gisements : les nuls, les abstentionnistes et les partisans de la droite classique.

Catherine Mégret a rassemblé 7 022 voix, Jean-Jacques Anglade 5 563. Si le nombre de votants restait égal, il faudrait à l'un ou l'autre candidat atteindre 7 518 voix

(plus 1) pour dépasser l'autre. Autrement dit, il manque à M^{me} Mégret 496 voix pour atteindre plus de 50 % ; il en faudrait 1 955 à M. Anglade. Outre la minuscule réserve des bulletins nuls (443), c'est dans les 2 452 voix de M. Guichard que l'un et l'autre doivent puiser. Malgré son retrait « républicain », il faudrait quand même que 1 955 voix de ces 2 452, soit 79,7 %, passent de la droite classique à la liste de gauche pour que celle-ci réitère son succès de juin 1995, lorsque M. Anglade avait devancé de 353 sur 16 581 suffrages exprimés M. Mégret.

En réalité, l'espoir tenu de ce camp réside dans une mobilisation plus importante du corps électoral. En 1995, 84 % des électeurs s'étaient rendus aux urnes au second tour, contre 74,54 % au premier. Si l'on atteignait la même progression des votants entre les deux tours cette année, cela entraînerait 2 012 votants de plus. Il y aurait alors 17 049 bulletins dans les

urnes, la moitié plus 1 serait alors de 8 525 voix. Dans ce cas M^{me} Mégret devrait ajouter 1 503 voix à son score du premier tour, M. Anglade 2 962. L'équation passe alors à quatre inconnues : le nombre de voix gagnées finalement par l'un ou par l'autre dépend en effet du nombre de votes nuls transformés en vote actifs, du nombre de voix en provenance de la droite parlementaire, du pourcentage de nouveaux électeurs et de leur répartition.

HÉSITATIONS A DROITE

Mais ce serait encore trop simple. Car en réalité les dix points de plus de participation électorale possible ne correspondent pas seulement au déplacement de nouveaux électeurs. En effet, il est hautement probable que de nombreux électeurs du RPR et de l'UDF s'abstiendront lors de ce tour décisif ; s'il y avait 2 012 votants exprimés de plus, cela correspondrait certainement à un plus grand nombre de

nouveaux électeurs, venus remplacer des votants de premier tour trop déçus pour choisir. Parmi ceux-là, personne ne peut dire l'importance des réserves d'un camp ou de l'autre.

Les dernières péripéties de la campagne - ou presque - ont cependant eu lieu devant les tribunaux. Jeudi 6, Roger Guichard déposait un recours devant le tribunal administratif en vue de faire annuler le premier tour en se fondant sur des irrégularités qu'il décelait dans le matériel de propagande de Catherine Mégret. Vendredi 7, M. Anglade faisait de même, invoquant, parmi cinq motifs d'annulation, un dépassement supposé des dépenses de campagne. Le Front national a immédiatement répondu par un communiqué affirmant que « M. Anglade [jouait] perdant ». Il ne manquerait plus qu'un cinquième ou un sixième tour soit nécessaire d'ici quelques mois.

Michel Samson

CALVITIE



Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE
Tél. : 01 53 83 79 79 - Fax : 01 53 83 79 70 - 3617 INFO CHAUME

Centre Médico-Chirurgical Franklin Roosevelt
49, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris

صباحنا من الامل

Quatre syndicats de tramways annoncent de nouveaux arrêts de travail à partir du 10 février

Une douzaine de villes sont sans transports en commun pendant le week-end

La CGT, FO, la CFTC et le syndicat autonome FNCR se réuniront le 10 février pour décider de constituer un front syndical destiné à relancer

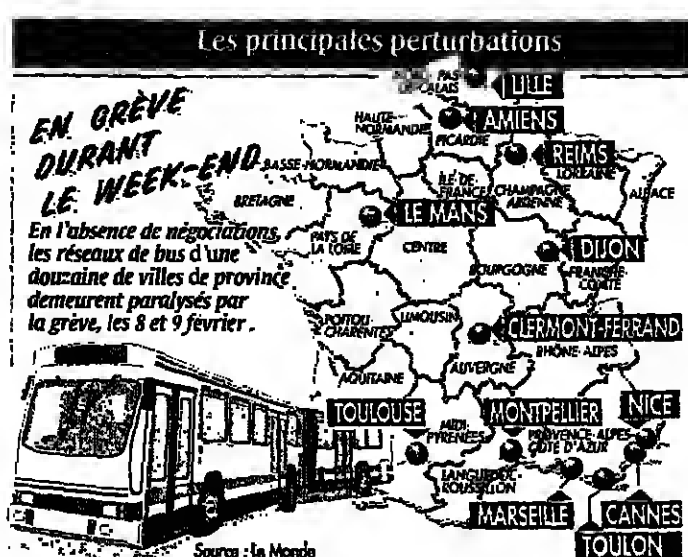
les mouvements de grève dans les transports en commun de province et faire avancer leurs revendications sur la retraite à cinquante-cinq ans

et sur la semaine de travail de trente-cinq heures sans perte de salaire. La CFTD pourrait se joindre au mouvement.

LA PARALYSIE des transports publics, et plus particulièrement des bus, devait se poursuivre dans une douzaine de villes au cours du week-end. En effet, la grève a été reconduite, à des majorités diverses, dans les réseaux d'Amiens, de Dijon, de Clermont-Ferrand, de Cannes, de Lille, du Mans, de Marseille, de Montpellier, de Nice, de Reims, de Toulon et de Toulouse.

Dans cette dernière ville où, après douze jours de grève, aucune négociation n'est prévue, samedi 8 février, avec le médiateur sur les revendications spécifiques des grévistes de la société exploitante, deux cents commerçants du centre-ville ont manifesté devant la préfecture pour protester contre la chute de leur chiffre d'affaires.

Lancés le 6 février par la CGT et Force ouvrière, ces mouvements de grève sont destinés à défendre les revendications de la retraite à cinquante-cinq ans et de la semaine de travail de trente-cinq heures sans perte de salaire. Une commission paritaire est prévue avec la fédération patronale de



L'Union des transports publics (UTP) pour le vendredi 14 février, mais la CGT, FO et le syndicat autonome FNCR ont signé une lettre commune au patronat pour demander que cette réunion soit avancée : « Vu le nombre de réseaux actuellement en grève ou qui

se préparent à déposer de nouveaux arrêtés de grève, les fédérations exigent que la date de la prochaine commission paritaire soit avancée en tout début de semaine ». La FNCR a précisé qu'elle « appellerait ses équipes à entrer dans la grève à partir de lundi ». La

CFTC pourrait se joindre au mouvement, dont elle partage les objectifs et les moyens.

Quant à la CFTD, qui n'approuve pas la stratégie de la grève reconductible, elle déclare vouloir « retrouver un processus d'action unitaire pour une action claire et maîtrisée, qui pourrait prendre la forme d'une nouvelle grève nationale, s'il s'avère que toutes les portes sont fermées ». Cette convergence laisse présager une reprise et un durcissement du mouvement en début de semaine.

Cette perspective d'un conflit long oblige les élus et les exploitants à étudier des solutions de remplacement pour éviter l'asphyxie économique des villes concernées. Jusqu'à présent, seule l'automobile s'était imposée comme solution de secours avec les difficultés de circulation qui en ont résulté. D'ores et déjà, la Régie des transports de Marseille a fait savoir qu'un service de remplacement serait mis en place à partir du 10 février, capable d'assurer environ 30 % du trafic et de transporter chaque jour 25 000 à 30 000 personnes.

Le personnel de l'hôpital psychiatrique de Maison-Blanche en grève pour la dignité des malades

« CE POURRAIT ÊTRE comme une première victoire... » Au micro de la salle des fêtes bondée pour l'AG de ce jeudi 6 février au soir, un des grévistes de l'hôpital

REPORTAGE
Il y eut d'abord la séquestration du directeur, puis les AG...

psychiatrique de Maison-Blanche, à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), commente les dernières propositions du médiateur. Le bel établissement est paralysé depuis le 27 janvier par la grève d'une bonne partie du personnel, depuis peu rejoint par plusieurs médecins. Pour tous, il s'agit de s'opposer à la fermeture du site, annoncée en janvier alors qu'un plan quinquennal pré-

voyait un maintien, certes réduit, jusqu'en l'an 2000.

La mobilisation n'a pas faibli parmi les deux mille salariés et les quelque cent quatre-vingts médecins. Il y eut d'abord la séquestration du directeur, qui passa deux nuits dans son bureau. Puis la direction des hôpitaux au ministère nomma, en fin de semaine dernière, un médiateur, Alain Piquet, directeur des affaires sanitaires et sociales de Paris. Il mena rapidement la négociation avec l'intersyndicale regroupant la CGT, majoritaire, la CFTD qui la talonne, FO et la CFTC.

« Le soir venu, on traitait chez soi tranquillement, mais dès 7 heures, le matin, le piquet de grève se réinstallait », raconte Christine, infirmière-surveillante. Mère de trois enfants, elle prend le temps de participer à l'AG de ce 6 février à 18 heures, où l'intersyndicale expose ses proposi-

tions du médiateur qui « commencent à ressembler à un progrès ». M. Piquet a en effet renoncé à la fermeture de Maison-Blanche, et au transfert de l'administration à Paris, mais à une condition : que le personnel s'engage à accepter le fameux plan qui court jusqu'à l'an 2000. Ce jeudi soir, le marché est soumis à réflexion. Un nouveau point sur l'état d'avancement des négociations est prévu pour mardi 11.

TRANSFERTS A PARIS

Selon ce plan, rappelle Christine, deux cents des six cents lits existant actuellement resteraient à Maison-Blanche. Les autres seraient transférés à Paris. L'hôpital est en effet soumis à la sectorisation : il est censé accueillir des patients venant des arrondissements du nord et de l'est de la capitale. Christine, travaillant depuis vingt-deux ans dans cet hôpital, sait pourquoi elle se bat : « Ce n'est pas l'asile comme autrefois, et comme le public se l'imagine. Nous accompagnons nos patients, dans leur réinsertion en ville. Mais certains d'entre eux ont besoin parfois d'un séjour au calme. Comment calmer leur grande agitation si, demain, ils

sont enfermés dans un immeuble sans jardin ? » « Nous allons transférer les malades en SDF, ajoute-t-elle. Beaucoup d'entre eux n'ont que 3 000 francs par mois pour vivre. Là-dessus, ils paient le forfait hospitalier. Il leur reste à peine de quoi acheter des cigarettes. Demain, si nous fermons le site, comment voulez-vous qu'ils puissent avec ces 3 000 francs se payer un toit et vivre dans Paris ? Voilà où il y a leurre dans cette fermeture de Maison-Blanche, supposez rapprocher le patient de son milieu naturel ! » Christine le sait bien. La plupart des pensionnaires en long séjour n'ont plus aucune famille à Paris. Et ceux qui ont encore quelque parenté parisienne ne voient guère ces parents « prompts à rejeter les fous comme on les appelle ».

Ce jeudi 6 février, Maison-Blanche s'oriente vers un sursis. Mais dans les jours qui viennent il va falloir discuter de tous les autres problèmes : le maintien des emplois, d'un budget menacé d'une baisse de 2,8 %, etc. L'établissement de Neuilly-sur-Marne rejoint sur ces points le combat en cours dans d'autres hôpitaux.

Danielle Rouard

La loi réformant la SNCF a été définitivement adoptée

BERNARD PONS, le ministre de l'Équipement et des transports, a de quoi être satisfait. Le parcours de l'Assemblée nationale du projet de loi réformant la SNCF « c'est-à-dire lui confiant désormais la responsabilité de la seule exploitation ferroviaire pour transférer au nouvel établissement public, « Réseau ferré de France » (RFF), les infrastructures - s'achève sur un sans-faute. Le texte a été adopté vendredi 7 février par les députés, sans modification aucune, la majorité RPR et UDF se prononçant pour, le PS et le PC contre.

Cette adoption est intervenue à l'issue de trois jours et demi de discussions uniquement animées par l'opposition. Cette dernière, qui a dénoncé la « scission de la SNCF », s'est interrogée à plusieurs reprises sur la façon dont pouvait être garanti le monopole de l'exploitation commerciale et de la maintenance des lignes confiée à la SNCF. Parviendra-t-on toujours à justifier devant Bruxelles que ce qui désormais s'apparente à des marchés passés par RFF avec la SNCF déroge aux règles des appels d'offres concurrentiels ? se sont inquiétés députés socialistes et communistes.

Auparavant, le Sénat n'avait introduit que des amendements cosmétiques au texte - pour l'essentiel en changeant le nom du nouvel établissement public.

A l'Assemblée nationale plus encore qu'au Sénat, la majorité a abdiqué, volontairement, tout droit d'intervention, ses élus se relayant par petits groupes pour de simples permanences muettes. Ils ont repoussé un à un les quelque trois cents amendements défendus par l'opposition. Une manière d'illustrer à l'absurde les propos du président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, pour qui, si le Parlement n'a pas toujours dans le fonctionnement institutionnel la place qui lui revient, la responsabilité en incombe surtout aux parlementaires eux-mêmes. Seul Etienne Garnier (RPR, Loire-Atlantique) aura tenté de jouer son rôle, avant d'être poliment entraîné hors de l'hémicycle par le ministre des relations avec le Parlement, Roger Romani.

En vieux praticien de la vie parlementaire, M. Pons a donc verrouillé le débat, tout en laissant en apparence le champ libre à une longue discussion.

Caroline Monnot

La CAP ne souhaite pas d'accord avec le Parti socialiste

LA CONVENTION POUR UNE ALTERNATIVE PROGRESSISTE (CAP), petit parti de la gauche critique qui compte essentiellement des anciens communistes, présentera 150 candidats aux élections législatives de 1998, mais ne signera pas d'accord électoral ou programmatique avec le PS. Elle espère gagner six circonscriptions : la 7^e de Seine-Saint-Denis, pour le député sortant Jean-Pierre Brard (ex-PCF), la 4^e de la Loire pour l'ancien ministre communiste, Charles Fiterman, la 2^e de la Haute-Vienne pour Marcel Rigout, également ancien ministre communiste, la 7^e du Rhône pour le maire de Vaulx-en-Velin, Maurice Charrier (ex-PCF), la 2^e de la Sarthe pour Philippe Goude, adjoint au maire du Mans, Robert Jarry, la 4^e du Doubs pour Martial Bourquin. La CAP tente de s'entendre avec les communistes au Mans et à Montreuil. Le mouvement de M. Fiterman souhaite en revanche présenter ses candidats en commun avec ceux de l'AREV (Alternative rouge et verte) et « favoriser les soutiens réciproques » avec les Verts et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

Le Conseil d'Etat pourrait annuler la composition du conseil d'administration de l'ENA

LE CONSEIL D'ETAT a examiné, le 5 février, un recours déposé par la CGT, qui lui demandait d'annuler un décret du premier ministre l'évoquant du conseil d'administration de l'ENA, au profit de la CGC (Le Monde du 14 décembre 1995). Le commissaire du gouvernement, Christophe Chantepy, lui a donné raison, mais seulement pour vice de forme : Alain Juppé aurait dû consulter les sept fédérations de fonctionnaires représentées au conseil supérieur de la fonction publique d'Etat, avant de procéder à cette nomination, comme le prévoient les textes relatifs au statut de l'ENA. Or, il ne l'a pas fait. En revanche, M. Chantepy n'a pas suivi l'argumentation de la CGT, selon laquelle le chef du gouvernement aurait dû offrir les quatre sièges disponibles aux quatre fédérations les plus représentatives (dont la CGC ne fait pas partie).

DÉPÊCHES

■ **SYNDICATS** : la confiance des Français, et plus encore des salariés, dans les syndicats, qui avait fortement augmenté après le mouvement social de l'hiver 1995, progresse encore début 1997, selon un sondage de la Sofres publié, vendredi 7 février, par plusieurs journaux régionaux (enquête menée du 22 au 24 janvier auprès de 1 000 personnes). 47 % des personnes interrogées font « confiance à l'action des syndicats pour défendre leurs intérêts », contre 44 % en novembre 1995 et 38 % en février 1994. 46 % ne leur font pas confiance, contre 49 % et 50 % lors des sondages précédents.

■ **FINANCES** : selon une enquête par questionnaire réalisée à la demande de la fédération des finances Force ouvrière, près de 70 % des agents des finances jugent que le climat social de leur administration est mauvais. Près de 80 % des agents estiment que les orientations de l'administration ne sont pas claires. La moitié se disent informés sur ces orientations par les représentants du personnel, et non par leur direction. 87 % estiment en outre que le système fiscal qu'ils sont chargés d'appliquer n'est pas équitable. En publiant cette enquête, FO, première fédération représentative au ministère des finances, donne le coup d'envoi d'une campagne électorale qui s'achèvera le 25 mars : 150 000 agents du Trésor, de la direction générale des impôts et des douanes éliront leurs représentants.

■ **SUSPENSION** : la CFTC a décidé, vendredi 7 février, de suspendre provisoirement ses présidents et secrétaires généraux de l'union locale de Montpellier, de l'union départementale de l'Hérault et de l'union régionale du Languedoc-Roussillon, après la tenue d'une réunion avec Bernard Antony, député européen et membre du bureau politique du Front national, dans les locaux du syndicat, le 24 janvier. La CFTC-PTT de l'Hérault avait demandé aux dirigeants confédéraux « l'exclusion pure et simple » des responsables CFTC ayant prêté un local syndical à un membre du FN.

■ **CANNES** : Maurice Delauney, premier adjoint (RPR) et maire par intérim de Cannes, a demandé, vendredi 7 février, à Michel Mouillot, maire de Cannes incarcéré, dont la Cour de cassation a confirmé la condamnation à cinq ans d'inéligibilité, de « clarifier les choses » en démissionnant. M. Mouillot « devrait suivre l'initiative prise par Michel Noir », qui a abandonné, jeudi, son mandat de député, a ajouté M. Delauney, candidat à sa succession.

■ **INVITATION** : Jean-Pierre Raffarin (UDF), ministre des petites et moyennes entreprises, plaide pour le retour au gouvernement d'Alain Madelin et l'entrée du président de l'UDF François Léotard. « La victoire se forge autour du premier ministre. Je souhaite donc qu'Alain Madelin retrouve l'équipe gouvernementale et que François Léotard la rejoigne », déclare M. Raffarin, secrétaire général du Parti populaire pour la démocratie française, (PPDF, giscardiens), dans un entretien au Figaro Magazine du samedi 8 février.

■ **PARLEMENT** : la mission d'information sur la presse écrite, créée à l'initiative du président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, sera installée mercredi 19 février, au retour des parlementaires, en congés du 8 au 17 février. Cette mission devrait commencer ses auditions le 26 février. Elle comprendra 40 membres : 18 RPR, 14 UDF, 4 PS, 2 PCF et 2 représentants de République et Liberté. Le président de la mission pourrait être Renaud Muselier (RPR) et le rapporteur Ladislav Poniatowski (UDF-PR).

■ **FAMILLE** : Etienne Pinte, député (RPR) des Yvelines, et Christine Boutin, députée UDF des Yvelines, présidents du groupe de travail parlementaire sur la politique de la famille et de l'enfant, ont estimé, vendredi 7 février, que le rapport Gisserot sur la famille est « en deçà des attentes des familles et des promesses qu'il laissait espérer ». Ils estiment qu'il « ne propose aucune réforme d'envergure et renonce à une vraie clarification du système des prestations familiales ».

Premier contentieux sur la représentativité dans la fonction publique

LA LOI DU 16 DÉCEMBRE 1996, destinée à limiter l'émiettement syndical dans la fonction publique, vient de produire son premier contentieux : le syndicat Sud-équipement a saisi le tribunal administratif, vendredi 7 février, pour lui demander de reconnaître sa représentativité. Quelque 40 000 agents des corps techniques et administratifs de l'équipement vont élire leurs représentants aux commissions administratives paritaires, jeudi 20 mars. Huit dissidents de la CGT ayant, en novembre 1996, créé un syndicat Sud-équipement, ont déposé six listes de candidats. Le directeur du personnel de l'équipement, Gôbert Santel, les a déclarées irrecevables, au motif qu'elles ne satisfaisent pas aux nouveaux critères de représentativité, le syndicat, notamment, étant de création trop récente. Jean-Paul Chabard, membre fondateur de Sud-équipement, demande au tribunal de reconnaître l'expérience et l'ancienneté des militants, qui appartenaient auparavant à la CGT, et qui ont déjà siégé dans des CAP.

صباحنا من الامم

La CAP ne souhaite pas l'accord avec le Parti socialiste

Le conseil d'Etat pourrait annuler la composition du conseil d'administration

RIENA

Le conseil d'Etat pourrait annuler la composition du conseil d'administration

Le conseil d'Etat pourrait annuler la composition du conseil d'administration

Le conseil d'Etat pourrait annuler la composition du conseil d'administration

Le conseil d'Etat pourrait annuler la composition du conseil d'administration

Le conseil d'Etat pourrait annuler la composition du conseil d'administration

Le conseil d'Etat pourrait annuler la composition du conseil d'administration

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 9 - LUNDI 10 FÉVRIER 1997

JUSTICE L'arrêt de la Cour de cassation du 6 février, restreignant le champ des abus de biens sociaux, a suscité une vive polémique. EN THÉORIE, cette jurisprudence, forgée

à l'occasion du dossier Noir-Botton, n'empêche pas les magistrats de continuer à enquêter sur les « affaires » en utilisant d'autres infractions, comme le trafic d'influence et

la corruption ; mais, en pratique, les procédures vont se heurter à de nombreux obstacles. LE PRÉSIDENT de la chambre criminelle de la Cour de cassation, Christian Le Guehec, a

accompli une longue carrière dans les juridictions, mais aussi au ministère de la justice, où il fut, de 1974 à 1979, le directeur des affaires criminelles et des grâces de Jean Lecanuet, Olivier

Guichard et Alain Peyrefitte. Il a également été directeur de cabinet de Jacques Chaban-Delmas lorsque celui-ci était président de l'Assemblée nationale.

L'arrêt de la Cour de cassation risque de freiner l'instruction des « affaires »

La restriction de la notion d'abus de biens sociaux, exprimée à propos du dossier Noir-Botton, va désormais contraindre les juges à mettre en évidence des délits de corruption, plus difficiles à caractériser

EN RENDANT, jeudi 6 février, son arrêt dans l'affaire Noir-Botton, la chambre criminelle de la Cour de cassation ne se doutait sans doute pas qu'elle déclencherait une telle controverse sur les abus de biens sociaux. En quelques lignes, la chambre criminelle a restreint le champ de cette infraction-phare des « affaires » : elle a en effet estimé que le versement à Pierre Botton, par le PDG de la société Kis, d'une somme de 760 000 francs destinée à obtenir une remise fiscale pour sa société, grâce à l'intervention de Michel Nuir - alors ministre du commerce extérieur - n'était pas un abus de biens sociaux (ABS) (Le Monde du 8 février).

Au lendemain de l'arrêt, le débat a porté dans un premier temps sur la légitimité de cette jurisprudence : peut-on considérer que le versement d'un pot-de-vin, qui est sévèrement sanctionné par le code pénal, est conforme à l'intérêt social d'une entreprise ? « Cette définition est restrictive, choquante et critiquable », a immédiatement estimé le secrétaire général du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), Jean-Claude Bonvier. « Dans une période de sous-emploi, est-il contraire aux intérêts d'une société de surcroît pour maintenir ses emplois et continuer à verser des dividendes à ses actionnaires ? », lui a rétorqué le président (RPR) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Pierre Mazeaud.

Au-delà de cette discussion, qui touche autant à l'éthique des affaires qu'à la définition juridique de l'abus de biens sociaux, beaucoup se sont interrogés sur la portée pratique de l'arrêt du 6 février. Dans les affaires actuellement en cours d'instruction, la décision de la Cour de cassation suscitera sans doute quelques remous : les contours de l'ABS ayant été révisés, certaines mises en examen prononcées sur ce chef pourraient être revues. En revanche, les dossiers qui n'ont permis de mettre au jour des faits de corruption ou de trafic d'influence ne sont pas menacés, puisque l'arrêt de la Cour de cassation ne modifie en rien l'appréhension de ces deux infractions.

services fiscaux, soit des commissaires aux comptes. Ils nous saisisseront lorsqu'ils constateront un mouvement comptable suspect dans une entreprise, mais, maintenant que le champ de l'infraction est plus étroit, les instructions vont se terminer de plus en plus souvent par des non-lieux, et la démotivation risque de gagner l'ensemble du système. Dans

corruption soit retenu dès l'ouverture de l'information judiciaire. Le « pacte » entre le corrupteur et le corrompu étant par définition occulte, il ne peut en effet être spontanément révélé que si l'un ou l'autre accepte de parler, ce qui n'arrive quasiment jamais. En général, les juges commencent donc par constater l'existence d'un ABS

sûr, l'attribut d'un marché. Cette dernière étape est cependant rare. Les juges d'instruction arrivent souvent trop tard : les abus de biens sociaux, pour lesquels la prescription ne court qu'à compter de leur découverte, peuvent être poursuivis pendant de longues années, mais la corruption se prescrit trois ans après les faits. Certains magistrats estiment que cette difficulté pourrait être nuancée par une application extensive de la notion de « connexité ». « Si les abus de biens sociaux constatés ont, en définitive, servi à dégrader des fonds dans le but de carromper un élu, explique un juge du siège, ancien juge d'instruction, le lien de connexité entre les deux délits peut permettre de considérer que la prescription de la corruption a été interrompue en même temps que celle de l'abus de biens. » Encore faut-il noter que cette parade est subordonnée à une condition décisive : que la corruption ne soit pas d'ores et déjà prescrite au moment de la découverte des ABS.

« RISQUE DE DÉMOTIVATION » Pour l'avenir, la restriction de la définition des abus de biens sociaux n'interdit pas, en théorie, aux parquets de continuer à ouvrir des informations judiciaires pour ABS. « Une enquête sera toujours nécessaire pour déterminer si, oui ou non, les sorties d'argent inexpliquées de la caisse d'une entreprise étaient conformes à son intérêt, explique un magistrat du ministère public. Cette appréciation ne pourra être portée qu'au terme des investigations, par le juge d'instruction, voire par le tribunal. »

Certains parquets estiment cependant que l'arrêt de la Cour de cassation risque de griffer les mécanismes de la lutte contre la corruption. « Actuellement, souligne l'un d'eux, les signalements qui nous sont transmis proviennent soit des

prochaines années, voire les prochains mois, les signalements vont sans doute se tarir peu à peu. » Pour compenser la restriction du champ des ABS, certains élus font mine d'inviter les juges à utiliser davantage les poursuites pour corruption. Pourtant, cette voie est souvent une impasse : sauf flagrant délit - comme dans le cas, rarissime, de Michel Mouillot - il est fort peu courant que le chef de

dans une entreprise, puis enquêtent pendant de longs mois sur les circonstances qui ont accompagné ce mouvement frauduleux, avant de parvenir, le cas échéant, à mettre en évidence la corruption ou le trafic d'influence, en identifiant le bénéficiaire des fonds et les éventuelles contreparties offertes par celui-ci - élu ou fonctionnaire - à l'entreprise abusée. L'exemple le plus courant est, bien

PROUVER L'EXISTENCE D'UN PACTE Le deuxième obstacle est plus difficile encore à surmonter. Pour qu'un tribunal retienne la qualification de corruption, l'attribution du marché doit nécessairement avoir été précédée d'un « pacte » précis sur les modalités et les contreparties de la corruption. Dans l'affaire du sénateur Maurice Atrelox, ancien président (UDF-PR) du conseil général du Var, le tribunal correctionnel de Toulon a

établi qu'en 1992, quelques semaines avant de se voir attribuer le marché de la maison des technologies, la société Campenn-Bernard Sud avait adressé un chèque de 440 000 francs au trésorier du parti républicain et une somme de 60 000 francs au journal du conseil général du Var. Mais le tribunal, qui n'a pas pu prouver l'existence d'un véritable « pacte », a relaxé M. Atrelox du chef de corruption. « Aucun élément ne permet de démontrer que la signature (du marché) a été conditionnée par le versement des fonds », constatait le jugement. Comme toute jurisprudence, la décision de la Cour de cassation n'est pas définitive. Le pourvoi de Serge Crasnikowski ayant été accepté, le PDG de Kis comparaitra à nouveau devant une cour d'appel dans les mois à venir. Si les juges estiment, comme la chambre criminelle de la Cour de cassation, que la commission de 760 000 francs versée à Pierre Botton n'est pas constitutive d'un abus de biens sociaux, la jurisprudence de la chambre criminelle sera consolidée. S'ils persistent, en revanche, à considérer que ce geste était un ABS en reprenant les mêmes termes que la cour d'appel de Lyon, cette « rébellion », selon le terme consacré, sera tranchée non plus par la seule chambre criminelle, mais par l'assemblée plénière de la Cour de cassation.

Arme Chemin et Hervé Gattegno

Corruption et trafic d'influence

Les délits de corruption et de trafic d'influence sont définis par les mêmes articles du code pénal. L'article 432-II réprime la corruption passive et le trafic d'influence commis par des personnes exerçant une fonction publique. L'article 433-I réprime la corruption active et le trafic d'influence commis par les particuliers. ● Corruption. Punie d'une peine maximum de dix ans d'emprisonnement et d'une amende de 1 million de francs, elle se caractérise par le fait qu'une « personne dépositaire de l'autorité publique » accepte ou sollicite « des avantages quelconques » pour « accomplir ou s'abstenir d'accomplir

un acte de sa fonction ». La jurisprudence considère que le versement de sommes d'argent, la remise d'objets de valeur, le paiement de voyages d'agrément ou le règlement de dettes peuvent être des éléments constitutifs du délit. Lorsque l'avantage est consenti après la réalisation de l'objet de la corruption, la Cour de cassation subordonne l'existence de l'infraction à l'existence préalable d'un « pacte de corruption ». Elle exige aussi la mise en évidence d'un « lien de cause à effet » entre le don (ou la promesse de don) et l'acte (ou l'absence d'acte). Lorsque la corruption résulte de relations suivies, l'existence du pacte n'est pas

tenue pour nécessaire. « Les dons récompensent les actes passés et pour but de faciliter les services futurs », notait un arrêt du 29 septembre 1993. ● Trafic d'influence. Punie des mêmes peines que la corruption, il se caractérise par le fait, pour une « personne dépositaire de l'autorité publique », d'accepter ou de solliciter des « avantages » pour « abuser de son influence réelle ou supposée en vue de faire obtenir d'une autorité ou d'une administration publique des distinctions, des emplois, des marchés ou toute autre décision favorable ». La jurisprudence considère que l'obtention effective de la faveur escomptée n'est pas indispensable pour que l'infraction soit consommée.

L'itinéraire eclectique d'un fidèle de l'actuelle majorité

CE N'EST PAS LE moindre des paradoxes qui émaillent la carrière de cet homme apparemment insaisissable : président de la chambre criminelle de la Cour de

criminelles et des grâces de 1974 à 1979, alors que Jean Lecanuet, Olivier Guichard puis Alain Peyrefitte étaient gardes des sceaux. Quand il évoque les souvenirs de cette époque où il tenait un rôle décisif, c'est souvent avec une pointe de nostalgie. En 1979, il redevient magistrat à part entière : Alain Peyrefitte le nomme procureur de Paris, un poste éminemment politique où il succède à Paul-André Sadon, qui continue à tenir fermement les rênes du parquet en devenant procureur général près la cour d'appel.

nelle. Même si cette juridiction se prononce dans une très forte collégialité - puisque plus de vingt magistrats peuvent siéger ensemble -, le nom du président reste attaché à chaque arrêt important. Ce phénomène est renforcé par les commentaires que Christian Le Guehec livre bien volontiers à la presse à la sortie de l'audience, en souriant aux caméras. A chaque étape de la longue construction de la définition du crime contre l'humanité, il explique ainsi l'arrêt par le menu. De la même manière, il a, par ses propos, apposé son sceau sur la décision qui ouvrait la porte à de nouvelles poursuites contre le docteur Garretta, pourtant condamné définitivement dans l'affaire du sang contaminé. Et parmi un certain nombre de décisions déconcertantes figure le rejet du pourvoi d'Omar Raddad.

Portrait Christian Le Guehec, président de la chambre criminelle de la Cour de cassation

cassation, bientôt président de la Cour de justice de la République, Christian Le Guehec aurait dû être un brillant avocat. Premier secrétaire de la conférence du stage en 1952, il renonce finalement au barreau pour se diriger vers la magistrature. Mais là encore, sa vocation n'est pas solidement déterminée puisqu'il va du parquet au siège et du siège au parquet. En fait, Christian Le Guehec reste, longtemps, un magistrat qui ne requiert ni ne juge : pendant vingt ans, place Vendôme, dans les couloirs et les bureaux du ministère de la justice, il se consacre à l'administration de l'institution. Le hasard a même voulu qu'en 1966 il soit chef du bureau de la législation financière quand fut élaborée la loi sur les sociétés à laquelle se réfère l'arrêt controversé rendu le 6 février. Gestionnaire efficace, conseiller avisé, il a été directeur des affaires

DÉCISIONS DÉCONCERTANTES En 1986, M. Le Guehec s'écarte à nouveau de la magistrature pour devenir directeur de cabinet de Jacques Chaban-Delmas, alors président de l'Assemblée nationale. Il le restera deux ans, avant de faire un nouveau retour à l'institution judiciaire. Cette fois, il est juge, mais un juge qui juge les juges : en 1988, il est nommé président de la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Etrange parcours d'un homme qui a su s'adapter avec aisance à chaque situation en tenant des rôles très différents. Ce marin passionné de voile sait se montrer affable en toute circonstance, même s'il ne peut dissimuler une certaine rigidité dans l'adversité. Désormais, son visage est associé aux décisions de la chambre crimi-

Maurice Peyrot

A BERLIN LE MULTIMEDIA SIGNIFIE PLUS QUE DU SURFING.

A Berlin vous pouvez vraiment plonger dans le monde du multimedia. Avec 60 000 m² de floor space, le rescal cible aussi la pointe de l'est de l'art et compte déjà 1,2 millions de visiteurs. Le Centre High Tech de Berlinberg offre le premier service de rendu final 3D sur ordinateur à architecture parallèle pour le traitement rapide d'images générées par ordinateur et de tâches industrielles complexes. Les innovations de plus de 1100 maisons de développement de logiciels font briser les milieux branchés. Et ce n'est pas tout... Quand venez-vous nous voir?

Pour tout renseignement sur le site multimedia Berlin, la Société pour la Promotion de l'Economie de Berlin, Tel. +49 (30) 39 98 00, fax +49 (30) 39 98 02 35 Internet: <http://www.berlin.de>, E-mail: voegelsch@wf-berlin.de

L'ACCES A DE NOUVELLES OPPORTUNITES.

L'Eglise catholique crée une association pour agir en justice

Elle souhaite pouvoir « défendre la liberté religieuse »

COMMENT intervenir sur le terrain judiciaire sans risquer de restaurer une image « inquisitoriale » de l'Eglise ? C'est à cette question que les évêques français viennent de répondre en créant une association habilitée à défendre l'Eglise contre les atteintes « à la liberté religieuse, ou respect des croyances, aux dogmes, aux principes, à la doctrine et aux institutions catholiques », selon les termes des statuts rédigés avec la collaboration de M. Thierry Massis, avocat au barreau de Paris. Appelée Croyances et libertés, elle se propose d'agir « par toutes les voies de droit et notamment sur le plan judiciaire », en se fondant sur la loi de 1881 sur la liberté de la presse et sur celle de 1972 qui sanctionne la diffamation pour des motifs raciaux ou religieux.

Les évêques français estiment, en effet, qu'un seuil a été dépassé par certains médias dans le libre jugement à porter sur les décisions de l'Eglise et dans l'exercice de la critique et de la caricature. Ils s'inquiètent d'un accroissement des « attaques » contre le pape et le catholicisme, et citent comme exemple la publication, en 1995, par l'association Act Up, d'une page de publicité montrant une photo du pape surmontée du slogan : « Cet homme est un assassin ». De même avaient-ils été courroucés par une illustration de l'hebdomadaire VSD montrant une femme nue sur une croix à la place du Christ. L'an dernier, une émission d'« Envoyé spécial » sur « un nouvel ordre moral » avait aussi ému les milieux catholiques.

Cette décision de l'épiscopat marque une rupture avec l'attitude conciliatrice qui est traditionnellement la sienne quand l'Eglise est mise en cause. Ainsi ne fait-il ja-

mais usage du droit de réponse prévu par la législation sur la presse. Mais l'association qu'il vient de créer se donne les moyens de réagir, surtout en cas d'« atteintes graves ». Ce ne sera pas « un instrument d'attaque et de polémique, mais de défense de la justice et de la vérité », précise toutefois le Père Olivier de La Brosse, porte-parole de la conférence épiscopale.

DÉLAI DE CINQ ANS

La patience de l'Eglise était de plus en plus mal comprise et jugée comme naïve par des fidèles qui s'estiment souvent « insultés ». Les traditionalistes, proches du Front national, ont depuis longtemps créé une association, l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française (Agrif), qui porte plainte dans les affaires où elle estime saïe l'image de l'Eglise. Depuis plusieurs années aussi, l'épiscopat subit la pression d'une association intitulée Avenir de la culture, filiale de la secte d'origine latino-américaine Tradition-famille-propriété - épinglée dans un rapport parlementaire français en 1996 -, qui milite contre le traitement, par la télévision, des questions familiales et religieuses.

Afin de marquer autrement sa présence sur le terrain médiatique, l'épiscopat dote son association d'objectifs plus larges : « Lutter contre toute forme de racisme », « faire connaître et défendre la pensée chrétienne et les positions de l'Eglise catholique face aux grandes questions de notre temps ». Le code de procédure pénale impose toutefois cinq ans d'existence aux associations avant de pouvoir entamer toute action en justice.

Henri Tincq

Riposte au projet d'interdiction du travail précaire dans le nucléaire

A l'aide d'un questionnaire nominatif, la société Manpower demande à ses intérimaires si la mesure envisagée par le gouvernement « est une bonne chose »

« PENSEZ-VOUS que l'interdiction de l'intérim dans le nucléaire serait pour vous : une bonne chose ; une mauvaise chose ? » L'entreprise de travail temporaire Manpower diffuse depuis le 28 janvier à ses intérimaires un questionnaire en dix points qui se présente clairement comme une contre-offensive au projet du ministère du travail : « Le gouvernement prévoit d'interdire l'intérim et le contrat à durée déterminée dans les sites nucléaires », prévient le texte. Nous avons besoin de votre opinion.

Après la révélation, dans ces colonnes, d'une note d'orientation des services du ministère du travail visant à interdire les emplois précaires dans les zones contrôlées des sites nucléaires, endroits à hauts risques de radiations (Le Monde du 23 janvier), la riposte est en train de s'organiser. Les deux principales entreprises de travail temporaire, Promatt et Unett, avaient déjà, logiquement, manifesté leur désaccord avec le projet. Lors de la réunion annuelle du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels, jeudi 6 février, le ministère a tenu bon et maintenu ses positions, malgré les arguments des représentants du patronat. Au total, les « précaires du nucléaire » sont environ 8 000, dont près de 3 000 travaillent en intérim.

« TRAVAILLEURS JETABLES »

L'agence Manpower fourbit mettre fin à la « gestion de l'emploi par la dose ». Depuis des années, en effet, les exploitants du secteur sont accusés d'utiliser la mesure des doses de rayonnement ionisants à des fins d'organisation du travail et non de prévention sanitaire.

« En effet, les syndicats du secteur réclament, une fois adoptée l'interdiction de la précarité, l'intégration en contrat à durée indéterminée des personnels concernés. »

Après avoir brandi la menace du chômage, Manpower demande à chacun de ses intérimaires de se présenter à son agence, de préférence avant le 31 janvier, pour répondre à une enquête qui doit servir « au ministère du travail » de manière « à avoir [son] oppro-

Eviter « la gestion de l'emploi par la dose »

Dans sa « note d'orientation », le ministère du travail et des affaires sociales, constatant que ce sont « sur les postes les plus exposés que se trouve le plus grand pourcentage d'emplois précaires », annonce son intention de « restreindre l'accès à des activités potentiellement dangereuses de travailleurs qui peuvent être plus vulnérables en raison de leur statut ». Cette interdiction pourrait concerner 3 160 personnes, selon les estimations du ministère. Au total, plus de 35 000 intérimaires travaillent dans les installations nucléaires d'EDF, de la Cogema, du Commissariat à l'énergie atomique et de la direction générale à l'armement.

Une telle mesure pourrait mettre fin à la « gestion de l'emploi par la dose ». Depuis des années, en effet, les exploitants du secteur sont accusés d'utiliser la mesure des doses de rayonnement ionisants à des fins d'organisation du travail et non de prévention sanitaire.

tion sur les conditions de travail en zone contrôlée. » Le document, nominatif, « restera confidentiel », assure l'agence d'intérim.

Cherchant visiblement à évaluer le nombre de ses agents employés sur les sites nucléaires et à identifier les tâches auxquelles ils sont affectés (travaux de soudage, échauffage-calorifugeage, robinetterie, etc.), Manpower demande en outre à ses intérimaires s'ils ont reçu une formation à la radioprotection et à combien se monte leur taux annuel d'exposition aux rayonnements ionisants (dosimétrie).

La question ne manque pas de surprendre : légalement, seules les sociétés d'intérim bénéficiant du label du Comité français pour la certification des entreprises employant du personnel intervenant dans les installations nucléaires (Cefin) sont autorisées à envoyer leurs agents en zone contrôlée. Lesdits agents doivent en outre avoir suivi un stage obligatoire baptisé « qualité-sûreté-prestataire » (QSP), assorti de formations de remise à niveau régulières, pour intervenir en zone contrôlée.

La dernière question posée, qui porte le numéro 10, pourrait prêter à tire si la santé publique des travailleurs n'était en cause : « Vous reconnaissez-vous dans la description faite par les médias de "travailleurs jetables" ? », demande Manpower. Il semble évident que l'intérimaire, menacé de perdre son emploi, ne pourra répondre que par la négative. On peut donc d'ores et déjà imaginer la teneur des résultats bientôt présentés par l'agence d'intérim aux pouvoirs publics.

Laurence Folléa

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : six des sept membres présumés d'un réseau islamiste de Lille ont été condamnés, vendredi 7 février, par le tribunal correctionnel de Paris, à des peines allant de dix mois de prison - dont cinq avec sursis - à cinq ans ferme. Les six hommes avaient été interpellés après la découverte au domicile de l'un d'eux, en mars 1994, de 551 fausses cartes d'identité algériennes vierges, et 606 fausses attestations vierges du Haut commissariat au service national algérien (Le Monde daté 26-27 janvier).

■ **ÉLECTIONS** : 7 personnes sur 1 579 ont répondu, vendredi 7 février, à la convocation du tribunal d'instance à la suite de la découverte, à la mairie du 3^e arrondissement de Paris, d'un fichier de 800 noms d'électeurs. La nouvelle équipe municipale, à majorité socialiste, soupçonne des inscriptions contestables sur ce fichier retrouvé dans le disque dur d'un ordinateur de la mairie dirigée, avant juin 1995, par Jacques Domini (UDF).

■ **EXPULSION** : un ressortissant tunisien de trente-neuf ans, malade du sida, a été expulsé vers son pays, vendredi 7 février, alors qu'il détenait un document provisoire de séjour en France valable jusqu'au 4 juin 1997. La Cimade a déposé un recours auprès de la Commission européenne des droits de l'homme de Strasbourg, qui veille à l'application de la Convention européenne des droits de l'homme de 1950.

■ **MARCHÉS PUBLICS** : une information judiciaire pour « favoritisme » visant l'ancien maire de Sète (Hérault), Yves Marchand, député UDF-FD, a été ouverte, mercredi 5 janvier, par le parquet de Sète. L'affaire concerne l'attribution, en 1993, d'un chantier dit « du Pont des Sètois », d'un coût de 8,5 millions de francs, à l'entreprise Campenon-Bernard, filiale de la CGE.

■ **RAMADAN** : la fête de l'Aïd El-Fitr, qui marque la fin du mois du jeûne musulman du ramadan, a été fixée au samedi 8 février par plusieurs organisations musulmanes de France dont l'Union des organisations islamiques de France (UOIF). Le ramadan avait commencé le 10 janvier.

CARNET

DISPARITIONS

■ **IVAN SKALA**, poète communiste tchèque, Ivan Skala, est mort jeudi 6 février à Prague à l'âge de soixante-quatorze ans. Ecrivain officiel, Skala, de son vrai nom Karel Heli, fit une carrière d'apparatchik modèle et influent pendant les quarante années du régime communiste, siégeant même entre 1962 et 1971 au comité central du PC. Il avait débuté en 1945 comme journaliste au quotidien communiste Rude Pravo et à l'hebdomadaire culturel Trvorbo, où il donnait le ton à la critique littéraire condamnant les poètes renégats tels le futur prix Nobel 1985 Jaroslav Seisler. De 1957 à 1968, il dirigea les éditions Mlada Fronta (Jeune Front) puis, de 1960 à 1982, Cheskoslovensky Spisovatel (L'Écrivain tchécoslovaque), les deux principales institutions littéraires du pays. Pendant la dernière décennie du régime, il présida l'Union des écrivains, où il empêcha toute ouverture. Sa poésie, influencée à ses débuts par Frantisek Halas et Vladimir Holan, deux grands poètes de la génération de Seisler, prit rapidement la voix du réalisme socialiste qu'elle ne quitta plus. Il traduisit aussi en tchèque de la poésie russe, bulgare, ukrainienne et anglaise. Né le 6 octobre 1922, Ivan Skala vivait retiré mais continuait d'écrire des poèmes, pour le théâtre, faute d'éditeurs. Il s'est éteint sur un banc dans un jardin de la capitale, au cours de sa promenade quotidienne.

■ **LARBI BATMA**, batteur et parolier du groupe musical marocain Nass El Ghiwane, dont il fut l'un des fondateurs, est mort d'un cancer du poulmon, jeudi 6 février, à l'âge de quarante-sept ans. Depuis la fin des années 60, le groupe Nass El Ghiwane occupait une place de premier plan dans la musique populaire et engagée dans le monde arabe. Avec leurs chansons qui parlaient de liberté, les quatre membres du groupe provoquaient de véritables phénomènes de transe. Larbi Batma, originaire des faubourgs de Casablanca, était aussi l'auteur de plusieurs pièces de théâtre, de romans ainsi que de poèmes.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M. Lionel GOSSET et M. n. Sophie SELIGMANN, ont la joie d'annoncer la naissance de François.

Paris, le 2 février 1997.

Adoptions

Catherine FROT et Michel COUVELARD ont la joie d'annoncer l'arrivée chez eux de Suzanne.

née le 11 octobre 1996.

Décès

Marion et David, ses enfants, Zeyno Arcan, sa compagne, Hélène et André, ses parents, Jean-Loup, Christine, Arnaud, Lisa, son frère, sa belle-sœur et leurs enfants, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part de la mort de

Jean-Marie BARTEL.

Un hommage sera rendu à Jean-Marie, le 12 février, à 13 h 15, au grand salon du cimetière du Père-Lachaise. L'incinération débutera à 14 h 15.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

Bernard et Christiane Franck, Catherine Franck, Denis Franck et Valérie Moreau, Lybba Khun-Franck, Eva Lebrun-Franck, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques FRANCK.

survenu le 6 février 1997.

Les obsèques auront lieu le lundi 10 février, à 13 h 15, au grand salon du cimetière du Père-Lachaise.

On se réunira à la porte principale, avenue Rachel, Paris-18^e, à 9 heures.

Le conseil de surveillance, Le directeur, L'équipe de direction, Et l'ensemble du personnel du Groupe BEC, ont la tristesse de faire part du décès de

Henri BEC,

président du conseil de surveillance,

survenu le 7 février 1997, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu, le lundi 10 février, à 11 heures, au complexe funéraire de Grammont, à Montpellier.

La famille sera heureuse de vos témoignages de sympathie se concrétisant par des dons au comité départemental de la Ligue contre le cancer (soutien de l'Entreprise BEC, 34932 Montpellier Cedex 9).

L'incinération aura lieu dans l'intimité.

Le président du Syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux publics de France et d'outre-mer et de la Fédération nationale des travaux publics, Et les membres des conseils d'administration, ont la douleur de faire part du décès de

Henri BEC,

vice-président du Syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux publics de France et d'outre-mer, administrateur de la Fédération nationale des travaux publics, président de la commission fédérale du matériel,

survenu, le vendredi 7 février 1997, dans sa cinquante-cinquième année.

Les obsèques auront lieu, le lundi 10 février, à 11 heures, au complexe funéraire de Grammont, à Montpellier (Hérault).

L'incinération aura lieu dans l'intimité.

Les membres du conseil d'administration, Et les adhérents du Syndicat professionnel des terrassiers de France, ont la douleur de faire part du décès de

Henri BEC,

président fondateur du Syndicat professionnel des terrassiers de France,

survenu, le vendredi 7 février 1997, dans sa cinquante-cinquième année.

Les obsèques auront lieu, le lundi 10 février, à 11 heures, au complexe funéraire de Grammont, à Montpellier (Hérault).

L'incinération aura lieu dans l'intimité.

M. François Bernot, née Françoise Forichon, son épouse, Christine et Gérard Moléat, Yves Bernot, Nicole et Gérard Assayag, Monique Bernot, Béatrice et Christian Fouvielle, Paul Bernot, Emmanuel Bernot, ses enfants, M. et M. Robert Forichon, ses beaux-parents, M. François Darmon, son oncle, Et toute sa famille, font part de l'entrée dans la Lumière de Dieu de

général (C.R.) François BERNOT,

officier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, commandeur de l'ordre national du Mérite,

survenue le 5 février 1997. L'Eucharistie sera célébrée le lundi 10 février, à 15 heures, en l'église de Guio, Le Bez (Tarn).

21, rue Noulet, 31400 Toulouse.

Le 6 février 1997.

M. Roger CHASTEL, née FROMONT,

est entrée dans la paix du Seigneur dans sa quatre-vingt-dixième année.

De la part de M. et M. Christine Dobbelaire, sa fille, Ses petits et arrière-petits-enfants.

Les obsèques religieuses auront lieu le mardi 11 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain, à Saint-Germain-en-Laye.

Yvonne et Olivier Collet, M. Geneviève Collet, Marianne et Made Collet, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel COLLET,

née Geneviève PERIN,

survenu le mardi 4 février 1997.

L'office religieux sera célébré en l'église Notre-Dame de Pissy, rue de l'Association, à Paris-16^e, le mardi 11 février, à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Harcourt (Yvelines) le même jour, à 17 heures.

M. Pierre Feilhès, ses enfants Clotilde et Cyprien, M. et M. Monique Desgranges, M. et M. Benoît Desgranges et leurs enfants, Elisabeth Desgranges, Giuseppe Perrotta et leurs enfants, Paul Desgranges, Laure Robin, M. et M. Antoine Desgranges et leur fille, M. et M. Louis Feilhès, M. et M. Denis Feilhès et leurs enfants, François Feilhès, Annie Riva et leurs enfants, Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Cécile FEILHÈS,

née DESGRANGES,

dans sa trente-sixième année, le 6 février 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Salsac (Aude), le 8 février.

M. Tony Mayer, son mari, M. et M. Nelly Cahen, sa sœur, Ses neveux, petits-neveux et arrière-petits-neveux, ont la douleur de faire part du décès de

M. Tony MAYER,

née Thérèse RAYNAL,

survenu le 6 février 1997, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont eu lieu ce samedi 6 février, à 11 heures, au cimetière de Mérover (Vaucluse).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Françoise Montes, son épouse, Mathieu et Aurélien Montes, Laure et Isabelle Montes, Gilles Montes et Marylène, ses enfants, Maxime, Benoît, Julie, Lucas, Amélie et Charlotte, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Henri MONTES,

survenu le 1^{er} février 1997, à l'âge de soixante-quatre ans.

Il a été inhumé, le 5 février, dans l'intimité, à Bazoches-sur-Guyonne.

29, rue du Général-Bertrand, 75007 Paris.

M. Maurice Nache, ses enfants et petits-enfants, M. et M. Marcel Nache et leur fille, ont la tristesse de faire part du décès de

Maurice NACHE,

survenu samedi 1^{er} février 1997, dans sa quatre-vingt-cinqième année.

Les obsèques ont été célébrées, mercredi 5 février, à Vitrolles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

72, avenue Gaston-Boissier, 78220 Vitrolles, Le clos des Longs-Buis, 14360 Trouville-sur-Mer.

— Sa famille et ses amis ont le regret de faire part de la disparition de

M. Frédéric PELZER,

né Juliette BLANCHET, croix de guerre 1944,

décédé le 4 février 1997, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Ils rappellent à votre souvenir son mari,

Frédéric PELZER,

croix de guerre 1944,

décédé le 10 mars 1977.

Les obsèques auront lieu au cimetière du Père-Lachaise, lundi 10 février, à 10 h 45.

12, rue de Montessary, 75007 Paris.

Anniversaires de décès

Claude REBOUL nous a quittés il y a dix ans. Il est toujours dans nos pensées.

— O y a douze ans, Victor, tu nous quittas. Ce n'est qu'une trop longue absence puisque tu es toujours parmi nous.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 01-42-17-21-36

HORIZONS

REPORTAGE

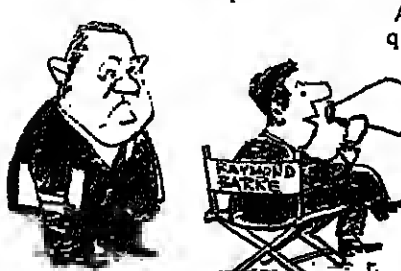
MAIS où est donc passé Raymond Barre ? Davos, sans Barre, une station de ski sans neige. Cette année, pour le 27^e Forum de l'économie mondiale, l'un et l'autre se sont faits rares. Présent dès les premiers Forums, dans les années 70, le député maire de Lyon était devenu un pilier incontournable de cette réunion annuelle des « maîtres du monde ». Membre du bureau de la fondation organisatrice, il en était l'un des animateurs, sinon l'un des idéologues. Il s'en était fait le prosélyte en France. Sur l'affiche, son nom avait, cette fois, complètement disparu.

C'était encore, l'année dernière à Davos, la vedette. On le voyait partout. Il participait à plusieurs tables rondes. Rapporteur officiel, Raymond Barre faisait bénéficier de sa science et de sa capacité de synthèse les journalistes tout autant que les PDG distraits par le ski. En quatre points, cinq éléments et trois codicilles, il résumait, à leur intention, les grandes tendances de l'économie mondiale et dégageait les risques qui pesaient sur elle. Il en profitait pour distiller, aimablement, quelques anecdotes à propos du séminaire qui réunissait, le dimanche matin, les dirigeants politiques présents – plus de deux cents parfois.

Le programme du 27^e Forum était cruel : Raymond Barre n'était plus le petit rapporteur de cette grande manifestation. Pis encore : il n'était annoncé à aucun des quelques deux cents débats de la semaine. Ni sur « la gestion des grandes cités », ni même sur « l'avenir des systèmes de retraite ». Les organisateurs n'auraient pas laissé le professeur s'exprimer sur la grande question qui agite les sommets : « Le capitalisme est-il condamné à redevenir sauvage ? » Pour rencontrer M. Barre, les participants n'auront eu qu'une solution : rejoindre l'un des dîners qu'il présidait – sur « la France » le premier, sur « la francophonie », le second.

Raymond Barre et sa femme Eve ne se sont finalement arrêtés cette année à Davos que quarante-huit heures. Ecrasés par ses charges, le député et maire de Lyon a-t-il demandé à être déchargé de ses missions ? Les organisateurs l'ont-ils écarté ? L'ancien premier ministre a cédé son rôle de rapporteur à Bill Bradley, sénateur du New Jersey (Etats-Unis) et ancienne star de basket-ball. Un libéral remplacé par un démocrate. Un Français par un Américain.

Au quatrième étage du Palais des congrès, qui est le cœur médiatique du Forum, se trouve la salle de presse. Les trois cents journalistes de la planète invités à observer les « maîtres du monde » peuvent, un



instant, l'interroger. Toutes les demi-heures, ou presque, une nouvelle tête, un nouveau thème, quelques questions : le Proche-Orient, les télécommunications, la spéculation, les travailleurs... Inspiration. La salle se remplit. Shimon Pérès entre. C'est à Davos qu'il avait rencontré Arafat, avec éclat il y a deux ans. « Je me souviens... » Avec émotion. Il raconte. Quelques commentaires sur la rencontre entre son successeur et le même Arafat. « Puisque, ici, on vous dit qu'il faut privilégier tout ce qui a de la valeur, n'est-ce pas temps de privilégier la paix ? », dit-il avec le sourire. Son temps est passé. La presse sort. Michel Bon, président de France Télécom, lui succède. Pour le patron du groupe français, un premier échauffement avec la presse internationale avant les road shows qu'il devra tenir pour sa privatisation, lustement.

Nouvelle inspiration. La salle est bondée, à nouveau. Flora Lewis, la prestigieuse éditorialiste américaine, observe avec ironie ce gigantesque brouhaha. Ils sont tous là,



Davos, ses stars, sa pizzeria

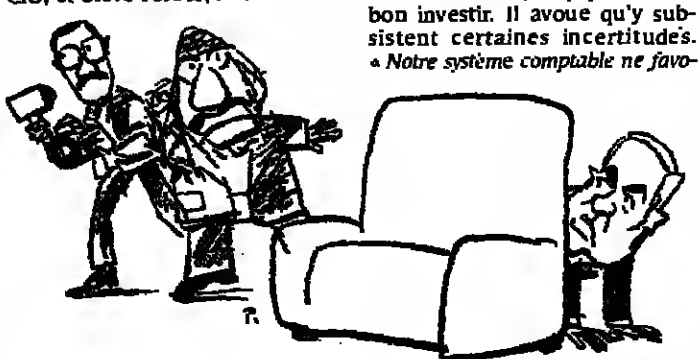
Les « maîtres de la planète » étaient réunis, pour leur Forum annuel dans la station suisse des Grisons, du 30 janvier au 4 février. Voyage dans les coulisses de ce « village planétaire »

Les agences, les journaux, les magazines. Français, Canadiens ou Bulgares. George Soros, le financier hongro-américain, entre. Les agences attendent avec gourmandise, magnétophones à la main, la moindre déclaration de celui qui fait, dit-on, tomber les monnaies. Les taux trop bas ? Le dollar trop haut ? Wall Street au bord du gouffre ? Satisfait de constater qu'il a toujours de l'influence, le spéculateur new-yorkais refuse de répondre. Il préfère philosopher sur l'euro ou l'euro en 2007 et donner quelques leçons aux gouvernements. Il s'est libéré deux heures pour la presse. Disponible jusqu'à 18 heures.

A nouveau, la salle se vide. Quelques journalistes européens restent – les agences et les Américains sont partis. Les syndicats ont la parole. Philip Jennings, le président de la Fédération internationale des travailleurs (FIET), et Marc Blondel s'expriment. « Nous ne serons pas des alibis », proclame le secrétaire général de FO, un Cohiba – le cigare de Castro – aux lèvres. Au suivant.

« Le modèle américain est-il exportable ? » A la tribune, trois « professeurs » américains et un « élève » français. Louis Schweitzer, le PDG de Renault, a fort à faire face à Larry Summers, le numéro deux du Trésor, John Sweeney, le patron du syndicat AFL-CIO, et Steve Forbes, l'ex-candidat

« L'économie russe n'est plus sous l'emprise de la Mafia. » A la tribune, Mikhaïl Khodorkovsky, trente-quatre ans, le plus jeune des intervenants, tente, après Viktor Tchernomyrdine, le premier ministre de Russie, de convaincre les 4 500 milliards de dollars de chiffres d'affaires réunis en séance plénière que son pays est devenu « un pays normal ». La Russie, un pays où il fait bon investir. Il avoue qu'il subsistent certaines incertitudes. « Notre système comptable ne favo-



rise pas la transparence, notre législation n'est pas encore parfaite, mais nous progressons », explique-t-il, ajoutant : « Nous avons besoin de votre assistance ».

La fine moustache, derrière ses lunettes cerclées, le jeune banquier russe a l'air d'un enfant sage, d'un étudiant en troisième cycle de gestion à Harvard. Avec une bande de copains des Jeunesses communistes et l'argent de quelques « appartements », il a fondé, à l'époque de la perestroïka, « sa » banque, la Menapet. C'est aujourd'hui l'une des principales banques « privées »

de Russie. Une banque puissante, mais étrange. Désigné par les organisateurs de la manifestation comme l'un des « global leader for tomorrow », il reste discret, très discret, sur ses affaires. Aucune indication, dans la bible du forum – la liste des participants, accompagnée des CV et bilans de leur entreprise – sur les actifs et les effectifs de sa banque. Aucune réponse non plus sur les dernières affaires dans lesquelles la banque a été impliquée, à Moscou.

Le monde est en train de devenir un « village planétaire », l'économie mondiale un gigantesque réseau unique. Joli sujet de débats. « Construire une société en réseaux » : c'était, cette année, le thème du Forum. Débarqués à Davos, au fin fond de la Suisse alémanique, les Américains n'ont pu qu'être confortés dans leurs évidences : malgré leur toute-puissance, ils n'ont pas encore réussi à brancher toute la planète sur leurs réseaux. L'Afrique n'est pas le seul

maillon manquant. La Suisse en est un autre, ou presque !

Bill Gates, la star du Forum, le fondateur et PDG de Microsoft, était ravi de participer à cette manifestation. Il y a été reçu comme un véritable chef d'Etat, dans l'hôtel des chefs d'Etat justement, le Seehof. Il n'aura qu'un seul regret : Bill, l'homme le plus riche du monde, n'a pu consulter son courrier électronique sur le Web depuis sa chambre. Impossible de s'y connecter sur Internet. Le patron de Business Week, l'influent magazine américain, Stephen Shepard,

Bill Gates, le fondateur et PDG de Microsoft, a été reçu comme un chef d'Etat. Il n'aura qu'un seul regret : il n'a pu consulter son courrier électronique depuis sa chambre. Impossible de s'y connecter sur Internet

s'est retrouvé dans un hôtel sans téléphone direct. Faute d'un standard dans la nuit, il ne pouvait joindre New York. Quant à Michael Elliott, le responsable des éditions internationales de Newsweek, il n'a pu brancher son rasoir, pour cause d'incompatibilité entre les prises électriques américaines et suisses !



Le monde n'est pas encore un réseau.

Il ne s'est pas encore non plus totalement « américanisé ». Les « rigidités » tant dénoncées à l'intérieur du Palais des congrès par les économistes comme la source du chômage en Europe, les participants américains en voyaient tous

les jours à la sortie de leur « bunker ». A Davos, une station fréquentée surtout le week-end, « DD », comme tous les autres supermarchés, est fermé le dimanche. Pendant les six jours du Forum, la pizzeria Da Elio sera débordée : que n'a-t-elle embauché, le temps du congrès, un personnel supplémentaire, s'interrogeaient les New-Yorkais, également surpris par la pénurie de taxis ou les horaires d'ouverture, pour le moins limités, de Swiss Telecom.

Tout cela ne gêne, certes, pas vraiment les « maîtres du monde ». Ils ont, tous, un téléphone cellulaire, une voiture de fonction et un chauffeur. A Davos comme dans le « village planétaire » annoncé, il y a bien les « have » et les « have-not », les connectés et ceux qui ne le sont pas.

Klaus Schwab, le fondateur du Forum, pouvait être satisfait. Une fois de plus, il allait créer l'événement, la réconciliation entre les peuples, sous l'œil des PDG ravis réunis à Davos. Le sommet bosniaque prévu n'aurait pas lieu. Jacques Chirac aura finalement renoncé au voyage. Le sommet sera donc proche-oriental. Les Rois mages – Nétanyahou, Arafat et Mubarak – sont là. Une déception pourtant, il n'y aura pas de photo de l'événement. Tout au long de son séjour, aidé d'un service d'ordre viril, le premier ministre israélien cherchera à éviter la photo qui tue, celle qui l'aurait immortalisé au côté du chef de l'Autorité palestinienne.

C'est donc séparément, au grand dam de M. Schwab qui aurait tant aimé sceller l'union sacrée et la paix au Proche-Orient, que Hosni Mubarak d'abord, Yasser Arafat ensuite et Benjamin Nétanyahou enfin, monteront à la tribune, dimanche 2 février.

« Bibi » a voulu éviter l'erreur politique commise par son prédécesseur, Shimon Pérès, lorsque deux ans plus tôt, tiré par Yasser Arafat qui lui tendait la main, il avait grimpé, quatre à quatre, les marches du Palais pour se retrouver avec le chef de l'OFP face aux photographes et aux caméras de télévision. Des images largement exploitées, en Israël, par les adversaires des travaillistes, par le Likoud notamment, et qui auraient contribué à leur faire perdre les élections, en mai.

La veille, lors d'un dîner informel organisé autour de plusieurs responsables politiques et économiques de la région, MM. Arafat, Mubarak et Nétanyahou – lequel avait rejoint Davos dès vendredi matin pour effectuer, en compagnie de son épouse, quelques descentes de ski avant le shabbat – avaient commenté la situation au Proche-Orient. Séparément, chacun à une table distincte. En se tournant ostensiblement le dos et dans un climat pour le moins tendu, selon certains. En s'adressant directement l'un à l'autre et dans une ambiance plutôt décontractée, affirmaient d'autres convives. Fragiles témoignages.

M. Nétanyahou était, certes, venu parler politique avec MM. Arafat et Mubarak – leurs discussions ont débouché sur la reprise des pourparlers israélo-palestiniens quelques jours plus tard, cette fois à Erez, point de passage entre l'Etat juif et la bande de Gaza – mais le premier ministre israélien était surtout venu jouer les représentants de commerce. Un petit déjeuner destiné à un cercle restreint de journalistes spécialisés. Une intervention publique en séance plénière. M. Nétanyahou a longuement vendu « Israël Inc. » à cette communauté des affaires, plutôt séduite. Il a vanté les succès économiques de son gouvernement et les atouts technologiques de son pays. Israël est doté, a-t-il rappelé, d'un taux de scientifiques par capita supérieurs à celui des autres pays. Une « route 128 » en puissance, à l'image de la célèbre artère du high tech américain qui s'est bâtie autour du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Une université où le premier ministre israélien a justement obtenu son master en management studies.

Erik Izraelewicz
et Serge Marti
Dessins : Pancho

CARNET DU WEEK
01-42-17-21-3

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 9 - LUNDI 10 FÉVRIER 1997

INTERNATIONAL Les filiales de grandes banques étrangères, européennes ou américaines, cherchent à convaincre les épargnants français de la qualité de leurs

placements et de leurs services. ● SI CERTAINS établissements jouent la confidentialité, le sur-mesure et un certain snobisme, d'autres cherchent une clientèle plus large.

● C'EST LE CAS notamment des britanniques Barings et Invesco, qui ont décidé de travailler en partenariat avec des réseaux financiers nationaux habilités à distribuer leurs

produits. ● UNE AUTRE STRATÉGIE, suivie notamment par Robeco (Pays-Bas), Flemings (Royaume-Uni) ou encore StateStreet (Etats-Unis), consiste à joindre leurs clients par la

voie du marketing direct. ● CES DIFFÉRENTS ÉTABLISSEMENTS se rejoignent sur un point essentiel : leur métier reste centré sur la gestion de portefeuilles.

Les banques étrangères cherchent à attirer les épargnants français

Les établissements européens et américains veulent séduire les particuliers, encore peu nombreux à leur confier leurs intérêts. Ils jouent sur la personnalisation de leurs services et sur le caractère international de leurs produits d'investissement

SOUVENT appréciées des entreprises et des investisseurs institutionnels, les banques étrangères ont apparemment beaucoup plus de mal à s'imposer en France sur le marché des particuliers. « Le secteur est déjà fort encombré, on compte actuellement environ 440 agences pour un million d'habitants », affirme un professionnel. « Toute nouvelle part de marché se paie au prix fort. » Conscientes des difficultés à se faire une place sur le terrain encombré de la banque généraliste, la plupart des filiales étrangères (plus de 300 au total), installées en France en général depuis le milieu des années 80, ont choisi de développer une stratégie de niches et de spécialités.

Plusieurs d'entre elles, comme la Lloyd's Bank, par exemple, le Crédit suisse, Merrill Lynch, ou ABN-Amro (via les banques OBC et NSM, devenues filiales du groupe néerlandais), ont ainsi délibérément limité leur action vis-à-vis des particuliers. Jouant sur la confidentialité et le sur-mesure, elles s'accrochent dans leurs bureaux, situés dans les quartiers chics parisiens, qu'une clientèle d'initiés trône sur le volet,

en quête d'un conseil patrimonial haut de gamme et de montages financiers originaux.

Toutes les banques étrangères cependant ne sont pas aussi strictement « sélectes ». Certaines, en effet (les britanniques Barings et Invesco notamment), ont rapidement cherché à élargir leur champ d'intervention et ont décidé de travailler en partenariat avec des banques, des sociétés d'assurances et autres réseaux financiers nationaux habilités à distribuer leurs produits de gestion. Plus téméraires encore, d'autres filiales comme Robeco (Pays-Bas), par exemple, Flemings (Royaume-Uni), ou encore StateStreet (Etats-Unis) ont choisi de se faire connaître par la voie du marketing direct.

Quel que soit leur moyen d'accès au marché des particuliers, ces différents établissements se rejoignent sur un point essentiel : leur métier reste centré sur la gestion de portefeuille. « Nous ne nous définissons pas comme une banque généraliste, remarque Stéphane Prunet, directeur du développement chez Invesco France. Nous sommes avant tout des gestionnaires

de capitaux et nous nous adressons en priorité à une clientèle en quête de produits financiers pointus. » Fortes de leur ancienneté sur les marchés internationaux, les banques étrangères disposent d'une large gamme de sicav, de fonds communs classiques ou d'indiciels et de contrats d'assurances multirisques orientés vers l'international, au dicit d'entrée souvent plus élevé que celui des produits hexagonaux (droits d'entrée de 5 % en moyenne pour les fonds et seuil de souscription tournant autour de 30 000 francs minimum), mais aux performances également plus convaincantes. Or la conjonction favorable aux marchés d'actions leur permet aujourd'hui de creuser l'écart, ou de mettre en avant les qualités de leurs gestionnaires.

« UN CRÉNEAU PRÉCIS »

« Tant que les épargnants avaient la solution miracle des sicav monétaires de capitalisation, ils ne cherchaient pas ailleurs, note-t-on chez StateStreet. Aujourd'hui, entre la baisse des taux et le durcissement de la fiscalité de l'épargne, les particuliers s'intéressent de nouveau à des placements plus spécifiques que ne leur offre pas forcément leur banque habituelle. Et là, sur ce créneau précis des produits de gestion innovants, nous avons un rôle à jouer. » Une stratégie que l'on résume en quelques mots chez Barings. « Notre métier c'est la gestion, donc nous déléguons la distribution à la banque du Louvre, par exemple, ou encore, pour les mandats de gestion, à la BUE (Banque d'Union européenne, groupe CIC). Nous n'essayons pas de créer notre propre réseau, car ça coûte vraiment trop cher pour des résultats plus qu'aléatoires. »



PANCHO

Ce n'est pourtant pas l'avis de toutes les « étrangères ». Une poignée d'entre elles, parmi lesquelles on peut citer en tête la britannique Barclays, l'espagnole CaixaBank, les Italiennes Sanpaolo (qui a notamment racheté les banques Vénétie et Veuve Morin-Pons) et Banco Commerciale Italiana, ou plus modestement les américaines Citibank et American Express Bank ou encore la Woolwich (Royaume-Uni), ont ainsi fait le pari de s'imposer en tant que banques généralistes (ou presque) en se concentrant sur une clientèle moyenne ou

haut de gamme. « Notre cœur de cible se limite à 1,5 million de foyers fiscaux », précise Jacques Ducrocq à la Caixa.

Menant dans la plupart des cas une politique tarifaire résolument décourageante pour les particuliers disposant d'un solde créditeur moyen inférieur à 10 000 francs, ces établissements cherchent néanmoins à s'imposer comme seconde banque d'une clientèle aisée. « Pour bénéficier du meilleur taux immobilier chez nous, il faut au moins avoir ouvert un compte et domicilié l'un de ses revenus à la

Caixa », admet Jacques Ducrocq. Pourtant, côté produits, la gamme offerte reste incomplète (pas d'épargne réglementée chez American Express Bank, pas de prêts personnels à la Citibank ou à la Caixa).

Et si, souvent, les banques étrangères se révèlent plus innovantes que leurs homologues françaises (la Caixa s'est rendue célèbre avec sa palette originale de PEP et de crédits immobiliers, American Express Bank offre un compte en devises, etc.), elles sont également plus coûteuses que la moyenne (seuils de souscription élevés, frais annuels de tenue de comptes courants allant jusqu'à 400 francs ou plus), pour des résultats qui ne sont pas forcément plus probants (même si quelques OPCVM méritent le détour).

La qualité de l'accueil, la personnalisation du service, le caractère international et éventuellement un peu de snobisme demeurent les principales armes de conquête de ces filiales étrangères. « Chaque conseiller est formé à l'américaine. Il connaît personnellement chacun de ses clients, précise-t-on chez Citibank. Par ailleurs, notre clientèle a accès à un service de banque directe six jours sur sept, et peut consulter et gérer son compte à partir d'automates présents dans le monde entier. » Reste à savoir si cela suffit aujourd'hui pour se distinguer de la concurrence...

Laurence Delain

L'obligation convertible à coupon zéro arrive en France

L'INNOVATION financière continue. Le groupe de cosmétiques Clarins vient d'émettre une obligation convertible à coupon zéro. Une première en France, puisque, selon Michel Fleuret, le président de Merrill Lynch France, qui a dirigé l'opération : « C'est la première émission d'obligation convertible sans coupon en France française ».

Le principe de l'obligation convertible à zéro coupon est simple : comme pour tous les « zéro coupons », le porteur ne reçoit pas d'intérêts chaque année, mais il achète son titre à un prix très inférieur au prix auquel il sera remboursé, la valeur des coupons étant déduite dès le départ. Il est en outre convertible en actions à tout moment.

Emise à 890 francs, mercredi 5 février, alors que l'action Clarins s'échangeait à 775 francs, l'obligation convertible à coupon zéro Clarins sera ainsi remboursée dans quinze ans au prix de 1 338,96 francs et convertible à tout moment en une action. Son détenteur bénéficiera de la croissance en Bourse du titre Clarins, sans

risque, puisque, si le cours de l'action venait à s'effondrer, l'obligation continuerait à s'apprécier chaque année. L'inconvénient est qu'il ne reçoit pas les dividendes versés aux véritables actionnaires de Clarins, et que le taux d'intérêt de l'obligation – si elle n'est pas convertie – est faible : 2,75 %. De fait, l'intérêt de l'émission pour Clarins est de lever des capitaux à un prix intéressant.

Les investisseurs intéressés par ce produit qui combine le potentiel de hausse boursière et la sécurité obligatoire auront toutefois du mal à s'en procurer, seuls les actionnaires de Clarins, qui bénéficient d'un droit de priorité, pourront en acheter à l'émission, le reste a déjà été massivement souscrit par des institutionnels. Mais cette obligation convertible à coupon zéro ne devrait pas rester longtemps la seule de ce type sur le marché. Aux Etats-Unis, ce type de produits représente 42 % du marché des obligations convertibles.

Sophie Fay

Des réseaux limités

L'implantation des succursales étrangères en France reste encore très marginale. Avec une cinquantaine d'agences chacune, les plus ambitieuses, comme la Barclays (qui a dû fermer une bonne dizaine d'antennes après avoir vu trop grand au début des années 90), la Caixa, ou encore la Sanpaolo font figure de « nains » face aux grandes banques françaises, dont les guichets se comptent par milliers. Que dire alors de la Banco Commerciale Italiana ou de la Woolwich (une vingtaine d'agences) ? Ou encore de la Citibank (vingt agences), et d'American Express Bank (une seule agence sur Paris), qui, il est vrai, ont fait le choix de la banque directe. Ces établissements ont également une clientèle relativement importante d'étrangers (ou de double nationalité) et d'expatriés.

Comment profiter de la réduction d'impôt pour gros travaux

Si vous êtes propriétaire et que vous réalisez de gros travaux dans votre appartement, sachez que le fisc peut en prendre une partie à sa charge. Sous certaines conditions, vous aurez droit à une réduction d'impôt de 20 % du montant des dépenses engagées prises en compte dans la limite d'un plafond qui ne peut dépasser les seuils suivants pour la période allant du 1^{er} janvier 1997 au 31 décembre 2001 :

- 20 000 francs pour une personne célibataire, veuve ou divorcée ;
- 40 000 francs pour un couple marié. Ce plafond est augmenté de 2 000 francs pour le premier enfant, 2 500 francs pour le deuxième et 3 000 francs par enfant à partir du troisième.

Exemple : un couple marié avec deux enfants réalise pour 100 000 francs de gros travaux en 1997. Le plafond pluriannuel sur lequel pourra être calculé la réduction d'impôt maximale à laquelle il aura droit sur la période 1^{er} janvier 1997-31 décembre 2001 sera de 44 500 francs (40 000 + 2 000 + 2 500).

Dans notre exemple, le couple bénéficiera donc d'une réduction d'impôt de 8 900 francs (44 500 x 20 %), qu'il pourra imputer sur l'impôt à payer au

titre de 1997. Quant à la partie des dépenses qui excède le plafond, soit 55 500 francs (100 000 - 44 500), elle n'ouvrira droit à aucune réduction d'impôt.

Conditions à respecter pour pouvoir bénéficier de cette mesure fiscale :

- L'immeuble doit avoir été achevé depuis dix ans au moins et constituer la résidence principale du contribuable. Les personnes locataires ne peuvent donc bénéficier de ce dispositif.

- Les dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt doivent faire partie de l'une des trois catégories suivantes :

- a) dépenses pour grosses réparations (travaux concernant le gros œuvre ou ne pouvant être considérés comme relevant d'opérations d'entretien courant) ;
- b) dépenses d'amélioration qui apportent à l'immeuble un meilleur équipement ou confort (chauffage, isolation, installation de sanitaires, porte blindée, antennes de télévision...) ;
- c) dépenses de ravalement.

Sont en revanche exclues du champ de la réduction d'impôt les dépenses de construction, d'agrandissement, de décoration, d'entretien et d'équipements ménagers.

Laurent Edelmann

La crise perdure

Rien n'y fait : les professionnels du secteur ont beau tenter de discerner, dans chaque frémissement, les signes avant-coureurs d'une reprise durable, le marché immobilier reste morose : la forte reprise du nombre de transactions enregistrées, à Paris, durant le dernier trimestre 1996 (+70 %) ne s'est pas confirmée.

Selon la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM), le volume des transactions a baissé de moitié durant le mois de janvier. Si ce retour au calme se confirme, les prix, qui avaient marqué une sorte de palier à la fin 1996, pourraient recommencer à piquer du nez. C'est donc en ce moment même que le marché immobilier parisien, qui constitue aussi un point de repère pour les grandes métropoles régionales, est en train de trouver sa vérité.

La situation actuelle n'est pas sans rappeler celle qui s'était faite jour en 1994. Après une fin d'année en fanfare, la plupart des indicateurs de marché étaient repassés au vert, laissant augurer d'un retournement de tendance. Mais cette illusion avait été de courte durée, et le nombre de ventes

s'était à nouveau tassé dès le début 1995, entraînant une forte chute des prix : après avoir abandonné près de 7 % durant les douze derniers mois, ceux-ci totaient aujourd'hui le niveau qu'ils atteignaient (hors inflation) à la fin 1988. Soit, en moyenne, 15 600 francs par mètre carré ancien acheté dans la capitale.

A l'avenir, le pronostic reste sombre car, sauf décision surprise des pouvoirs publics, on voit mal quels sont les facteurs de nature à doper le marché. La plupart des avantages fiscaux transitoires (réductions sur les droits de mutation, etc.) mis en place en 1995 ont disparu et, après avoir baissé de manière spectaculaire, le taux des prêts immobiliers est maintenant proche de l'étalage. De même l'élargissement à l'ancien du prêt à taux zéro, avec une quotité réduite de travaux, a été supprimé le 31 décembre dernier. Enfin, la perspective des prochaines élections législatives ne tardera pas à peser sur le marché, les échéances politiques provoquant généralement l'attentisme des investisseurs.

On le voit : la conjoncture immobilière reste favorable aux acquéreurs et elle devrait le demeurer.

Didier Laurens

Cable & Wireless se retire des télécoms allemands

Le groupe britannique Cable & Wireless a décidé de se retirer du marché des télécommunications en Allemagne. L'entreprise a annoncé qu'elle vendrait ses participations dans les sociétés allemandes de télécoms. Cette décision intervient après une période difficile pour le groupe, qui a subi une baisse de son cours de bourse et une perte de confiance des investisseurs. Cable & Wireless a déclaré que la vente de ses participations en Allemagne lui permettrait de se concentrer sur ses activités principales dans d'autres régions du monde.

Le groupe britannique Cable & Wireless a décidé de se retirer du marché des télécommunications en Allemagne. L'entreprise a annoncé qu'elle vendrait ses participations dans les sociétés allemandes de télécoms. Cette décision intervient après une période difficile pour le groupe, qui a subi une baisse de son cours de bourse et une perte de confiance des investisseurs. Cable & Wireless a déclaré que la vente de ses participations en Allemagne lui permettrait de se concentrer sur ses activités principales dans d'autres régions du monde.

Le groupe britannique Cable & Wireless a décidé de se retirer du marché des télécommunications en Allemagne. L'entreprise a annoncé qu'elle vendrait ses participations dans les sociétés allemandes de télécoms. Cette décision intervient après une période difficile pour le groupe, qui a subi une baisse de son cours de bourse et une perte de confiance des investisseurs. Cable & Wireless a déclaré que la vente de ses participations en Allemagne lui permettrait de se concentrer sur ses activités principales dans d'autres régions du monde.

Le groupe britannique Cable & Wireless a décidé de se retirer du marché des télécommunications en Allemagne. L'entreprise a annoncé qu'elle vendrait ses participations dans les sociétés allemandes de télécoms. Cette décision intervient après une période difficile pour le groupe, qui a subi une baisse de son cours de bourse et une perte de confiance des investisseurs. Cable & Wireless a déclaré que la vente de ses participations en Allemagne lui permettrait de se concentrer sur ses activités principales dans d'autres régions du monde.

Le groupe britannique Cable & Wireless a décidé de se retirer du marché des télécommunications en Allemagne. L'entreprise a annoncé qu'elle vendrait ses participations dans les sociétés allemandes de télécoms. Cette décision intervient après une période difficile pour le groupe, qui a subi une baisse de son cours de bourse et une perte de confiance des investisseurs. Cable & Wireless a déclaré que la vente de ses participations en Allemagne lui permettrait de se concentrer sur ses activités principales dans d'autres régions du monde.

صكنا من الامل

REVUE DES ACTIONS

AGROALIMENTAIRE	07-02-97	DIFF.
Borgrain	2161	+0,74
Danone	842	+1,52
Eridania Beghin	854	+0,70
Promagrie Bld	4440	+5,53
LMVH Most Hen	1438	+2,71
Perrier-Ricard	309,50	+0,19
Remy Cointreau	153,80	+4,12
Saint Louis	1405	+2,18
---	---	---
ASSURANCES	07-02-97	DIFF.
AGF-Ass.Gen.France	181,40	+2,95
Assa	571	+1,64
GAN	106,30	-5,76
SCOR	215,50	+8,29
Union Assur.Fdal	628	-1,87
---	---	---
BATIMENT ET MATERIAUX	07-02-97	DIFF.
Bouygues	567	+4,41
Ciments F.Priv.B	200	+3,69
Cofir	789	+1,75
Effage	315	+14,33
Eurochem	735	+5,75
CTM-Entrepose	293	-2,65
Imetal	868	+1,99
Jean Lefebvre	290	+0,34
Lafarge	358,80	+7,52
Saint-Gobain	830	-2,46
SGE	122,80	-2,53
---	---	---
CHIMIE	07-02-97	DIFF.
Air Liquide	933	+3,89
Carsope B1	513	+0,58
Michelin	345,10	+8,83
Plastic-Omn.Ly	495	-2,36
Rhone Poulenc A	182,60	-0,86
Sanofi	583	+5,04
Synthelabo	596	+4,19
---	---	---
CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE	07-02-97	DIFF.
BIC	890	+0,90
Christian Dior	905	+5,72
Clorox	720	-1,52
DMC (Indust.Mt)	160,50	+1,58
Esolint	1644	+0,12
Groupe Andre S.A.	476,50	+1,92
L'Oréal	1995	+1,82

La Générale des eaux, les valeurs dollar et le Lyonnais flambent

SUR UN NUAGE. La Bourse de Paris n'en finit plus de battre des records. La poursuite de la hausse du dollar, l'annonce de chiffres d'affaires pour 1996 réservant plutôt de bonnes surprises et la poursuite des restructurations au sein du capitalisme français suffisent largement à justifier une nouvelle progression de 3,22 % d'un vendredi à l'autre.

La semaine a été marquée avant tout par la prise de contrôle d'Havas, le cinquième groupe mondial de communication, par la Générale des eaux. Une opération qui a été plutôt appréciée par la Bourse. Pour les analystes, elle aura un impact modéré sur la trésorerie de la Générale des eaux et donne une position-clé dans la communication au groupe dirigé par Jean-Marie Messier. Du coup, l'action Générale des eaux a gagné 9,46 % d'un vendredi à l'autre. Havas, qui voit l'intérêt spéculatif autour de son avenir disparaître, affiche tout de même un gain de 6,61 %.

Dopées par l'envolée du dollar, les valeurs pétrolières ont encore rallié tous les suffrages. Les échanges sur Elf Aquitaine ont été spectaculaires, atteignant mercredi 900 millions de francs, jeudi 778 millions et vendredi 884 millions. Le groupe dirigé par Philippe Jaffré a gagné 8,38 % sur la semaine, bénéficiant notamment d'une recomman-

dation à l'achat de la banque américaine Merrill Lynch, qui suggère en outre d'arbitrer en sa faveur contre Total. Du coup, Total affiche un gain plus limité de 1,26 % sur cinq séances.

Parmi les autres titres qui ont bénéficié à plein de la hausse du billet vert, on retrouve aussi Michelin. L'action du numéro un mondial du pneumatique s'est appréciée de 8,04 % d'un vendredi à l'autre et a atteint son plus haut niveau historique. La valeur a profité de l'accord de production entre Sumitomo et Goodyear qui, pour les analystes, éloigne la perspective d'une nouvelle guerre des prix dans le secteur. Merrill Lynch avait relevé le 27 janvier sa recommandation « d'accumuler » à « acheter » sur le titre Michelin.

Le cimentier Lafarge se retrouve dans une situation assez comparable. Il bénéficie de l'effet dollar et d'un coup de pouce supplémentaire sous la forme de la publication d'un chiffre d'affaires pour 1996 meilleur que prévu. La société de Bourse Odoré est ainsi passée à « surpondérer » sur la valeur et a révisé à la hausse ses prévisions de résultats. En cinq séances, le titre a gagné 7,88 %. Ciments français, dans un environnement aussi favorable, a fait encore mieux en affichant une hausse de 9,78 %.

Touché par le reclassement de 4,6 % de son capital effectué par le CDR, Rhône-Poulenc cède 0,98 %. En revanche, l'action Scov sur laquelle ne pèse plus les ventes d'AXA, s'est envolée de 10,05 %. La Société des Bourses françaises a annoncé ven-

dredi que le fonds d'investissement américain Templeton Global Investors détenait désormais 5,24 % du capital de la Scov.

Suez a bénéficié de plusieurs changements de recommandations en sa faveur après l'annonce de cessions d'actifs, notamment immobiliers. Les spéculations récurrentes sur son rapprochement avec la Lyonnaise des eaux ont également favorisé l'action, qui progresse de 6,67 % sur la semaine.

Accor a été affecté par une rumeur annonçant un projet de reclassement de 9 % de son capital par la Société générale de Belgique (SGB). Le titre abandonne 1,08 %. Pourtant, la Générale de Belgique a démenti vendredi avoir mis en vente les titres du groupe touristique français, dont elle détient un peu plus de 10 % du capital. « Nous n'avons vendu aucun titre d'Accor, nous n'avons pris aucune décision sur cette participation et nous n'avons donné aucun mandat à qui que ce soit », a indiqué un porte-parole de la SGB.

Le certificat d'investissement (CI) Crédit Lyonnais s'est mis brutalement à flamber dans un marché ouvert jeudi sur pas moins de 2,7 % du capital. Le CI a gagné 10,28 % en cinq séances et bénéficie de rumeurs annonçant une très nette amélioration de la rentabilité, notamment en 1997, de la banque publique ce qui la rendrait plus aisément privatisable.

E. L.

LES PERFORMANCES DES SICAV OBLIGATAIRES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 31 janvier

LI BELLÉ

Performance moyenne sur 1 an : 7,94 %, sur 5 ans : 50,77 %

OBLIGATAIRES FRANÇAISES DE CAPITALISATION	Organe promoteur	Rang	Perf. 1 an	Rang	Perf. 5 ans	Valeur liquid.
CPA PLUS	CPRECEST	1	12,02	2	73,88	23060,43
PARTNER OBLIGATIONS 2002	LA MONDIA	2	12,85	1	76,73	23432,82
FRANCOEUR	B PARIBAS	3	12,10	10	67,69	26737,72
ONT INDEX GESTION	CCIC	4	12,03	4	72,49	18262,92
PAQUET PREMIERE	CCF	5	12,01	33	60,65	14133,23
VICTOIRE OBLIG	VICTOIRE	6	11,82	6	69,28	483,88
SURVIVANCE	CNCA	7	11,81	66	57,09	241,61
SYNTHESIS	CNCA	8	11,79	13	67,24	182,62
FINANCE PREMIERE	FINANCE	9	11,71	9	67,91	11364,33
REFLEX PREMIERE (D)	STE CAF	10	11,69	11	67,40	1767,50
PERLEX PREMIERE (D)	STE CAF	11	11,67	12	67,37	207,97
BFI OBT 700 (D)	BFI	12	11,60	—	—	12395,97
BFI OBT 700 (D)	BFI	12	11,60	—	—	12395,97
CROISSANCE MERCIER (D)	EPARGNE	14	11,57	81	53,04	3156,06
CROISSANCE MERCIER (D)	EPARGNE	15	11,57	80	53,07	4642,20
STATE STREET CAT PLUS (D)	STATE ST	16	11,51	—	—	1479,75
STATE STREET CAT PLUS (D)	STATE ST	17	11,50	—	—	1236,02
UAP ALTO	UAP	18	11,48	15	67,10	177,50
BIP DAT INDEX (D)	BIP	19	11,25	16	66,74	19604,98
BIP DAT INDEX (D)	BIP	20	11,25	16	66,74	19604,98
NATWEST LONG TERME (D)	NATWEST	21	10,99	—	—	1176,36
NATWEST LONG TERME (D)	NATWEST	22	10,99	—	—	1141,39
MOMASSUR	MOMASSUR	23	10,98	20	64,95	166,01
UAP CARANTIE (D)	CNCA	24	10,96	57	59,32	1393,41
UAP CARANTIE (D)	CNCA	25	10,96	54	59,32	1393,41
UAP PLUS (D)	UAP	26	10,95	44	59,65	1492,59
UAP PLUS (D)	UAP	26	10,95	44	59,65	1492,59
CARDIF	CARDIF	28	10,89	69	54,56	2433,21
CARDIF	CARDIF	29	10,87	69	54,56	2433,21
SELECTION PLUS DU TRESOR	CCF	30	10,78	32	60,69	11934,70
PARTNER 97	LA MONDIA	31	10,75	109	52	18279,13
PLACEMENTS REASSURANCE	SCOR	32	10,63	22	64,07	1138,49
PLACEMENTS REASSURANCE	SCOR	33	10,59	89	52,96	1837,36
SCOR	SCOR	34	10,58	26	62,71	1796,86
INDOSUEZ OBT (D)	INDOSUEZ	35	10,58	31	60,90	26302,44
INDOSUEZ OBT (D)	INDOSUEZ	36	10,57	34	60,56	17070,01
INDOSUEZ	CARDIF	37	10,52	35	60,53	137629,08
NATWEST OBLIGATIONS	BNP	38	10,51	29	61,72	226,96
OBULITUT (D)	CNCA	39	10,48	66	54,59	526,52
OBULITUT (D)	CNCA	39	10,48	66	54,59	526,52
HAUSSMANN OBLIGATIONS	WORMS	41	10,46	64	54,65	1511,02
SUD HORIZON	L.B.	42	10,39	119	50,78	415,47
SOPRANE LONG TERME (D)	BACOT	43	10,32	—	—	7208,37
SOPRANE LONG TERME (D)	BACOT	44	10,32	—	—	7217,48
UAP PREMIERE CATEGORIE (D)	UAP	45	10,27	46	59,54	13405,96
UAP PREMIERE CATEGORIE (D)	UAP	46	10,27	47	59,54	12568,53
FRUCTI PREMIERE (D)	CCBP	47	10,24	23	63,74	12625,48
FRUCTI PREMIERE (D)	CCBP	48	10,22	24	63,71	13636,02
EPARGNE INSTITUTIONNELLE	COT NORD	49	10,19	30	61,94	11907,92
EPARGNE INSTITUTIONNELLE	COT NORD	50	10,18	75	56,01	261,74
SOCOPREMIERE (D)	SG	51	10,14	43	59,76	6141,83
SOCOPREMIERE (D)	SG	52	10,14	42	59,76	5410,64
LIOR TRESOR	SG	53	10,13	39	58,06	2440,16
PRIMANCE (D)	SG	54	10,12	—	—	11735,75
PRIMANCE (D)	SG	55	10,12	—	—	13413,54
OBULITUT (D)	B PARIBAS	56	10,11	7	66,47	17122,10
OBULITUT (D)	B PARIBAS	56	10,11	7	66,47	17122,10
GROUPAMA OBLIGATIONS	GROUPAMA	58	10,08	103	52,18	606,26
CARDIF OBLIGATIONS FRANCE	CARDIF	59	10,07	41	59,76	11774,48
AIRES (D)	AIRES	60	10,06	91	53,78	118,92
AIRES (D)	AIRES	61	10,07	83	54,77	30270,71
FINANCE PLUS	AIRES	62	10,05	92	53,72	847,96
AIRES (D)	AIRES	63	10,02	19	66,32	23144,41
BATI PREMIERE	CCF	64	9,95	60	57,91	251,44
SELECTION REBATEMENT	AIRES	65	9,94	50	59,30	132,46
AIRES PREMIERE (D)	AIRES	66	9,94	51	59,30	132,46
AIRES PREMIERE (D)	AIRES	66	9,94	51	59,30	132,46
GAN REBATEMENT	GAN	67	9,94	—	—	5727,67
ATHENA LONG TERME	ATHENA B	68	9,94	122	50,62	254,05
MORGAN NET	IF MORGAN	69	9,92	20	59,80	2336,19
NATWEST TAUX VARIABLE (D)	NATWEST	235	4,94	—	—	1076,06
PATIMONIE REBATEMENT (D)	CCBP	236	4,94	197	41,41	302,36
PATIMONIE REBATEMENT (D)	CCBP	236	4,94	197	41,41	302,36
BSD VALORISATION (D)	BSD	238	4,84	234	33,95	164,15
BSD VALORISATION (D)	BSD	239	4,83	235	33,94	157,20
CENTRALE COURT TERME	CCR	240	4,83	168	45,06	24871,19
AI MOYEN TERME	GERER CO	241	4,79	233	34,32	1557,82

ASSOC	CICI PARI	242	4,90	160	1112,22
SOGEVALOR (D)	SC	243	4,75	175	5648,37
SOGEVALOR (D)	SC	243	4,75	174	5290,79
ABR COURT TERME	ABR	244	4,59	203	1957,20
MIDLAND PREMIERE	MIDLAND	245	4,58	215	2200,65
MULTIASSOCIATIONS (D)	CFCM NOR	246	4,48	218	2190,15
MULTIASSOCIATIONS (D)	CFCM NOR	247	4,48	219	20783,44
OPPORTUNITES OBLIGATAIRES	B PARIBA	249	4,38	82	7912,38
INTENSIS (D)	SOGEPOST	250	4,38	—	111,48
INTENSIS (D)	SOGEPOST	251	4,38	—	116,63
VERNES PLACEMENTS	VERNES	252	4,37	221	4028,99
WORMS INSTITUTIONNELS	WORMS	253	4,35	232	1704,09
SNB SPAGNE DYNAMIQUE (D)	SNBV	254	4,38	213	11526,09
SNB SPAGNE DYNAMIQUE (D)	SNBV	255	4,38	214	10783,67
PASQUEUR REBATEMENT (D)	BIMP	256	4,29	226	107,51
PASQUEUR REBATEMENT (D)	BIMP	257	4,29	227	152,95
DBS COURT TERME	DBS	258	4,28	—	1161,76
DBS COURT TERME	B BTP	259	4,19	210	1161,76
BTP MONIEUX	BIP	260	3,99	217	12277,67
BTP TRESORIERE	BIMP	261	3,91	—	10918,16
PASQUEUR SECURITE	B PARIBA	262	3,90	209	12840,44
FRANTRAME	BFT	263	3,89	—	1209,08
OPPS CI-SICAV	FIMAGEST	264	3,89	184	15618,34
ORSAF ARBITRAGE (D)	ORSAF	265	3,86	—	30241,95
ECORI FI	ECORI FI	266	3,79	207	1672,84
ECORI FI	ECORI FI	267	3,78	208	1811,38
CENTRALE PREMIERE	CCR	268	3,74	16	46,57
BLAN SECURITE	ROTHSCHI	269	3,61	237	31,24
OBULITUT (D)	CIAL	270	3,31	225	37,42
OBULITUT (D)	CIAL	271	3,31	224	14279,54
PARIBAS SPAGNE (D)	B PARIBA	272	3,31	228	36,53
PARIBAS SPAGNE (D)	B PARIBA	273	3,31	229	36,53
OBLIGATAIRES FRANÇAISES COUPONS MULTIPLES					
Performance moyenne sur 1 an : 6,94 %, sur 5 ans : 47,10 %					
NATWEST REVENUS	BNP	1	9,97	1	57,91
ECUREUIL TRIMESTRIEL	ECUREUIL	2	9,27	15	46,94
FRANTRAME TRIMESTRIELLE	COG CEST	3	8,95	—	5915,04
REVENUEZ-VERT	CNCA	4	8,89	12	49,80
ETDLE PLUS TRIMESTRIEL	CDT NORD	5	8,76	5	53,22
TRIVIA	CL	6	8,25	10	50,60
NORWICH RENUNCIATION	NORWICH	7	8,12	11	49,85
HAUSSMANN MULTIREVENUS	WORMS	8	8,07	16	46,57
PLACEMENTS TRIMESTRIELS	NSM	9	7,85	8	51,92
CARDIF REVENUS TRIMESTRIELS	CARDIF	10	7,85	9	50,91
EPARGNE	NATWEST	26	5,58	13	47,84
AGF REVENUS	AGF	27	5,46	22	46,94
SOLISTE	SOGEPOST	28	5,01	24	41,48
INTERESTS TRIMESTRIELS	CORTAL	29	4,40	25	34,27
REVENUEZ	GERER CO	30	4,26	27	38,82
OBLIGATAIRES FRANÇAISES INTERNATIONALES					
Performance moyenne sur 1 an : 9,56 %, sur 5 ans : 44,56 %					
INDOSUEZ MULTIOBLIGATIONS	INDOSUEZ	1	21,88	1	69,23
CONFERENCE EUROPE GESTION (D)	COG CEST	2	17,76	42	34,94
CONFERENCE EUROPE GESTION (D)	COG CEST	2	17,76	42	34,94
MOM ECU	MOMASSUR	4	16,04	6	59,22
MOM OBLIG-INTER	MOMASSUR	5	15,79	7	58,05
INDOSUEZ STRATEGIE MONDE (D)	INDOSUEZ	6	14,93	—	—
INDOSUEZ STRATEGIE MONDE (D)	INDOSUEZ	7	14,93	—	—
VICTOIRE ANOMORPHIE	ABEILLE	8	14,54	—	—
VICTOIRE SECURITE	VICTOIRE	9	14,30	2	65,25
AGF ECU	AGF	10	14,27	31	41,77
VICTOIRE OBLIGATIONS	VICTOIRE	11	13,77	3	64,92
COG CEST PRELIMBRE	COG CEST	12	12,26	6	59,22
SELECTION OBLIGATIONS INTER.	CCF	13	12,44	14	51,95
COG CEST OBLIGATIONS INTERNAT.	CCF	14	12,03	38	37,46
CCF	CCF	15	11,88	28	43,37
ATHENA B	ATHENA B	16	11,69	117	48,77
CPRGEST	CPRGEST	17	11,76	67	18451,38
OFERVALMO	OFERVALMO	18	11,25	46,08	17719,47
CPRGEST BTP NORD	CPRGEST	19	11,54	8	54,01
STATE STREET OBLIGATIONS MONDE	STATE ST	20	11,52	—	1205,23
AGF PREMIUM	AGF PCE	57	5,48	30	42,01
CPARIBA	CPARIBA	58	5,38	46	36,87
PARIBA OBLIGATIONS PLUS (D)	B PARIBA	59	5,38	46,33	633,69
PARIBA OBLIGATIONS PLUS (D)	B PARIBA	60	5,31	24	46,55
CPR MEXICO	CPRGEST	61	5,10	27	63,27
AGF INTERNATIONAL OBLIGATIONS	AGF	62	4,78	51	17,28
PARIBUS	BIMP	63	4,72	35	40,97
CPARIBA OBLIG-INTER	BACOT	64	4,64	—	—
PRIMIST	SOGEPOST	65	4,43	—	5637,69
GEOGLIS (D)	SOGEPOST	67	4,38	—	608
CPR CASH S&P	CPRGEST	68	4,17	33	67,37
CPRGEST	CPRGEST	69	4,16	29	42,16
ELAN CROISSANT	ROTHSCHI	70	3,17	—	1886,65
PARIBUS TRESORIERE PLUS	B PARIBA	71	2,65	—	1307,99

La Bundesbank reste indifférente à la montée du chômage

Les banques centrales des Etats-Unis et d'Allemagne ont opté, cette semaine, pour le « statu quo » sur leurs taux directeurs. Le dollar a repris son ascension, montant, vendredi 7 février, jusqu'à 1,6730 mark, 5,6470 francs et 124,55 yens

La semaine a été riche en événements monétaires. La Réserve fédérale américaine a choisi, mercredi 5 février, de ne pas relever ses taux directeurs, malgré le dynamisme persistant de l'économie outre-Atlantique, confir-

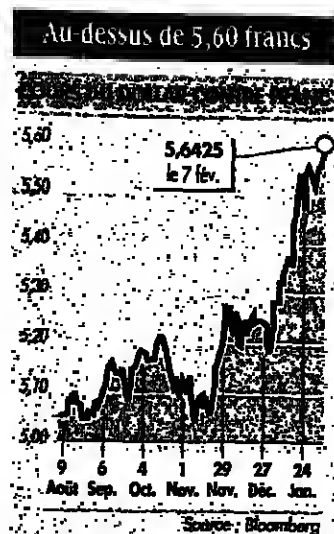
mé vendredi par les statistiques du marché de l'emploi au mois de janvier. Jeudi, le conseil de la Bundesbank a lui aussi opté pour le statu quo, en dépit, cette fois, de l'annonce d'une très forte progression du chômage en Alle-

magne. Le marché des devises européennes a pour sa part été déstabilisé par les incertitudes entourant la participation des pays d'Europe du Sud dès le 1^{er} janvier 1999 à la zone monétaire commune. Des informations

selon lesquelles l'entrée de l'Italie pourrait être différée de plusieurs années a fait tomber la lire et les emprunts d'Etat italiens. Mais ces derniers se sont repris après que Rome, Paris et Bonn eurent démenti cette rumeur.

LE MARCHÉ international des changes a fait preuve cette semaine d'une grande fébrilité. Dès le lundi 3 février, la lire s'est retrouvée déstabilisée par les déclarations émanant des milieux industriels et bancaires allemands, hostiles à une participation de l'Italie à la zone monétaire commune dès le 1^{er} janvier 1999. Son recul s'est accentué, mercredi matin, après que des informations publiées dans la presse britannique eurent fait état d'un compromis trouvé par les quinze Etats de l'Union visant à différer l'entrée de l'Italie. La lire est alors tombée jusqu'à un cours de 991 liras pour un deutschemark, son niveau le plus faible depuis la mi-décembre. Même si les démentis rapidement apportés par Rome, Paris et Bonn ont permis à la monnaie italienne de se reprendre (978 liras pour un mark vendredi soir), cet incident a reflété la fragilité actuelle des marchés financiers d'Europe du Sud.

Depuis plus d'un an, les places de Rome, de Madrid et de Lisbonne vivent dans l'euphorie. Les gestionnaires internationaux, notamment américains, y ont investi de façon très massive, plaçant sur la convergence rapide des rendements obligataires de ces pays avec ceux des nations de la zone mark. L'afflux de capitaux en Italie, en Espagne et au Portugal a provoqué une détente sans précédent des rendements obligataires dans ces trois pays et



Le billet vert a atteint cette semaine son cours le plus élevé depuis trente-deux mois face au franc.

réduit de façon considérable l'écart qui les séparait du niveau observé en Allemagne, la référence financière en Europe. Le rendement de l'obligation d'Etat italienne à dix ans est ainsi passé de 11,06 % mi-février 1996 à 7,18 % le 13 janvier 1997. De son côté, l'écart de taux entre l'Italie et l'Allemagne est revenu de 5 % à 1,5 %. Des mouvements comparables ont été observés en Espagne et au Portugal.

Après avoir profité de l'engoue-

ment des investisseurs, les nations d'Europe du Sud se trouvent désormais exposées à un retrait massif des capitaux étrangers. Dans ce cas, l'enchaînement vertueux se transformerait en cercle vicieux. Une remontée brutale des taux d'intérêt en Italie et en Espagne compromettrait leur participation à la zone euro, en alourdissant la charge de leur dette et en augmentant leur déficit. Les experts de l'OCDE ont ainsi calculé qu'une hausse de 1 % de l'ensemble des taux d'intérêt italiens augmenterait de 0,9 point le niveau du déficit.

REFORMES EN PROFONDEUR

Les économistes craignent qu'un krach obligataire à Milan ou à Madrid, lié au refus des Allemands d'accepter les pays du « Club Med » (Europe du Sud) dans le premier train de l'euro, ne provoque une crise politique majeure sur le Vieux Continent, de nature à hypothéquer la création de la future monnaie unique et, par contrecoup, à déstabiliser la parité franc-deutschemark. Le problème de la date d'entrée des pays d'Europe du Sud à l'Union monétaire risque donc de fortement perturber la vie des marchés financiers internationaux au cours des prochains mois.

L'avenir de l'euro est-il également menacé par la montée du chômage outre-Rhin et par les conséquences qu'elle aura sur le niveau du déficit budgétaire allemand ? C'est ce qu'a laissé entendre, vendredi, Klaus Die-

contender de parler. Le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 160 000 outre-Rhin au mois de janvier, en données corrigées des variations saisonnières, et de 510 000 en données brutes. Il s'élevait à 4,658 millions à la fin du mois, soit 12,2 % de la population active, un niveau record depuis la République de Weimar. La crainte de certains experts est que les opposants à la monnaie unique, parti-

culièrement nombreux à Francfort, prennent comme prétexte le fait que l'Allemagne ne respecte pas elle-même les critères de convergence fixés par le traité de Maastricht pour faire capoter le projet monétaire européen.

Record historique sur le Matif

Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, s'est inscrit vendredi 7 février, en clôture, à 131,28 points, son plus haut niveau historique. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans est pour sa part tombé sous la barre des 5,50 %, à 5,47 %, le rendement le plus bas depuis plus de trente ans.

Parallèlement, le dollar a repris son ascension, vendredi, dopé par les bons chiffres du chômage américain. Il est monté jusqu'à 1,6750 mark, 5,6515 francs et 124,75 yens. Le billet vert a également profité des anticipations selon lesquelles le sommet du G7, réuni samedi 8 février à Berlin, n'allait pas chercher à s'opposer à une hausse supplémentaire de la monnaie américaine face aux devises européennes. Les opérateurs prévalaient que les autorités monétaires internationales se contenteraient d'appeler à une moindre volatilité sur le marché des changes.

L'envoie du chômage n'a en tout cas guère ébranlé la Bundesbank, qui a choisi de laisser inchangés, jeudi, ses taux directeurs. Le niveau des primes en pension, qui n'a plus été modifié depuis la fin du mois d'août, reste fixé à 3 %. Hans Jürgen Köbnick, membre du conseil de la banque centrale allemande, a affirmé vendredi qu'une baisse des taux directeurs « ne ferait nullement baisser le nombre de chômeurs ». La Bundesbank considère que le chômage a une origine structurelle et qu'il est lié à une réglementation trop stricte du marché du travail et au caractère trop avantageux du système de protection sociale. Il ne peut donc être résolu que par des réformes en profondeur de l'économie allemande et non par des décisions monétaires.

La publication, vendredi, du rapport sur le marché de l'emploi américain a démonté avec éclat le décalage conjoncturel qui peut exister de part et d'autre de l'Atlantique et qui explique en grande partie la vigueur actuelle du dollar. Au mois de janvier, ce sont 271 000 emplois qui ont été créés aux Etats-Unis. Ce dynamisme du marché du travail ne s'accompagne toutefois pas, pour l'instant, de tensions sur les coûts salariaux. Le salaire horaire moyen s'est établi à 12,06 dollars, après 12,05 dollars en décembre. Cette stabilité a rassuré les investisseurs et s'est traduite par une hausse du marché obligataire. Le rendement de l'emprunt à trente ans s'est fortement détendu - les taux baissent quand le cours des titres monte - revenant vendredi à 6,67 % (6,79 % une semaine auparavant). Il permet aussi de mieux comprendre - à posteriori - l'attitude de la Réserve fédérale américaine, qui a choisi de ne pas resserrer, mercredi, sa politique monétaire.

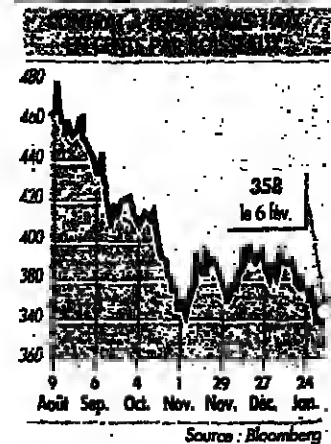
Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommais

Carole Petit

MATIÈRES PREMIÈRES

Le blé victime de l'attente de bonnes récoltes



LES COURS DU BLÉ poursuivent la lente chute qu'ils ont entamée depuis plusieurs mois. Ils ont terminé la séance du 6 février sur le marché à terme de Chicago à 359 cents le boisseau pour l'échéance la plus rapprochée (mars) et à 351 cents pour celle de mai. Ils étaient encore au-dessus de 400 cents à la fin de novembre dernier. Ce glissement met en évidence la concurrence que se livrent les grandes régions céréalières ; ainsi, l'Union européenne est obligée d'avancer ses plans sur le marché mondial à coups de subventions, les fameuses restitutions, pour tenir son rang face à l'Australie ou aux Etats-Unis.

La compétition devrait devenir encore plus âpre car le Conseil international des céréales (CIC) vient d'annoncer des récoltes performantes. Les perspectives chez les principaux producteurs s'annoncent très bonnes : le CIC estime la production mondiale de blé à 585 millions de tonnes pour la saison 1997-98. Elle sera de 5 millions de tonnes supérieure à celle enregistrée en 1996-97, déjà considérée comme excellente. Cela permettra de reconstituer des stocks mondiaux confortables à 102 millions de tonnes, ou hausse de 7 % sur la saison précédente. En s'établissant à 574 millions de tonnes, la consommation mondiale devrait, selon les experts du CIC, atteindre un niveau record que l'on comparera aux 557 millions de la saison 1995-96. L'Argentine et l'Australie, mais aussi le Canada et la Chine, obtiennent des moissons record, à 48,2 millions d'hectares, ce qui réduira les perspectives de récoltes mais sans doute pas encore assez pour tirer les prix vers le haut dans ce contexte de forte production.

Se repose une fois encore la douloureuse question de la jachère en Europe, très mal ressentie par les Français. Le gel des terres pourrait même connaître une nouvelle extension, +17 % selon certains experts. Enfin, outre-Atlantique, le département américain à l'agriculture a réduit de 7 % ses estimations de semis de blé d'hiver (un quart des échanges mondiaux de blé) à 48,2 millions d'hectares, ce qui réduira les perspectives de récoltes mais sans doute pas encore assez pour tirer les prix vers le haut dans ce contexte de forte production.

Marché international des capitaux : la perspective de l'euro se précise

DEPUIS QUE L'AUTRICHE a jeté un pont entre son propre marché national en schillings et le marché international des obligations en francs français, les emprunts se multiplient qui, libellés aujourd'hui dans différentes devises de notre continent, sont destinés, dès le début de l'Union monétaire européenne, à former d'importants ensembles libellés en euros, la future monnaie commune. Plusieurs des meilleurs débiteurs sont séduits par la perspective de réserver ainsi leur place dès à présent sur le grand marché des capitaux qui pourrait exister à partir de 1999. Les investisseurs, pour leur part, répondent avec d'autant plus d'empressement aux offres qui leur sont faites qu'elles leur permettent tout à la fois d'anticiper la construction de l'Europe monétaire et de mettre à profit les disparités de rendement qui subsistent dans les pays appelés à partager l'euro. La prochaine opération de ce genre devrait voir le jour à mardi gras. La société allemande Siemens AG s'approprie à lever quelque deux milliards de deutschemarks en contractant simultanément trois emprunts, en francs français, en deutschemarks et en florins néerlandais qui viendront à échéance en même temps, dans dix ans, et dont le taux d'intérêt nominal (le coupon) sera le même. Cela autorisera, le moment venu, de réunir le tout en un seul emprunt en euros. Comme les rendements ne sont pas identiques dans les trois monnaies de départ, on ajustera, en conséquence, les prix d'émission.

Ainsi les tranches française et hollandaise sont plus chères (leurs prix d'émission seront plus élevés) que la tranche allemande. Cela reflète

le fait que les fonds d'Etat de la République fédérale rapportent, pour l'instant, davantage que ceux de la France et des Pays-Bas. C'est, au vrai, une situation extrêmement intéressante dont de nombreux investisseurs, qui croient à la réalisation prochaine de l'Union monétaire, cherchent à profiter. Quand l'euro existera (à supposer, bien sûr, que la France, la Hollande et l'Allemagne, le partagent), il n'y aura plus qu'un seul emprunt. Les différences de prix actuels devraient logiquement diminuer à mesure que s'approche la date de départ de l'Union monétaire.

Sur le plan technique, tout cela exige beaucoup de doigté de la part des intermédiaires financiers à qui revient le soin d'arrêter les conditions finales de telles opérations. Les investisseurs, à qui on propose trois emprunts d'un même profil pour le compte d'un même émetteur, pourraient avoir tendance à privilégier celui qui rapporte le plus. Dès lors, il est permis d'attendre que, afin d'assurer une répartition égale des trois tranches, on lésine un peu sur celle en marks. Précisons que rien n'est encore fixé quant aux émissions de Siemens et qu'il ne s'agit là que d'une spéculation. C'est en tout cas ce qui s'est précisément produit, jeudi 6 février, à l'occasion d'une double transaction lancée en francs et en marks par une banque allemande du secteur public L-Bank.

Il s'agissait d'emprunts munis d'un même coupon de 5,125 % et qui viendront à échéance le 5 mars 2004. La tranche en francs rapportait au départ 0,14 point de pourcentage de plus que le rendement moyen des fonds d'Etat français

alors que la tranche en marks ne procurait pas plus que l'interpolation des rendements des obligations gouvernementales allemandes de durée voisine. Il subsistait encore un léger avantage en faveur de l'emprunt en marks, mais pas suffisant pour inciter les investisseurs français à se précipiter sur le volet allemand du diptyque de L-Bank et à négliger son volet français.

Une banque d'origine américaine JPM Morgan, est solidement installée aux commandes de plusieurs des émissions de ce genre à taux fixe. Elle s'est associée à la Caisse des dépôts pour diriger les émissions en francs de L-Bank et à la Deutsche Bank pour s'occuper de celles en marks. Conjointement avec la même Deutsche Bank, elle sera à la tête du triptyque de Siemens. Il a été, en outre, fait appel à Paribas et à ABN Amro pour codiriger les émissions en francs et en florins de l'entreprise allemande.

C'est, en revanche, à une banque française, le CCF, que revient le mérite d'annoncer le marché des emprunts à taux variable en euros. Cet établissement vient de diriger deux émissions d'une même durée pour le compte de la Caisse centrale du Crédit immobilier de France. L'une est en francs et codirigée par une banque américaine Morgan Stanley ; l'autre est en euros et codirigée par UBS, l'union de banques suisses. Les porteurs de la première pourront, dès le début de l'Union monétaire, échanger leurs titres contre des obligations assimilables à celles de la tranche en euros et le tout pourra déboucher sur une émission en euros.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommais

Carole Petit

L'euphorie des places européennes contraste avec la dégringolade de Tokyo

LES BOURSIERS européens sont aux anges. Paris, Londres, Francfort et Amsterdam ont atteint cette semaine, jour après jour, de nouveaux sommets historiques. La reprise avec une étonnante vigueur de la hausse du dollar explique à elle seule cet état de grâce. Elle signifie aux yeux des analystes que le rebond de la croissance, espéré et attendu sur le Vieux Continent cette année, sera d'autant plus fort.

« La constellation monétaire [marquée par la hausse du dollar] n'a jamais été aussi favorable depuis quinze ans », résumait cette semaine Michel Camdessus, le directeur général du Fonds monétaire international devant le Sénat. Soulignant que, depuis avril 1996, le dollar a gagné 50 % contre le yen et 20 % par rapport au franc français, M. Camdessus a estimé que « ceci améliore nos perspectives de croissance pour 1997 ».

Comme les investisseurs s'interprètent plus les informations à leur disposition que sous leur aspect fa-

vorable, même l'annonce jeudi d'un chômage record en Allemagne depuis 1945 a été finalement considérée comme bénéfique. La mauvaise santé de l'économie allemande signifie tout simplement aux yeux de certains analystes que la baisse des taux n'est peut-être pas arrivée à son terme en Europe et que la Bundesbank sera contrainte d'assouplir encore sa politique monétaire.

C'est devenu une constante depuis plusieurs semaines, mais Paris n'est pas à la traîne, loin de là, des autres places. Il suffit de remarquer que la place parisienne enregistre des niveaux d'activité record : plus de 10 milliards de francs vendredi et 7,88 milliards en moyenne tout au long du mois de janvier, un chiffre sans précédent.

L'indice CAC 40 a ainsi poursuivi cette semaine sa marche triomphale soutenue à la fois par le contexte économique favorable mais aussi par la poursuite des restructurations au sein du capitalisme français avec

la prise de contrôle d'Havas par la Générale des eaux et par la publication par bon nombre d'entreprises de leur chiffre d'affaires en 1996, marquée souvent par de bonnes surprises. Dans cette ambiance, l'indice CAC 40 a gagné 3,22 % sur la semaine terminant vendredi au niveau record de 2 597,52 points. Le CAC 40 s'est adjugé plus de 12 % depuis le début de l'année, la moitié de la performance réalisée en 1996.

SOUTÈME RECORD CONSÉQUENT

« Le marché ignore les mauvaises nouvelles. Il poursuit son rattrapage par rapport à Londres et à Francfort en trouvant un nouveau souffle dans les résultats de société », explique un opérateur. Pour la société de Bourse Pinatton, la vague de hausse qui a pris naissance à la fin octobre 1995 devrait durer deux ans et demi voire trois ans et demi. Elle voit sans crainte, l'indice CAC 40 à 3 405 en mai 1998.

Paris n'est pas la seule place eu-

rophique. Francfort a inscrit vendredi son système record consécutif en dépit du statu quo observé jeudi par la Bundesbank à la suite de la réunion de son conseil bi-mensuel de politique monétaire et de l'annonce le même jour d'un niveau de chômage sans précédent en Allemagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale. L'indice DAX 30 a fini la semaine à 3 138,01 points après avoir gagné 3,39 % en cinq jours.

Londres n'a pas affiché le même enthousiasme, même si l'indice FTSE-100 a dépassé pour la première fois de son histoire les 3 400 points. L'indice a fini vendredi en clôture à 4 307,8 points et gagne 0,75 % sur la semaine, une performance proche de celle de Wall Street. La Bourse de New York a progressé de 0,63 % et le Dow Jones a terminé vendredi à 6 855,80 points. Les valeurs américaines ont tiré parti de la publication de statistiques qui soulignent le caractère non inflationniste de la croissance outre-

Atlantique. La Bourse de Tokyo se trouve dans une situation nettement moins confortable. Elle a encore cédé 2,53 % d'un vendredi à l'autre et l'indice Nikkei est repassé sous le seuil des 18 000 points. Depuis la fin du mois de novembre, il a perdu plus de 16 %. Les investisseurs prennent peur devant la perspective d'une croissance anémisée au Japon en dépit du niveau très bas des taux d'intérêt et de la baisse continue du yen face au dollar.

La Bourse de Tokyo est également victime de la mauvaise santé du système financier nippon. Non seulement les banques détiennent une part considérable des actions (43,8 %), mais elles représentent 28 % des titres cotés. Facteur aggravant, à l'approche de la fin de l'année fiscale (le 31 mars), les établissements financiers cèdent massivement des titres afin de pouvoir respecter les normes internationales de fonds propres. Les banques comptabilisent dans leurs fonds

propres leurs plus-values boursières et en ont absolument besoin pour nettoyer progressivement leurs bilans d'une masse de créances douteuses accumulées à la suite de l'éclatement de la bulle financière.

Selon une étude publiée le 29 janvier par la Caisse des dépôts, si l'indice Nikkei descend sous les 17 000 points, cinq parmi les dix plus grandes banques commerciales du pays auront des difficultés pour respecter les normes de fonds propres et aucune banque de crédit à long terme ne pourra y parvenir.

Dans ces conditions, on voit resurgir une crainte déjà exprimée en 1995 quand la Bourse de Tokyo était descendue jusqu'à 14 000 points, celle de voir une crise boursière japonaise se répercuter aux autres places à la suite de retraits massifs de capitaux japonais. Les investisseurs nippons détiennent 9 % des obligations publiques américaines.

Eric Leser

صلى الله عليه وسلم

AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 9 - LUNDI 10 FÉVRIER 1997

TENNIS Après avoir gagné le saladier d'argent en décembre 1996 face à la Suède, l'équipe de France de Coupe Davis a été éliminée par l'Australie, à Sydney, dès le

deuxième jour de ce match du premier tour du groupe mondial. ● **CONSIDÉRÉS** comme les meilleurs joueurs de double au monde, Mark Woodforde et Todd Woodbridge ont

donné le point de la victoire à l'Australie en remportant 7-6 (8/6), 6-4, 6-3, en deux heures et cinq minutes, leur rencontre avec Guy Forget et Guillaume Raoux. ● **L'Australie** af-

frontera en quarts de finale, du 4 au 6 avril, la République tchèque ou l'Inde, qui étaient à égalité 1-1 à Prague, à l'issue de la première journée. ● **LA FRANCE** disputera les bar-

rages, du 19 au 21 septembre, pour tenter de se maintenir dans le groupe mondial. Sans savoir si Yannick Noah occupera encore le siège de capitaine.

L'Australie élimine la France au premier tour de la Coupe Davis

Deux mois après avoir conquis le célèbre saladier d'argent, l'équipe de Yannick Noah se retrouve contrainte de disputer les barrages pour rester dans le groupe mondial. Cet échec est un révélateur de la crise que traverse ce sport, aussi bien sur les courts qu'en coulisses

SYDNEY

correspondance
De Malmö à Sydney, l'équipe de France aura déjà relié les antipodes. Et sa fortune, en l'espace de dix semaines, aura effectué un chemin identique. La victoire de 1996 était

venue en bout de course, fruit d'une montée en puissance et d'une confiance en hausse. Après, il y a eu des

bains de foule, la réception à l'Élysée et puis... les vacances, la famille retrouvée, la décompression. Et le vide.

Cédric Pioline a fait l'impassable sur l'Open d'Australie et il a débarqué à Sydney pour le premier tour de la Coupe sans compétition depuis le 1^{er} décembre. Il allait payer cher cette longue absence, dans le 5^e set, perdu face à Patrick Rafter au cours du premier match, vendredi 7 février. Yannick Noah a bien voulu reconnaître, samedi, que cette interprétation avait joué un rôle décisif dans la défaite de Pioline : « Dans le premier point perdu, tout est retombé assez vite ».

Guy Forget, blessé, dut écourter son programme ; il n'avait derrière lui que neuf journées de tennis. Il aurait pu remplacer avantageusement Arnaud Boetsch, très mal à l'aise sur l'herbe de White City, en

simple. Noah avait longuement hésité avant d'écarter Forget : « Si Guy avait joué deux ou trois tours à l'Open et n'avait pas souffert d'une blessure à répétition, je n'aurais pas hésité un instant à le sélectionner. » Toute la semaine, ici, Noah mit l'accent sur la pauvreté en nombre de l'élite française alors que les Australiens ont été en mesure de reconstruire une formation vainqueur après le forfait sur blessures de Philippoussis et Stenhenberg, les deux meilleurs talents sur gazon du pays.

Avec une base élargie, ce premier tour aurait pu être confié, chez les Français aussi, à des remplaçants n'ayant aucune finale dans les jambes. Les États-Unis ne procèdent pas autrement, les vedettes

venant occuper leur place à partir des quarts, voire des demi-finales. Seulement, entre le tennis tel qu'on le pratique outre-Atlantique et celui de l'Hexagone, il y a un monde, le même qu'a constaté Noah entre la qualité de la volée australienne et la volée française.

MALINÉ MINIMISÉ
« Et pour élargir notre base, il faudrait sans doute accepter de partir avec les joueurs nettement plus faibles pour préparer l'avenir. Ce qui suppose que l'équipe de France passe par la deuxième, voire la troisième division ! Car si l'on part avec Fleuriot et Simian pour jouer les Hongrois chez eux ou l'Inde en Inde, vous allez voir ce qu'on va prendre ! Et pourtant, ce sont respectivement le

5^e et le 6^e Français. Je ne parle même pas des 7^e et 8^e. Alors que l'Australie, cette semaine, joue avec ses 4^e et 5^e choix et que le 6^e et le 7^e sont dans les tribunes et regardent. Chez nous, ce n'est pas pareil, il est temps que l'on se réveille ! »

En fait, la victoire en Coupe Davis, à Malmö le 1^{er} décembre, loin de faire franchir un étage et de donner une impulsion au tennis français, semble avoir agi comme un révélateur des faiblesses et des lacunes de l'ensemble.

Les joueurs, pressentant sans doute le « craché » à venir sur le central pelé de White City, n'avaient de cesse de minimiser leur exploit. On précisait que la chance avait été du côté de la France, on soulignait les hasards du

tableau et du résultat ayant déblayé beureusement le terrain. Bref, on remerciait le ciel pour le cadeau qui avait été offert à la France. « J'attends de vivre une expérience nouvelle : celle de botter les grandes équipes en Coupe Davis », dira Arnaud Boetsch.

CONFLIT DE PERSONNES

Cet excès de modestie et la préparation plutôt fantaisiste de la formation – Boetsch aurait préféré prendre dix jours de vacances plutôt que de retrouver aussitôt le gazon de White City après sa défaite au troisième tour de Melbourne – fit une curieuse impression. L'équipe qui a fait rêver la France entière, vainqueur de la Coupe Davis, est entrée dans la saison à re-

culons... L'avenir de Yannick Noah lui aussi est problématique. Car le conflit de personnes empestait l'ambiance autour de cette formation – celui qui oppose Noah et le président Bines – était en filigrane tout au long de la semaine et a pris une acuité nouvelle après la défaite. « Si je dois jouer, je jouerai ; si je dois entraîner, je le ferai ; et si je ne dois pas le faire, c'est un signe des temps, déclare Noah samedi. Ou je travaille dans un ensemble, et on accepte qu'il est normal que j'y travaille ; ou je ne suis pas le bienvenu, et mon travail s'arrête là. »

Son nouveau contrat comme entraîneur de l'équipe féminine de la Coupe de la fédération porte sur une période de trois années. Et son contrat de capitaine de l'équipe de Coupe Davis ? « A vie. J'ai la parole du président. Il m'a dit qu'il était très content de mon travail. » Et ces propos présidentiels datent de quand, au juste ? « C'était il y a six mois, affirma-t-il goguenard et content de son effet. Mais vous savez comme on peut compter sur la parole du président ! »

Maître des pirouettes et des « sorties », Noah nous réserve certainement, et dès cette année, d'autres précisions sur ses projets, dans le contexte d'une inhabitation fédérale devenue intenable.

Trop de pression sur le double Forget-Raoux

SYDNEY

correspondance

Menée par deux points à zéro à l'issue des deux premiers simples, l'équipe de France entama l'épreuve du double, samedi, avec le dos collé à la porte du Club House. Au fil des dernières rencontres en Coupe Davis, elle s'est forgée une certaine réputation dans le domaine des matchs impossibles et des retours miraculeux. Cette séquence de réussites tirées par les cheveux a été interrompue sur le central de White City. Guy Forget et Guillaume Raoux ont été surclassés par le tandem numéro un au monde actuellement,

composé de Todd Woodbridge et Mark Woodforde, et surnommés les « Woodies ».

Après un premier set serré, les Australiens ont triomphé sur le score de 7-6 (8/6), 6-4, 6-3, en 2 heures et 5 minutes, parachevant ainsi la victoire de leur équipe, qui a marqué trois points sur trois matchs en deux jours, et n'a plus rien à craindre des deux derniers simples joués dimanche pour l'honneur. « J'avais l'impression que toute la pression était sur les épaules des Français en tant que champions en titre », déclara Woodbridge.

Cette fameuse pression fut surtout provoquée

par les deux défaites en simple sables vendredi, et le fait de se trouver opposé à une équipe de double comptant huit titres majeurs à son actif, le meilleur palmarès de l'époque open.

« Même en double, on a pu constater que les réflexes adéquats nous manquent sur le gazon, a souligné un Yannick Noah plutôt fataliste. Ce sont des réflexes qui s'acquièrent, mais pas du jour au lendemain. A partir du premier match perdu, nous étions sur la mauvaise pente. Ensuite, nous sommes restés bloqués. »

M. B.

Marc Ballade

L'équipe d'Italie de ski a emprunté une voie originale

SESTRIÈRES

de nos envoyés spéciaux

Il a dévalé le schuss final de la dernière descente d'entraînement des championnats du monde de Sestrières. Il a lancé quelques sourires à un groupe de supporters,

puls il a été son casque d'or pour répondre aux journalistes. Un soleil printanier inondait l'aire d'arrivée de la piste

Banchetta, vendredi 7 février, mais Kristian Ghedina, leader de l'équipe italienne de descente et principal rival du Français Luc Alphand, n'a eu le ni temps ni le droit d'en profiter. Une jeune femme brune, son manager, l'a tiré par le bras, de ce geste ferme qu'elle répète depuis le début des entraînements. Le vice-champion du monde a nubi, sans se faire prier Kristian Ghedina, athlète dont le mental n'est jamais plus fort qu'en pays de connaissance, sait qu'il ne peut plus se permettre la moindre période de décon-

centration. Dans la foulée de sa garde du corps, il a rejoint l'hôtel Savoy, pour un repas de groupe, suivi d'une longue séance de relaxation dans sa chambre.

Au sein de l'équipe italienne, chacun a ses méthodes de préparation ultime, mais tous tendent vers le même but. Déçus de leur prestation en super-G – ils ont placé trois hommes dans les dix premiers, mais aucun sur le podium –, les descendeurs italiens comptent sur l'épreuve reine pour s'imposer et démentir que le phénomène Alberto Tomba, ou la domination de Deborah Compagnoni chez les filles, sont loin d'être des cas isolés. Depuis Zeno Colò, en 1950, aucun coureur italien n'a remporté la descente des championnats du monde ou des Jeux olympiques. Un triomphe dans celle de Sestrières confirmerait avec panache la très bonne tenue générale de l'équipe italienne de ski alpin depuis quelques saisons.

Au début des années 90, le pays peut s'enorgueillir de son Alberto qui ramassait médailles sur médailles, et de sa Deborah qui brille

déjà entre deux blessures. Derrière, pas grand-chose. Les jeunes vont et viennent, parfois prometteurs. Ils ne restent que peu sur le cirque blanc. Les espoirs des slalomeurs sont brisés par le talent dominant de leur équipe, qui a marqué trois points sur trois matchs en deux jours, et n'a plus rien à craindre des deux derniers simples joués dimanche pour l'honneur. « J'avais l'impression que toute la pression était sur les épaules des Français en tant que champions en titre », déclara Woodbridge.

LES MOEURS ONT CHANGÉ
Si Tomba ne provoque pas d'émulation, il encourage dans le même temps de nombreux jeunes Italiens à skier. Ceux-ci se tournent vers la descente, discipline en vogue chez la nouvelle génération bien qu'elle ne soit pas la spécialité de l'idole.

Les moeurs ont changé depuis vingt ans, et le sport italien a connu une véritable révolution culturelle en accueillant des dizaines de milliers de femmes plus libérées et prêtes à se lancer dans la carrière. Comme les sponsors, qui recherchent d'autres marchés, se lancent avec intérêt dans leurs aventures, elles peuvent espérer gagner leur vie, à condition de gagner.

Lorsqu'elles le font, c'est un pays entier qui tombe amoureux d'elles et leur offre son plus grand respect. Ici, le sport est une noblesse.

La Fédération italienne des sports d'hiver (FISI) a déjà anticipé le mouvement. Avec l'appui du Comité national olympique (CONI) – qui redistribue à toutes les fédérations une bourse partie de l'argent obtenu grâce au Totocalcio (paris sur le football) –, la FISI injecte un peu plus d'argent dans le ski alpin. Severino Bottero, aujourd'hui entraîneur des géants italiens, a travaillé en Italie pendant quatorze ans. Il a consacré douze années aux jeunes, avant d'entraîner les « techniciens » italiens : « L'intermédiation de la FISI a consisté à renforcer la politique envers les jeunes, explique-t-il. La base de skieurs potentiels, contrairement à la France, est très importante. Alors, les clubs et les comités se sont mis au travail. Petit à petit, des jeunes ont été envoyés dans les épreuves de Coupe d'Europe, puis sont passés à la Coupe du monde. »

La FISI a également rehaussé le prestige de la trentenaire « Topol-

no » (la coupe « Mickey »), les mini-championnats réservés aux jeunes passés âgés de dix à seize ans, à Monte Bondone dans les Dolomites : « Chaque année, mille Italiens se massent pour les sélections, explique Michel Gros, responsable du programme juniors chez Rossignol. A la fin, vingt-quatre filles et garçons sélectionnés sont retenus pour huit courses ». A Abetone, non loin de Sestrières, l'Italie propose également la « Pinocchio », coupe réservée à la même tranche d'âge. A Brunico, le Fila Challenge – du nom d'un des deux grands sponsors de la FISI –, complète la panoplie.

ENTRE NOUS
Aujourd'hui, les équipes italiennes – espoir, élite ou réserve – comptent trente-six filles, tandis que l'équipe de France en compte une vingtaine. Chez les garçons, le compte est sensiblement le même. La fédération s'étant engagée à trouver des successeurs à Alberto Tomba, les slalomeurs sont mieux protégés. Ainsi Matteo Nana, un talent prometteur et auteur d'une troisième place dans le géant d'Alta Badia en décembre.

L'Italie, aussi, est protectionniste : « Nous n'avons que des entraîneurs italiens et c'est très bien comme cela. Entre nous, nous sommes très unis, même si Deborah et Alberto sont isolés dans des cellules personnelles », explique Lara Magoni, deuxième du super-G derrière Compagnoni. « Les entraîneurs étrangers n'ont jamais pu vraiment s'adapter au pays », dit sobrement Severino Bottero. A l'argent et à la politique dynamique s'ajoute l'éternelle influence de l'histoire du pays qui, à bien des égards et en matière de ski aussi, ne s'est pas encore adapté à son unité géographique. Piémont, Lombardie, ou Trentin-Haut-Adige : les puissantes lignes rivalisent d'efforts pour avoir le plus de représentants possible dans l'équipe nationale. « La concurrence est saine », constate Severino Bottero.

Sur la réussite actuelle de leur équipe, les supporters italiens ont une réponse plus triviale : « Belle donne, begli uomini, buon cibo » (« belles filles, beaux mecs et bonne bouffe »).

Eric Collier
et Bénédicte Mathieu

Gilles Chappaz

Le pilotage de précision de Deborah Compagnoni

SESTRIÈRES

correspondance

Déjà championne olympique de super-G et double championne du monde de géant, l'Italienne Deborah Compagnoni vient de compléter sa collection de médailles d'ur

ANALYSE

La « Bimba » a une aisance hors normes dans toutes les disciplines

en devenant championne du monde de slalom.

Gagner ainsi dans trois disciplines représente une performance rare, de qualité supérieure. C'est en tous les cas la preuve éclatante d'un savoir-faire technique hors normes. « La » Compagnoni, qui est encore la favorite du géant, dimanche 9 février, marque de son empreinte le ski féminin, et lui donne une nouvelle dimension.

Elle qui a souvent skié en compa-

gnie d'Alberto Tomba – jusqu'à récolter le surnom de « Bimba » (la gamine) par référence à la « Bomba » – a évité le piège d'une imitation aveugle de la gestuelle novatrice de son camarade. Certes, elle s'en est inspirée, mais elle l'a surtout adaptée à sa morphologie : poids plume, ajoutant des réglages personnels, ceux qui font la différence aujourd'hui.

Deborah, gamine, a beaucoup skié dans des conditions « toutes neiges, tous terrains ». Elle y a appris la vitesse et le sens de l'improvisation. Dotée de cette qualité innée qu'est le « toucher de neige » – cette faculté quasi instinctive de doser ses appuis sur la neige et à utiliser au mieux le terrain –, elle s'est forgée, en s'amusant, l'expérience et la solidité indispensables à tout champion.

Riches de ce bagage, elle a ensuite pu travailler dur sur les fondamentaux, dans des tracés éducatifs de slalom géant, la discipline de base. Elle a éliminé tout geste parasite et adopté cette attitude ramassée et compacte qui la caractérise, et a su, à force de réglages patients, mettre

au point une technique de virage d'une finesse incomparable. Finesse qui s'illustre notamment par un « jeu de carres » d'une précision étonnante, jeu commandé par une position d'anglelation très marquée et une très grande mobilité des jambes.

APPUIS PARFAITS
Que ce soit en slalom ou en géant, la Compagnoni démontre une impressionnante science du passage de porte, ainsi qu'un art consommé de la conduite de courbes (nu de virages). Elle sait mieux que personne « enrouler » le piquet, et dérouter son appui tout au long du virage.

Pour ce faire, elle est capable de passer d'un ski sur l'autre, et d'une carne sur l'autre, avec beaucoup de douceur et de précision. Et elle n'hésite pas, s'il le faut, à prendre des angles insensés et à « couper » sur le ski intérieur, malgré les risques de « décrochage » et de chutes qui en découlent. Ses blessures à répétition, si elles n'ont pas calmé son enthousiasme et son ar-

deur au travail, l'ont obligée à rechercher encore un peu plus la perfection technique, pour ménager ses articulations.

Deborah Compagnoni pilote ses skis avec beaucoup de fluidité. Elle cherche un contact permanent avec la neige. On la voit souvent pousser les pieds devant, et sortir en accélération des portes. Elle sait en l'occurrence parfaitement tirer parti des qualités des skis actuels, très étroits sous le pied.

Là où les hommes s'en sortent parfois grâce à une puissance et un engagement physique hors normes, Deborah met à profit son excellent rapport poids/force musculaire, sa souplesse, son inspiration, sa force morale et sa panoplie technique.

Elle, qui est née atterrante et terriblement accrocheuse, sait en prime faire le spectacle, comme lors de la deuxième manche du slalom de Sestrières. Assurément, elle va remettre ça dans le géant. Avec de réels risques. Car « la » Compagnoni a un ski de cristal.

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

Le CSA nomm

صوتنا من الامم

Le CSA nomme Jean-Marie Cavada à la présidence de RFO

Le président de La Cinquième, qui continuera à occuper cette fonction jusqu'au vote de la loi sur l'audiovisuel, devra résoudre les nombreux problèmes financiers et stratégiques de la chaîne d'outre-mer

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a nommé, vendredi 7 février, Jean-Marie Cavada à la tête de Radio-télévision française d'outre-mer (RFO). Président de La Cinquième depuis 1994 et producteur-animateur

de l'émission « La Marche du siècle » sur France 3, Jean-Marie Cavada succédera le 17 février à Gérard Belorgey, qui continuera à présider la chaîne éducative jusqu'au vote de la loi sur l'audiovisuel, qui doit consacrer la

fusion La Cinquième-Arta. Jérôme Clément, président d'Arta, reste seul en lice pour occuper la présidence de ce nouvel ensemble. Agé de cinquante-six ans, Jean-Marie Cavada évolue depuis trente-six ans dans l'audiovi-

suel, où il est devenu un ardent défenseur du service public. Parmi les dossiers à traiter en priorité à RFO, il trouvera la poursuite de la réforme des programmes, et l'insertion de RFO dans le nouveau paysage audiovisuel.

« CETTE NOMINATION est l'occasion d'un coup de projecteur sur l'outre-mer. Par ailleurs, à un an des élections législatives, il était préférable de nommer un journaliste qu'un haut fonctionnaire des DOM-TOM à la tête de cette chaîne », commente Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui avait lui-même sollicité Jean-Marie Cavada pour qu'il se porte candidat. Le président de La Cinquième a été nommé, vendredi 7 février, par le CSA, à la tête de Radiotélévision française d'outre-mer (RFO). Il succède ainsi à Gérard Belorgey, nommé en 1994, et qui ne se représentait pas.

Sur les dix candidats à ce poste, quatre seulement ont été auditionnés par les membres du CSA. Lors du vote, M. Cavada l'a emporté par cinq voix contre quatre à Henri Paul, conseiller à la Cour des comptes et directeur des affaires économiques, sociales et culturelles au ministère des DOM-TOM. L'animateur-producteur de « La Marche du siècle », émission vedette de France 3, prendra ses fonctions le 17 février. Il demeurera en même temps président de La Cinquième jusqu'au vote de la loi sur l'audiovisuel, prévu au printemps.

Jean-Marie Cavada prend la direction d'un établissement dont la gestion n'est pas de tout repos. Chargée de produire des programmes de radio et de télévision pour les neuf départements et territoires d'outre-mer, RFO em-

ploie 1 200 personnes. Comme la plupart des sociétés du service public, RFO souffre de restrictions budgétaires. Pour 1997, son budget s'élève à 1,179 milliard de francs, en hausse de 1,2 % par rapport à 1996. L'année précédente, RFO avait bénéficié d'un « coup de pance » de 4 %. « Notre budget n'est pas en adéquation avec notre mission de service public outre-mer. L'Etat doit prendre ses responsabilités en donnant à RFO les moyens de ses missions », estiment les syndicats.

Ces dernières années, pourtant, une réforme de la chaîne avait été engagée, portant notamment sur les programmes et sur les équipes

ments. Lors d'une déclaration devant le comité d'entreprise de RFO, mercredi 15 janvier, Gérard Belorgey avait considéré comme un « succès » la réforme des programmes qui avait permis de mieux mêler les émissions généralistes de France Télévision et celles de proximité produites par RFO.

NECESSAIRES ADAPTATIONS

Il s'agit aussi de faciliter des progrès réalisés avec la mise en place d'un journal unique d'informations locales, nationales et internationales, venu remplacer deux éditions fabriquées à Paris, pour l'une, et en région pour l'autre. En outre, la production de quelques

magazines et de documentaires avait contribué à redorer le blason de la chaîne dans ce secteur où elle doit faire face à la concurrence de chaînes privées.

Un des grands dossiers que le nouveau responsable de RFO trouvera sur son bureau est celui de l'adaptation de la chaîne des DOM-TOM aux bouleversements du paysage audiovisuel.

A ce propos, M. Belorgey redoutait « un risque d'enfermement, un risque de cantonnement », en évoquant l'absence de RFO dans le capital et le conseil d'administration du futur pôle extérieur audiovisuel, confié pour l'instant à Jean-Paul Chuzel, président de Ra-

dio France Internationale (RFI). RFO devra aussi se faire une place dans les bouquets de programmes numériques.

Pour faire face à ces défis, M. Cavada devra compter avec un personnel assez rétif aux réformes. Doublement protégés par la convention de l'audiovisuel public et par le statut des DOM-TOM, les journalistes, les techniciens et le personnel administratif de cette chaîne savent faire valoir leurs droits. Au début de l'année dernière, M. Belorgey avait dû faire face à une longue grève, après que le gouvernement eut donné son feu vert à un plan social prévoyant la suppression de 27 emplois.

Jean-Marie Cavada aura peut-être aussi à se protéger des influences politiques. En 1994, François Giquel, alors président de RFO, avait démissionné de ce poste, en déclarant que « des pressions très fortes [avaient] été exercées tant par le ministre de la communication que par celui des départements et territoires d'outre-mer » pour le remplacement de certains collaborateurs.

Le nouveau président de RFO pourra-t-il enfin s'acquitter de toutes ces tâches tout en continuant, comme il l'a indiqué lui-même, de présenter « La Marche du siècle », sur France 3 et « Philo... l'âme ! », l'émission qu'il consacre à la philosophie sur France-Inter ?

RMC et Sud-Radio étudient les modalités d'un rapprochement

APRÈS trois échecs successifs de sa privatisation, RMC va négocier un « mariage de raison » avec Sud-Radio. Des discussions sont en effet en cours pour « un éventuel rapprochement entre les groupes RMC et Sud-Radio », ont annoncé, vendredi 7 février, les ministères de l'économie et de la culture. Les syndicats CFDT et SNJ des deux stations ont fait connaître leur intérêt pour ce projet.

« La logique d'entreprise et les obligations capitalistiques, commerciales et industrielles sont la seule manière de ne pas être écrasés sur le marché difficile des radios », explique Georges Vanderschmitt, administrateur délégué de RMC et PDG de la Sofrad, la holding publique qui détient le groupe RMC à 83,3 %. Le rapprochement entre les deux radios du sud de la France devrait se bâtir autour d'une holding dans laquelle l'Etat conserverait la majorité. Les autres actionnaires seront la principauté de Monaco, qui détient déjà 17 % de la Sofrad, et Sud-Radio, qui avait été candidate à la privatisation de RMC.

Les discussions devraient notamment porter sur « les synergies et les complémentarités entre les deux groupes ». Si une fusion entre les deux antennes semble pour l'instant exclue, des mises en commun de moyens devraient être recherchées dans plusieurs domaines, dont celui de la publicité. Actuellement, chacune des deux stations a sa propre régie. RMC travaille avec Europe 1 dans l'ouest, et Sud-Radio avec IP, du groupe Havas.

Le point le plus difficile sera sans doute celui de la répartition du capital entre les deux partenaires et leur droit de regard sur leur gestion respective. Le groupe RMC, qui détient des participations dans Nostalgie et dans Radio-Montmartre, réalise un chiffre d'affaires de 200 millions de francs et une audience de 7,9 % dans les trois régions de Midi-Pyrénées, Aquitaine, Languedoc-Roussillon. Sud-Radio, qui appartient au groupe pharmaceutique Pierre Fabre, annonce un chiffre d'affaires de 100 millions de francs et 12,9 % d'audience.

« La logique industrielle prime sur la logique capitaliste. Mais si un jour l'Etat veut céder tout ou partie de ses participations nous serons les candidats naturels pour cette reprise », prévient Pierre-Yves Revol, PDG de Sud-Radio. Une manière de dire que la privatisation de RMC est en filigrane de cette opération.

F. Ch.

Un moine-soldat de la télévision

A L'ANTENNE, le présentateur de l'émission « La Marche du siècle » depuis presque dix ans peut être tranchant, voire autoritaire ou maladroit. Ce qui n'empêche pas sa compétence.

PORTRAIT

Trente-six ans, de fidèles amitiés et de solides inimitiés

ni au sérieux d'une émission chouchoutée par le public et par les professionnels. En privé, Jean-Marie Cavada, cinquante-six ans, dont trente-six passés dans l'audiovisuel, est cour-

tois, attentif et surtout passionné.

Ses deux ans de présidence de La Cinquième se sont traduits par une réussite, tant sur le plan de la programmation que sur celui de l'animation d'une équipe restreinte de 150 personnes. Ils attestent aussi de sa conception de la télévision de service public : rien de ce qui est banal ne doit lui être étranger, dans un alliage de reportages-démonstrations et de témoignages-réflexions.

Natif des Vosges, il n'a jamais oublié son passé d'orphelin et d'adoption de ses parents nourriciers. Il a été de toutes les antennes : bureau de l'ORTF de Nancy, en 1960 ; France Inter, en 1969 ; présentation du journal d'Antenne 2, en 1972 ; rédaction en

chef de RTL, en 1977 ; direction de l'information à TF1, en 1981 ; direction d'Antenne 2, en 1986. Sans oublier le privé : Parafance, et le projet de télévision de Robert Hersant (TVS), en 1985.

Cette connaissance du microcosme audiovisuel a valu à Jean-Marie Cavada de fidèles amitiés et de solides inimitiés. Et une rivalité mémorable avec Jean-Pierre Elkabbach, qui le devança pour la succession d'Hervé Bourges à la présidence de France Télévision, en 1993. Il fut aussi député qu'on lui prête Jérôme Clément (Arta) pour présider le futur ensemble La Cinquième - Arta.

Yves-Marie Labé

Françoise Chivot

Rumeurs de vente des Publications de la Vie catholique

LES PRINCIPAUX actionnaires des Publications de la Vie catholique (Télérama, La Vie, etc.) seraient prêts à céder leurs participations. La famille du fondateur du groupe, Georges Hourdin, âgé de 98 ans, qui détient 27 % du capital, et celle de Michel Houssin - membre du conseil de surveillance du Monde - qui en possède 15 %, « se posent des questions sur l'avenir du groupe », comme l'indique Michel Houssin, qui précise que « rien n'est fait ».

La famille Hourdin devrait décider le 15 mars si elle vend ses parts. Plusieurs contacts ont été pris avec l'autre groupe de communication catholique français, Bayard Presse.

Etant donné l'âge de son fondateur, la question de l'avenir de ce groupe créé en 1945 par Georges Hourdin et Ella Sauvageot est posée depuis longtemps. Mais ni Georges Hourdin, ni ses sept enfants, ni Michel Houssin ne s'étaient résignés à vendre. La décision s'approche aujourd'hui.

La nouvelle a suscité une vive émotion dans

le personnel de l'entreprise, qui détient 18 % du capital. Dans un communiqué, les syndicats du groupe (CFDT, SNJ, CGT) « tiennent à rappeler leur profond attachement aux valeurs sociales et philosophiques qui fondent l'entreprise de presse créée par Georges Hourdin en 1945. Et, surtout, elles appellent à volonté manifestée par les différentes associations du personnel de ce groupe de sauvegarder l'indépendance des Publications de la Vie catholique ».

Peu connu, le deuxième groupe de presse chrétienne - qui dégage un résultat net en 1995 de 42 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs - a deux bonnes raisons de susciter les convoitises. Le succès grandissant de Télérama (618 592 exemplaires en 1995) ne se dément pas et en fait un des fleurons du groupe et de la presse française. Ensuite, le groupe a mis en place une filière de services, liés à la presse et à l'édition, autour de France Routage et surtout de Presse Informatique, la très profitable société qui gère les abonnements de nombreux journaux et aussi ceux de Canal Plus. PVC

possède également Malesherbes publications, qui édite l'hebdomadaire La Vie et plusieurs journaux religieux. PVC est aussi présent dans la presse destinée à la jeunesse, à travers Fleurus (Perin, Abricot, etc.) et l'édition (Desclee de Brouwer, Cana, Le Cerf, les Librairies de la Procu).

Les deux actionnaires souhaitent une vente de l'ensemble du groupe. Le principal concurrent de PVC, Bayard Presse, est le grand favori à la reprise du groupe. Il est en effet présent dans la presse religieuse, l'édition ou le secteur de la jeunesse. Bayard Presse se refuse à tout commentaire, mais plusieurs contacts ont eu lieu avec l'éditeur de La Croix. Bayard Presse a chargé une banque d'affaires de faire une première évaluation de la société.

PAS DE PLAN LE MONDE-CANAL

Si Le Monde devait se porter acquéreur à la reprise du groupe, il le ferait en association avec différents partenaires minoritaires. Selon la direction du Monde, « il n'y a pas de plan de reprise Le Monde-Canal Plus. Si des dis-

cussions devaient s'engager, elles ne pourraient porter que sur les conditions d'un rapprochement des deux groupes, nées d'une même philosophie, dans le respect du dogme de l'indépendance éditoriale ».

Le président du directoire, Jacques Bayet, et le directeur général, Jacques Giraud, ne cachent pas leur volonté d'assurer la pérennité du groupe, qui doit changer de statut cet été, pour devenir une société avec PDG et conseil d'administration. L'hypothèse d'un changement de nom est également évoquée.

Les associations de personnel veulent défendre leur indépendance. Les organisations syndicales assurent qu'elles « détermineront leur position relativement à trois principes intangibles : le maintien de l'emploi et de la politique sociale pour les 2 000 salariés du groupe, la préservation de l'indépendance éditoriale, notamment par le renforcement du pouvoir des équipes rédactionnelles (droit de veto), pour chocquer des publications ».

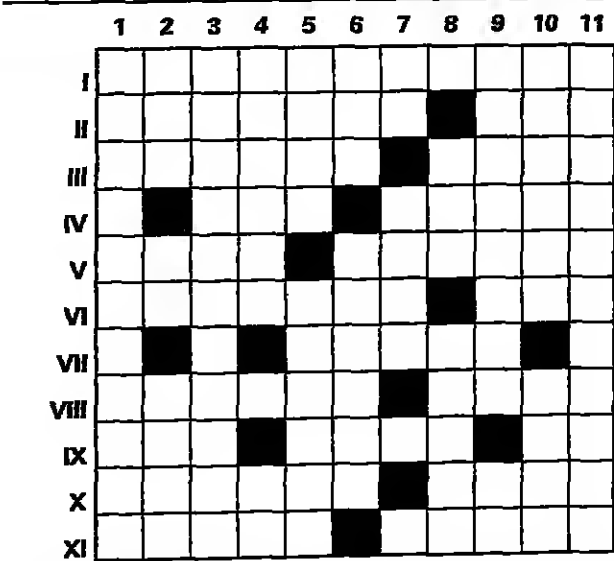
Alain Salles

F. Ch.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97018

3615 LEMONDE, tapex SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Du Portugal ou d'ailleurs, on ne les voit plus aujourd'hui au bord de la rivière. - II. Commun aux deux sexes. Même brisé, il peut marquer le triomphe. - III. Un centenaire quel- quefois fatigué qui a encore de belles années devant lui. Barre d'écarte- ment. - IV. Entre les jambes du cheval. Mit fin aux activités. - V. Surveille le blé qui fait de même. Grand voyageur de commerce international. - VI. Duc d'Isly et d'ailleurs, il battait ferme en Afrique du Nord. Jeune fille bien née prête pour le grand saut. - VII. Bon pour ravalier la façade. - VIII. Délicatement mis en couleur. Homme a été le plus grand. - IX. Il faut doubler la dose pour nous endormir. Une des ques- tions du test. Donne le choix. - X.

L'avant du bâtiment. Dramatique quand elle nous tient au ventre. - XI. Passe l'écluse. Préparé comme des ânes.

VERTICALEMENT

I. Ils n'ont même pas besoin de broches pour crier les pompes. - 2. Jolie pomme dans sa robe rouge.

Forme de pouvoir. Se présente à la cour. - 3. Le rôle des mères est plus important que celui des pères pour ces professionnels. - 4. Comme une lame et aussi comme une langue. Y passer, c'est rester dans l'oubli. - 5. Saveurs vietnamiennes. Tranche de vie avant la retraite. - 6. Lecture quotidienne strasbourgeoise. Nettoyé médicalement. - 7. A la fin de la partie. Fort civil depuis Napoléon. - 8. Grand cavalier sudiste monté à l'envers. Vaste plaine américaine ouverte aux cavaliers. - 9. D'origine populaire, on la retrouve au concert. Inclut une liaison. - 10. Chez cet intellectuel, l'Europe était déjà une réalité. Le précédent l'était. - 11. Jouent avec les lettres, croisent les mots mais ne font pas de mots croisés.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97017

HORIZONTALEMENT
1. Jaculatoire. - II. Alunir. Ecu. - III. Rivière. Ost. - IV. Désse. An. - V. Inès. Sabote. - VI. Nil. Opte. Cap. - VII. ISBN. Afflu. - VIII. ETA. Ct. Laps. - IX. Renvoi. Asis (sais). - X. Cooptée. - XI. Saisonnière.

VERTICALEMENT

1. Jardiniers. - 2. Alléniste. - 3. Curvée. Banul. - 4. Unisson. - 5. Liés. Coco. - 6. Arrestation. - 7. AER. On. - 8. Oe. AB. Plapi. - 9. Iconoclaste. - 10. Rus. Taupier. - 11. Estrassée.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0950-2027

Imprimé au Monde 12, rue M. Gounou 94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Dominique Alday

Directeur général : Gérard Monz

133, avenue des Champs-Élysées 75400 Paris cedex 08

Tél : 01 44 43 78 00 Fax : 01 44 43 77 30

ÉCHECS

N° 1725

TOURNOI INTERNATIONAL DE PAMPELUNE (1997)

Blancs : J. Speelman.

Noirs : P. Cramling.

Défense est-indienne.

1.f4	c6	18.g4	b7(f)
2.c3	g6	19.gx5	bxc4
3.g4	f7	20.cxd4	cxd5
4.c3	0-0	21.Td5	cxd3
5.fg5(g)	d6	22.Txd6	d7
6.f5	c5	23.bxc3	Te4
7.f5(h)	c5(c)	24.Td8	Txd8
8.c4	b6	25.c6	g5(f)
9.f4	c6(f)	26.fg4	gxf4
10.f4	c7	27.f4	c6
11.f4	d7	28.f4	c6
12.f4	d7	29.f4	c6
13.f4	d7	30.f4	c6
14.f4	d7	31.f4	c6
15.f4	d7	32.f4	c6
16.f4	d7	33.f4	c6
17.f4	d7	34.f4	c6

NOTES

a) Un système cher au grand maître anglais, solide et apparemment tranquille : 5. f5 et 6. g5.

b) Après 7. dxc5, dxc5 : 8. Dxd8, Txd8 ; 9. fxd8, fxd8 ; 10. Cd5, Cxd5, les Noirs n'ont rien à craindre. Sur 7. h3, les Noirs peuvent répondre 7... Cc6 ou 7... f5.

c) La fermeture du centre favorise plutôt les Blancs. Mieux vaut ouvrir des lignes sur l'aile-D, qu'à sacrifier un pion ; par exemple, 7... a6 ; 8. Cd2, b5 ; 9. cxb5, axb5 ; 10. fxb5, f6 ; Ou aussi 7... b5 tout de suite, ou encore 7... Dd6 ou 7... h6 ; 8. f4, Dd6 ; ou enfin 7... Da5 suivi de a6-b5.

a) La méthode lente pour préparer l'avance b7-b5.

b) Menace 13... g5 et 14... f5.

c) Les Noirs ont récupéré le centre (d4 et e4), mais leur structure de pions est affaiblie en d6 et en g6.

d) La clef de la stratégie des Blancs : faire exploser la chaîne g6-h5 par l'avance g2-g4.

e) Seule possibilité pour les Noirs : la contre-attaque b7-b5.

f) Un coup trop tard.

g) Les Noirs se défendent avec acharnement et sont sur le point de retrouver leur équilibre.

h) Il est nécessaire de bloquer le pion f5. Si 29... Dxc7 : 30. Cc7+.

i) 30... f6 valait mieux, même si la suite 31. Dxd4, Td1+ ; 32. Rf2, Td2+ ; 33. Rg3, Dd7 ; 34. Dd6+ est favorable aux Blancs.

m) Si 33... Dxc3 ; 34. Dxc3 (34. Cxd8, Dd1+), Td1+ ; 35. Rf2, fxc3 ; 36. f6+ ; Rh8 ; 37. f7, avec gain.

n) Si 34... Dxc3 ; 35. Dxc3, fxc3 ; 36. f6+ ; et 37. f7. Et si 34. Tg8 ; 35. Dd7+ ; Rh8 ; 36. Tg8+ ; Rg8 ; 37. Dd8+.

o) Si 35... f5 ; 36. Cxg5+ ; hxc5 ; 37. Dxc5, Tb1+ ; 38. fxb1, Dd1+ ; 39. Rh2, Df2+ ; 40. Dg2+ ; Df4+ ; 41. Tg3.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1726

M. LIPTON (1966)

(Blancs : R6, T7 et d6, C5 et h7, F7. Noirs : R8, Td et e2, F3, C5. Mat en deux coups.)

L'interception Novotny consiste, pour les Blancs, à sacrifier une pièce sur le point d'intersection de visée de deux pièces noires ; quand une des

deux pièces noires prend la pièce sacrifiée, elle intercepte l'autre pièce noire, ce qui conduit au mat. Même mécanique si c'est l'autre des deux pièces noires qui prend.

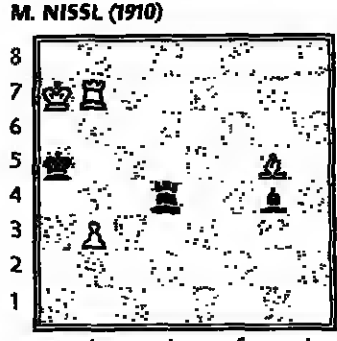
La case d'interception de la Td2 et du F3 est la case d5. D'où l'essai 1. f657, menaçant 2. Cg7 mat et 2. Td7 mat, qui est réfuté par 1... C-b7.

De même pour la Td1 et le F3, dont la case d'interception est la case d4. Essais : 1. Cd47, menaçant 2. Cf6 mat et 2. Td8 mat, mais 1... Tc7 ou bien 1. Td47, menaçant 2. Cd6 mat et 2. Cf6 mat, 1... T6d1 (et non 1... C347 ; 2. Td7 mat).

La clef : 1. f641, avec la double menace imparable 2. Cg7 mat et 2. Td8 mat.

ÉTUDE N° 1727

M. NISSL (1910)



Blancs (4) : Ra7, Tb7, Fg5, Pb5.

Noirs (3) : Ra5, Td4, Fg4.

Mat en six coups.

Claude Lemoine

Se distinguer sans se faire remarquer dans l'entreprise



José Levv.

Jacques Brunel



M. Ch.

les chemins de la...

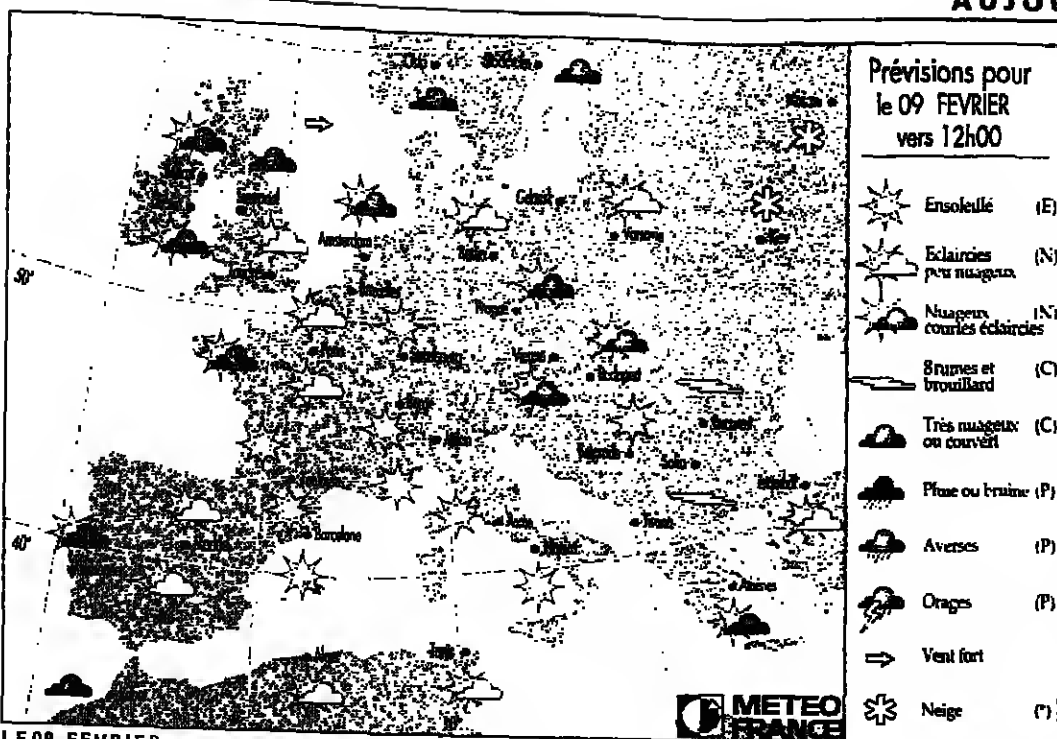
Michèle Champenois

★ Cahiers souples en papier bible (75 F) ; couverture nacrée et papier journal (40 F) ; couvertures lézard, sept colors, à partir de 47 F ; cahiers épais en papier recyclé et parchemin six couleurs (135 F). Marie-Papier, 26, rue Vavin, Paris 6°. Tél. : 01-43-28-46-44. Télécopie : 01-43-21-91-02. Et aussi, 233, Elizabeth Street, à New York.

chaque semaine
retrouvez
la rubrique
"ESPACE BOUTIQUES"
contactez le :
☎ 01.44.45.76.28
(Fax : 01.44.45.77.51)

sel
édie
pas
ti socialiste

سكنا من الامل



LE 09 FÉVRIER		Prévisions pour le 09 FÉVRIER vers 12h00	
Temps/Températures minima/maxima			
FRANCE			
métropolitaine			
AJACCIO	E/2/16	DAKAR	E/22/29
BIARRITZ	E/-1/14	KINSHASA	N/19/30
BORDEAUX	E/-2/13	LE CAIRE	P/2/16
BOURGES	E/-2/11	MARAKETCH	C/10/16
CAEN	N/5/10	NAIROBI	N/19/28
CHERBOURG	N/3/9	PRETORIA	C/16/25
CLERMONT-F	E/-1/10	RABAT	C/10/16
DIJON	E/-1/10	TUNIS	N/10/13
GRENOBLE	E/-1/10		
LILLE	N/3/9	ASIE-OCEANIE	
LIMOGES	E/0/13	BANGKOK	E/15/30
LYON	E/-3/9	BOMBAY	E/17/24
MARSEILLE	E/0/14	DJAKARTA	P/26/27
NANCY	E/-1/8	OSAI	E/13/22
NANTES	E/1/9	HANOI	N/12/22
NICE	E/6/16	HONGKONG	E/13/22
PARIS	N/1/10	JERUSALEM	N/4/12
PAU	E/-1/13	NEW DELHI	E/4/17
PERPIGNAN	E/0/13	PEKIN	E/-14/-7
RENNES	N/3/10	SEOUL	E/-3/3
ST-ETIENNE	E/-3/9	SINGAPOUR	N/25/28
STRASBOURG	E/-2/9	SYDNEY	E/20/29
TOULOUSE	E/-1/13	TOKYO	N/1/7
TOURS	E/0/11		
FRANCE outre-mer		AMERIQUE	
CAYENNE	P/23/26	BRASILIA	E/18/26
FORT-DE-FR.	P/26/27	BUENOS AIRES	P/24/29
NOUMEA	P/25/26	CARACAS	N/22/26
PAPEETE	P/27/28	CHICAGO	E/-7/-5
POINTE-A-PIT.	P/26/27	LIMA	C/16/20
ST-DENIS-REU.	P/26/27	LOS ANGELES	E/5/14
EUROPE		MEXICO	N/8/18
AMSTERDAM	N/4/8	MONTREAL	E/-17/-9
ATHENES	N/8/10	SAN FRANC.	E/8/13
BARCELONE	E/5/12	SANTIAGO	E/8/21
BELFAST	N/8/9		
BELGRADE	E/-7/5	AFRIQUE	
BERLIN	N/-2/6	ALGER	N/7/13
BERNE	E/-7/5		
BRUXELLES	N/6/8		
BUCAREST	C/-7/1		
BUENOS AIRES	N/-8/2		
COPENHAGUE	C/1/5		
DUBLIN	N/8/10		
FRANCFORT	N/-1/5		
GENEVE	E/-4/4		
HELSINKI	*/-3/0		
ISTANBUL	N/2/4		
KIEV	*/-3/1		
LISBONNE	N/7/13		
LIVERPOOL	C/7/10		
LONDRES	N/5/10		
LUXEMBOURG	N/-2/6		
MAORID	N/-3/7		

Beaucoup de soleil

UN PUISSANT ANTICYCLONE s'est installé pour plusieurs jours de la France à l'Europe, et protège notre pays des perturbations atlantiques. Une perturbation située sur le sud des îles Britanniques ne donnera que quelques passages nuageux au Nord.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le ciel sera très nuageux le matin, et il y aura des brouillards par endroits. L'après-midi, les nuages et les éclaircies alterneront. Le vent de sud-ouest sera modéré en Manche. La température maximale sera proche de 9 à 12 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les brumes ou les brouillards seront fréquents au lever du jour et ne se dissiperont qu'en cours de matinée. Sur l'Ile-de-France et le Centre, malgré des passages de nuages élevés, le soleil sera prédominant. Ailleurs, les nuages alterneront avec des éclaircies, plus belles l'après-midi. Le thermomètre marquera 8 à 10 degrés au meilleur moment de la journée.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-

Comté. - Les brumes et les brouillards, parfois givrants, seront nombreux en début de matinée, puis le soleil brillera largement toute la journée. Les températures seront douces pour la saison avec 8 à 10 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Après dissipation de quelques brumes ou brouillards locaux, la journée s'annonce bien ensoleillée. Le vent de sud-ouest dominant sera faible près des côtes. Il fera doux pour la saison, avec 11 à 13 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Ce sera à nouveau une journée placée sous le signe du grand beau temps et du soleil. Quelques brumes ou brouillards locaux masqueront, par endroits, le soleil, le matin, mais ils se dissiperont rapidement. Les températures maximales avoisineront 9 à 12 degrés.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil et la douceur persisteront sur l'ensemble des régions. Le vent de sud-ouest à ouest sera faible près des côtes. Ce sera la grande douceur, avec 15 à 18 degrés près du littoral.

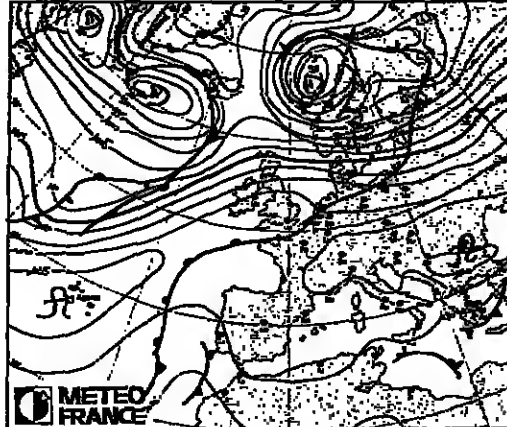
LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ESPAGNE.** Une grève illimitée des chauffeurs routiers affecte, depuis jeudi 6 février, le nord de l'Espagne, principalement le Pays basque, où les camionneurs ont bloqué plusieurs axes routiers, provoquant des bouchons de plusieurs kilomètres du côté français. Le mouvement est de moindre ampleur dans les autres provinces. - (AFP)

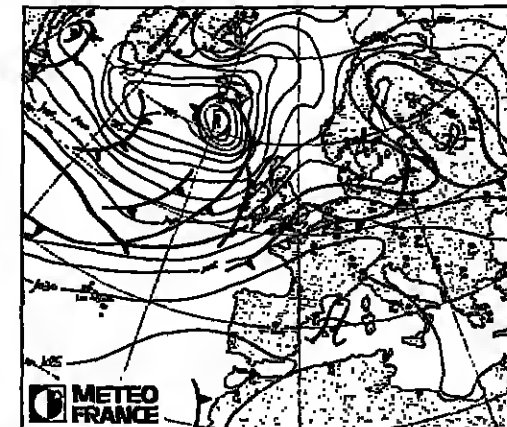
■ **FRANCE.** Huit syndicats et associations de taxis ont appelé à une manifestation mardi 11 février, à Paris, afin de protester contre la « baisse des recettes ». - (AFP)

■ **BIRMANIE.** Malaysia Airlines a inauguré récemment au départ de Paris deux vols hebdomadaires à destination de Rangoon, capitale de la Birmanie, avec escale à Kuala Lumpur. Le nombre de vols hebdomadaires non-stop entre Kuala Lumpur et Rangoon est ainsi porté, en vertu d'un accord de pool avec Myanmar Airways, à quatre.

■ **AVION.** A la suite d'un ennuï de réacteur, un Concorde de la compagnie British Airways a dû effectuer un atterrissage d'urgence (qui s'est bien passé) à Halifax (Nouvelle-Ecosse). - (Reuters)



Situation le 8 février



Prévisions pour le 10 février

PRATIQUE

Voyager à prix réduit avec la SNCF

Il faut être négligent ou distrait pour payer le plein tarif en chemin de fer

MOINS d'un tiers des clients de la SNCF voyagent à plein tarif. Les autres bénéficient de tout un éventail de réductions à caractère social (billet de congé annuel, familles nombreuses) ou commercial. Les rabais vont de 15 %, sur les « trains verts », à 50 % avec les cartes Kiwi, Vermeil et Carissimo.

On distingue deux types de réductions commerciales : celles qui sont offertes à tous, à condition de respecter certaines conditions (couple, séjour, joker, trains verts) et celles qui s'adressent à des publics déterminés (jeunes, familles, troisième âge) et nécessitent l'achat d'une carte. Ces dernières peuvent offrir des trajets à demi-tarif... à condition de ne pas voyager en période de pointe.

● La carte Kiwi permet aux accompagnateurs (quatre au maximum) d'un enfant de moins de seize ans de bénéficier d'une réduction de 50 %. L'accès aux TGV les plus demandés (niveaux 3 et 4) est limité, mais dans des proportions finalement très raisonnables : moins d'un train sur dix offre moins de 20 % de places à tarif réduit.

● La carte Vermeil, première au hit-parade des utilisateurs, puisqu'elle concerne 9,5 millions de voyageurs, permet aux plus de soixante ans d'obtenir 50 % de réduction en première et deuxième

classe. Les limitations sont plus sévères que dans le cas précédent : plus d'un quart des TGV proposent moins de 20 % de places à tarif réduit. S'il ne reste plus de places à 50 %, les possesseurs de la carte Vermeil pourront malgré tout voyager, mais avec une réduction de 20 % seulement. Il en va de même du Carissimo pour les seize-vingt-cinq ans.

● Le Joker permet de réduire substantiellement le prix du billet de seconde, sur de nombreuses destinations, à condition de réserver à l'avance : au moins huit jours pour le Joker 8, qui donne droit à 30 % de remise, au moins trente jours pour le Joker 30 (50 % de réduction environ). En période de pointe, il n'y a aucune place Joker 30 sur les TGV de niveaux 3 et 4. Le billet n'est pas échangeable et il est remboursable quatre jours avant le départ, moyennant une retenue de 30 %.

● Le billet séjour, pour lequel la SNCF ne fait guère de promotion, permet d'obtenir une réduction de 25 % pour un aller-retour d'au moins 1 000 kilomètres, en seconde ou en première classe, à condition qu'il y ait une fraction de dimanche entre les deux trajets. Ce billet, utilisable aussi bien pour un week-end que pour un déplacement de deux mois, est remboursable et échangeable. Il

peut aussi autoriser un détour ou un arrêt en cours de route, mais si celui-ci est supérieur à vingt-quatre heures, on doit scinder son billet.

● Les possesseurs de la carte couple (définie gratuitement, y compris aux concubins) bénéficient chacun d'une réduction de 25 % à condition de voyager... ensemble, en première ou deuxième classe. Ce tarif n'est malheureusement plus cumulable avec une autre réduction, comme à l'époque où l'on pouvait partir à deux avec 50 % de réduction, l'un avec un abonnement demi-tarif, l'autre avec la carte couple, qui accordait à l'époque 50 % au partenaire.

DEUX LOGIQUES OPPOSÉES

La SNCF souhaite remplir les trains dans les moments creux et limiter les places à prix réduit pendant les périodes de pointe (grands départs, « ponts », vacances scolaires) dans les trains les plus demandés (les TGV Paris-province du vendredi soir par exemple). Le calendrier qui préside à cette répartition est élaboré en fonction du trafic des années précédentes. La démarche consiste à assigner à chaque train un volant de places à tarif réduit, en fonction du taux de fréquentation escompté, quitte à accorder une rallonge au dernier moment, si le train n'a pas fait le plein.

Les associations d'usagers des transports déplorent le manque de transparence. Deux logiques s'opposent : d'un côté, la clientèle qui exige plus d'informations, et

de l'autre, la SNCF qui souhaite avoir les coudees franches pour remplir au mieux les trains où il reste des places. « Le système des trains classiques assésués au calendrier bleu et blanc limite l'accès à prix réduit les week-ends, alors qu'il y a parfois des places disponibles », remarque Christian Vincent, de la direction grandes lignes.

Les réductions se raréfient à l'approche des grands départs et il est prudent de s'y prendre le plus tôt possible : deux mois à l'avance pour les billets délivrés au guichet, et jusqu'à six mois en réservant par correspondance. Il faut pour cela retirer un imprimé spécial dans un point de vente et verser un acompte. Actuellement, la SNCF s'est attelée à une simplification de ses tarifs ; espérons que celle-ci ne se traduira pas par une rarefaction des réductions : la dernière nouveauté, les « trains verts », a l'avantage de la souplesse (réservation facultative, y compris dans les TGV) mais la réduction n'est que de 15 %. De plus, si l'on voyage de nuit, il faut acquiescer le prix entier de la couchette.

Michaëla Bobasch

RECEVEZ LE MONDE

chez vous pendant 3 mois

3 MOIS 536 F

BULLETIN - RÉPONSE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F

au lieu de 546 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

* plus de 6000 titres au monde

Je joins mon règlement soit : ☐ F 701 MO 004

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Coda postal :

Localité : Pays :

TARIFS MONS FRANCE

	Belgique	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 AN	2 086 F	2 860 F	3 890 F
6 mois	1 123 F	1 680 F	2 290 F
3 mois	572 F	790 F	1 190 F

Le Monde (ISSN 0183-9128) est publié 5 fois par semaine, 2 fois par semaine pendant les vacances scolaires. Les abonnements sont payés en France. Les abonnements étrangers sont payés en devises. Les abonnements sont payés en France. Les abonnements étrangers sont payés en devises.

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphones : 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue de Général-Ledoux 93410 Charenty-le-Pau

Les chemins de la réservation

● Par Minitel : 3615 ou 3616 SNCF (1,29 F la minute). Efficace, sauf en période de pointe : il faut effectuer toute la procédure, avant d'apprendre parfois qu'il n'y a pas de place. Ne permet pas de réserver les billets séjour, car il ne prend pas en compte le critère des 1 000 km.

● Par téléphone : 08-36-35-35-35, de 7 heures à 22 heures (2,23 F la minute), en passant la commande au moins quatre jours ouvrables avant le départ et en réglant par carte bancaire, on peut se faire envoyer le billet chez soi.

● Délais de retrait du billet commandé par téléphone ou Minitel : neuf jours avant le

départ (J-9), on dispose de 7 jours pour retirer le billet. De J-8 à J-3 : deux jours. A J-2 : trente minutes avant le départ du train.

● Les automates points de vente : machines pour acheter ou échanger un billet. Attention, pour éviter les fraudes, ce système, incompatible avec celui des guichets, ne permet qu'un seul échange. Si vous n'êtes pas certain de votre heure de départ, préférez l'achat au guichet, où les échanges sont possibles à volonté.

● Adresse utile : la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut) 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, tél. : 01-43-35-02-83.

Retrouvez nos offres d'emploi

3615 LEMONDE

ARTS C'est en Angleterre que les amateurs de Georges Braque (1882-1963) devront se rendre, et plus précisément à la Royal Academy de Londres où, jusqu'au 28 mars, ils

pourront découvrir quarante-cinq de ses toiles peintes dans les vingt dernières années de sa vie. ● JOHN GOLDING, historien d'art et éminent spécialiste du cubisme, est

le commissaire de cette exposition. Il a regroupé les œuvres dans quatre salles assez vastes pour tenir les toiles à distance les unes des autres. ● VOILA plus de vingt ans

que Paris n'a pas reçu ce familier de Picasso, influencé plus tôt par Van Gogh et Cézanne, comme le montrent ses œuvres tardives. C'est mal se souvenir d'un artiste qui

compta parmi les plus populaires de son vivant et qu'André Malraux, alors ministre de la culture, saluait au Louvre en 1963 à la faveur de funérailles nationales.

Dans l'atelier fascinant de Braque vieillissant

La Royal Academy de Londres expose jusqu'au printemps quarante-cinq toiles peintes par le maître cubiste dans les vingt dernières années de sa vie. Une période de création plus libre et moins « raisonnable » que jamais

BRAQUE, THE LATE WORKS (L'œuvre ultime). Royal Academy, Piccadilly, London W1. Tél. : 00-44-171-494-5615. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures. Fermeture des guichets à 17 h 30. Entrée plein tarif : 5,50 livres (50 F environ). Jusqu'au 28 mars. Catalogue : textes de John Golding, Isabelle Monod-Fontaine, Sophie Bowless. Yale University Press, 17,75 livres.

LONDRES

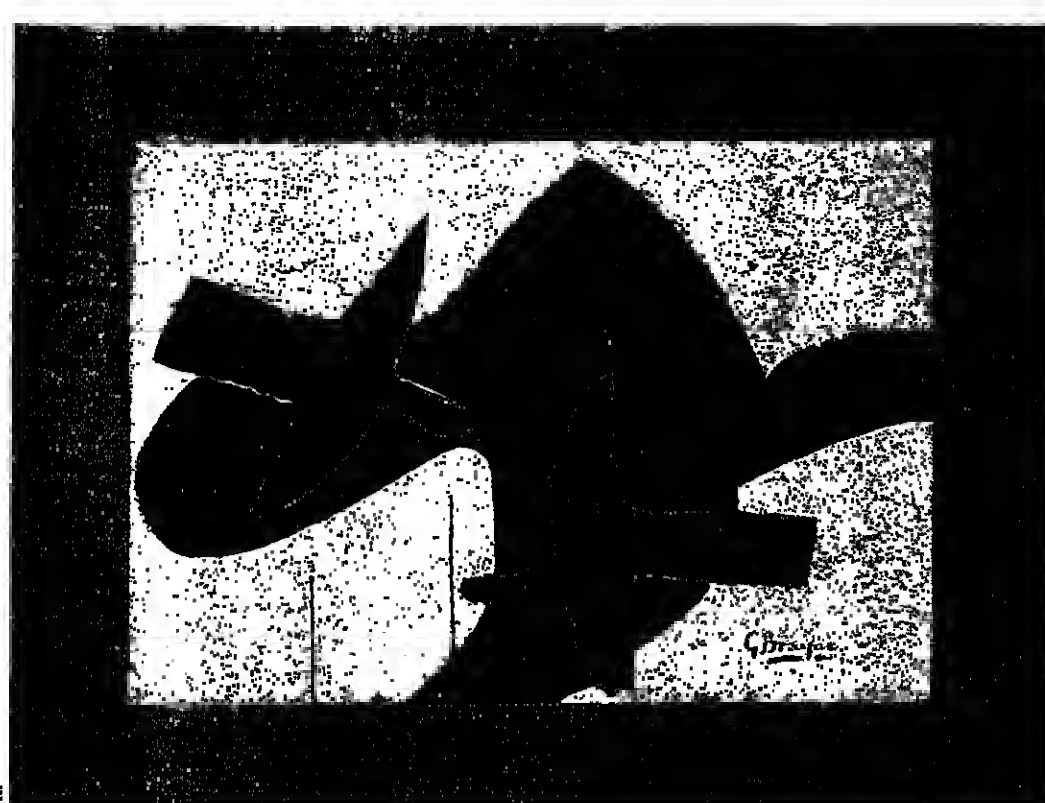
de notre envoyée spéciale
L'exposition tient en quatre salles, mais il y a des sièges pour s'asseoir. C'est que la peinture de Braque n'est pas donnée d'emblée. Il faut du temps pour en explorer les formes en suspens et les matières tenaces qui font la richesse de ce monde complexe, beaucoup plus ouvert qu'il n'y paraît au premier regard, ce premier regard qui justement bute sur d'énigmatiques échafaudages d'objets consécutifs et de plans lourds.

L'organisateur de cet hommage à Georges Braque, John Golding, historien d'art et éminent spécialiste du cubisme, a pris soin, en familiarisant l'œuvre aussi, de mettre les tableaux à bonne distance les uns des autres. C'est qu'un tableau de Braque, fût-il de modeste format, engendre son propre espace que les limites mêmes de la toile, le cadre, parfois peint par l'artiste lui-même, ne ferment pas vraiment. Les murs sont d'un ton vert-de-gris un poil trop soutenu peut-être, mais aptes à répercuter le climat de la peinture et à porter leur charge : quarante-cinq tableaux.

UNE PÉRIODE MAL AIMÉE

Quarante-cinq tableaux seulement ? Ce n'est pas là la rétrospective monstre susceptible de décrocher un record de fréquentation, dira-t-on. Pourtant, l'événement est là, bien là. Pour la première fois est donnée l'occasion d'appréhender le plus complètement qui soit la période mal aimée et méconnue de l'œuvre : le Braque des vingt dernières années. Un Braque vieillissant qui n'a décidément rien à prouver, et qui s'avère beaucoup moins sage qu'on ne le pense ; il n'a plus grand chose à faire des règles, entretient l'émotion. Nombre d'œuvres rassemblées, les deux tiers au moins, viennent de France, de collections privées surtout, auxquelles il n'est pas facile de les arracher. Signe que l'on vit bien avec, signe d'oubli aussi.

D'ailleurs, l'exposition ne viendra pas en France. On doit le regretter. Depuis quand Paris n'a-t-il pas fêté l'artiste ? Plus de vingt



« Les Oiseaux noirs », 1956-1957, collection Maeght.

ans. C'est beaucoup. Injuste. Beaucoup plus que le temps de purgatoire concevable dans le cas d'un artiste archi-célèbre à sa mort, comme l'était Braque en 1963, qui a eu les honneurs de funérailles nationales et d'une oraison funèbre d'André Malraux au Louvre.

L'exposition, par contre, ira à Houston, à la Fondation Menil, qui conserve le *Grand Intérieur* de la palette de 1942, présenté à la Royal Academy dans la salle consacrée aux peintures réalisées pendant l'Occupation. Sombres et sourdes peintures aux couleurs de bois et de terres brûlées, d'ocre, de

glaises et de bourbiers, à très peu d'exceptions près. La pensée de la mort y fait son apparition, crâne, figure de vanité, fondu dans une nappe en vis-à-vis d'un pichet modelé en fort relief, de ces binômes formels que le peintre se plaît à promener de coins de table en ateliers. La mort restera là, moins explicite cependant, présente dans la teneur des ombres, dans la forme de la palette, envisageable dans la salse de quelque oiseau noir dans le bleu du ciel maçoné, ou encore dans le poids de tel nuage sur le rivage ou sur la plaine. Des images du temps non plus de l'histoire, mais de la vie, au rythme des jours

et des nuits. Dans le silence de l'atelier, ou à l'approche du paysage retrouvé.

Pas plus qu'avant, Braque ne peint des sujets bien glorieux. Des tables, des pichets, des vases, une lampe, les objets familiers de la maison ou de l'atelier : la palette est là, qui circule d'un tableau à l'autre, emblème de la peinture et du peintre confondus, dont la forme vive, gloutonne, animale, anthropomorphe, peut contenir un potentiel d'obscurité, de vie dans cette formidable suite que sont les *Ateliers* d'une folle complexité. Braque en a peint huit, parfois plusieurs simultanément, le premier commencé

n'étant pas forcément le premier fini. Six d'entre eux ont été réunis, à notre connaissance pour la première fois. A l'exception de *L'Atelier VIII*, Braque les peint sombres, en clair-obscur, les comble d'énigmes. Enigmes des objets dotés de plus ou moins de présence, parfois donnés en négatif pour mieux concrétiser l'espace qui les entoure, parfois impossibles à nommer, pour mieux évoquer le passage de la matière à la forme. Mystère de la présence obsessionnelle de l'oiseau dans ces toiles d'intérieur vouées à la peinture de la peinture, et non à ses motifs. Ni à ses motivations, un terrain que Braque, l'introverti préchant pour l'autonomie de la peinture, n'a jamais voulu aborder directement.

CONVIVENCE AVEC VINCENT

Savait-on qu'à la fin de sa vie Braque était fasciné par Van Gogh ? Voilà qui ne correspond nullement à l'image convenue du maître du cubisme et à sa légendaire poodération, une image construite dans l'oubli du peintre fauve qu'il a d'abord été et qui, sur le tard, renoue avec sa jeunesse. Cette pensée de Van Gogh traverse ombre de tableaux, vases de fleurs, fauteuils et petits paysages panoramiques de Varengeville. D'abord en citations, comme dans ces tournesols plusieurs fois encadrés à l'intérieur du cadre, et donnés comme tableau dans le tableau en miroir de la peinture de Vincent qui est devenue prétexte à peindre l'emportement de la couleur. Mais à distance. Dans les paysages, il en va autrement, Braque opère sans filet. Simple. De convivence avec Van Gogh.

A la clé de l'approfondissement du langage dans la somme des *Ateliers*, il y a l'échappée dans le paysage, hors des contraintes formelles. Ici c'est un ciel contre un

Paroles de sage oriental

Braque a consigné, tout au long de sa vie, de brèves pensées que Gaillard a publiées en 1952 sous le titre *Le Jour et la Nuit, cahiers de Georges Braque, 1917-1952*. Voici quelques extraits de cet ouvrage :

- « Je ne fais pas comme je veux, je fais comme je peux. »
- « Il ne faut pas demander à l'artiste plus qu'il ne peut donner, ni au critique plus qu'il ne peut voir. »
- « Le progrès en art ne consiste pas à étendre ses limites, mais à les mieux connaître. »
- « Avoir la tête libre : le concept oubliable. Ce n'est pas à la suite de profondes méditations que l'homme a bu dans le creux de sa main (de la main au verre, en passant par la coquille). »
- « Le vase donne forme au vide, et la musique au silence. »
- « La charrie au repos se roule et perd son sens usuel. »
- « Avec l'âge, l'art et la vie ne font qu'un. »
- « Je n'ai pas à déformer, je pars de l'informe et je forme. »
- « Oubliez les choses, ne considérez que les rapports. »

champ doré, là une vague barque échouée et quelques rochers noyés dans la grisaille. D'obscures splendeurs toutes en pâte chahutée, qui n'ont pas été souvent montrées. La rétrospective de 1994 à la Fondation Maeght en proposait une douzaine. L'exposition de Londres n'en a eu que six. Mais des meilleurs, qui valent tant de l'or. Il faut être complètement bémétique à la peinture ou obsédé par l'image de Braque père du cubisme, un vague reproche que l'on peut faire au commissaire de l'exposition, pour ne pas fonder devant ces modestes vues de la fin des années 50.

Cela dit, le choix des œuvres par John Golding est excellent. Bien qu'il manque quelques œuvres majeures, comme *L'Atelier I*. Mais deux des trois grands *Billards* sont là, avec deux versions plus petites, pour intriguer avec leur cassure en pleine table. Celui du Musée de Caracas surtout, un mastodonte avec ses pieds, qui tangue, pris dans un tourbillon de lignes. Une histoire de mouvement qui ramollit les formes. *La Charrue*, un des tout derniers grands tableaux, avec sa masse rouillée et son ombre dans la lumière d'un champ maçoné au couteau, n'est pas facile non plus à digérer, pas plus que l'étrange *Composition aux étoiles* de 1954-58, exposée pour la première fois en 1990, où l'oiseau médiateur, peut-être un phénix, ne traverse pas le ciel, n'entre ou ne sort pas de l'atelier, mais se trouve cloué au bois de torture, chevalet ou poteau, sur fond de nuit étoilée. Décidément, il y a beaucoup à découvrir à la Royal Academy.

Geneviève Breerette

Eléments d'histoire

- 1882-1900. Braque, né à Argenteuil, vit avec sa famille au Havre. Il devient ouvrier chez son père, entrepreneur de peinture en bâtiment, avant de gagner Paris, où il poursuit son apprentissage de peintre décorateur. Les faux bois de ses papiers collés cubistes vendraient de là.
- 1901-1906. Après son service militaire, il se consacre à la peinture. Il habite Montmartre, traverse l'atelier de Léon Bonnat aux Beaux-Arts, étudie les impressionnistes, il a quelques amis, Dufy, Friesz, Matisse et Derain l'impressionnent. En 1906, il peint ses premiers tableaux fauves.
- 1907-1914. Il peint dans le Midi, à l'Estaque. Découvre Cézanne à Paris. Kahnweiler s'intéresse à lui. Apollinaire l'entraîne au Bateau-Lavoir, chez Picasso, où il découvre *Les Femmes d'Alger*. Jusqu'en 1914, les deux peintres travailleront en étroite intelligence. La guerre met fin à leur collaboration.
- 1915-1917. Mobilisé en 1914, Braque, grièvement blessé à la tête, est trépané. Il travaille aux côtés de Juan Gris. Autre ami, Pierre Reverdy. Il commence à rédiger son *Cahier*.
- 1918-1939. Expose régulièrement chez Léonce Rosenberg, son marchand. C'est l'époque des *Guérillons*, de décors et costumes

pour Diaghilev. En 1929, il fait aménager une maison et un atelier à Varengeville, où il passera chaque été. Le thème des barques sur la plage apparaît dans sa peinture. D'importantes expositions lui sont consacrées, à Bâle, à Bruxelles. En 1939, il se consacre presque exclusivement à la sculpture.

● 1939-1944. Rétrospective dans plusieurs villes des Etats-Unis. L'occupation allemande pousse l'artiste à se réfugier dans le Limousin, puis dans les Pyrénées. A l'automne 1940, il rentre à Paris. Ses nombreux *Intérieurs*, de 1942, sont austères et sombres.

● 1944-1963. A la Libération, Braque retrouve sa maison de Varengeville. Il peint *Le Salon*, le plus vaste de ses *Intérieurs*, commence la série des *Billards*. En 1945, Jean Paulhan publie *Braque, le patron*. Aimé Maeght devient son marchand (1947). Braque peint ses premiers *Ateliers* en 1949 ; le dernier sera achevé en 1956, année d'une grande rétrospective pour le Festival d'Edimbourg, puis à la Tate Gallery de Londres. En 1958, Braque remporte le Grand Prix de peinture à la Biennale de Venise. Malade, il ralentit son travail. Le peintre illustre alors ses amis poètes, Reverdy, Saint-John Perse, René Char. Braque meurt le 31 août 1963. André Malraux prononcera son éloge funèbre au Louvre.

pour Diaghilev. En 1929, il fait aménager une maison et un atelier à Varengeville, où il passera chaque été. Le thème des barques sur la plage apparaît dans sa peinture. D'importantes expositions lui sont consacrées, à Bâle, à Bruxelles. En 1939, il se consacre presque exclusivement à la sculpture.

● 1939-1944. Rétrospective dans plusieurs villes des Etats-Unis. L'occupation allemande pousse l'artiste à se réfugier dans le Limousin, puis dans les Pyrénées. A l'automne 1940, il rentre à Paris. Ses nombreux *Intérieurs*, de 1942, sont austères et sombres.

● 1944-1963. A la Libération, Braque retrouve sa maison de Varengeville. Il peint *Le Salon*, le plus vaste de ses *Intérieurs*, commence la série des *Billards*. En 1945, Jean Paulhan publie *Braque, le patron*. Aimé Maeght devient son marchand (1947). Braque peint ses premiers *Ateliers* en 1949 ; le dernier sera achevé en 1956, année d'une grande rétrospective pour le Festival d'Edimbourg, puis à la Tate Gallery de Londres. En 1958, Braque remporte le Grand Prix de peinture à la Biennale de Venise. Malade, il ralentit son travail. Le peintre illustre alors ses amis poètes, Reverdy, Saint-John Perse, René Char. Braque meurt le 31 août 1963. André Malraux prononcera son éloge funèbre au Louvre.

MAISON GALLET
RECHERCHE TABLEAUX
ANTIENS, MODERNES,
OBJETS D'ART, MEUBLES
ANTIENS, SCULPTURES,
époque ou de style. Estimation
gratuite. Partage de succession.
Déplacements Paris-Provence
71, bd Maistreherbes
75008 Paris. Tél. St Augustin
01.43.87.36.00

HÔTEL DE LA MONNAIE
11, place de la Monnaie, 75001 Paris
figures d'extase
An hommage au Cubisme
EXPOSITION
du 20 janvier
au 10 mars 1997
du mardi au dimanche
de 11h à 17h
MONNAIE DE PARIS

GALERIE JEANNE-BUCHER
53 rue de Seine, 75006 Paris - tél. 01.47.41.00.05
NICOLAS DE STAËL
La peinture et la présentation du
nouveau Catalogue Raisonné
aux éditions Ides et Calendes
jusqu'au 22 février

Chaque semaine
retrouvez la rubrique
**RENDEZ-VOUS
DES ARTS**
Pour vos annonces
contactez le
01.44.43.76.20
(Fax : 01.44.43.77.31)

LE CARGO GRENOBLE
théâtre
La Danse de mort
d'August Strindberg
mise en scène Laurent Pelly
avec
Christine Muriello
Gilles Arbona
Hervé Brigueux
du 4 au 14 février
relâche dimanche
exposition photos
pendant toute la durée
des représentations
Le théâtre de Strindberg
Strindberg à la scène
depuis 1907
entrée libre
réservations 04-76-25-91-91
Le Cargo/C.D.N.A.
4, rue Paul-Claudel

Dans un pays, on
vous montrera le
carnaval mais aussi
ceux qui
mènent
la danse.
Voyage

سكنا من الامل

folle...
d'un éleveur
aire européen

Les chimères légères, voluptueuses et détournées du cirque Plume

La troupe de Besançon donne « L'harmonie est-elle municipale ? » sous le chapiteau de La Villette, à Paris. Elle poursuit sa quête du bonheur avec grâce, humour, poésie et amour

L'HARMONIE EST-ELLE MUNICIPALE ? Mise en scène : Bernard Kudlak. Musique : Robert Miny. Avec : Jane Allan, Alexandre Demay, Valérie Dubourg, Michèle Falvre, Valérie Garçon, Jean-Marie Jacquet, Bernard Kudlak, Pierre Kudlak, Alain Maillet, Rachel Ponsnidy, Jacques Schneider et Brigitte Seppier. PARC DE LA VILLETTE, 211, avenue Jean-Jaurès, 19^e. M^o Porte-de-la-Villette. Tél. : 01-40-43-75-75. Jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, dimanche à 16 heures. 140 F. Durée : 1 h 40. Jusqu'au 16 mars.

Leur premier spectacle s'appelait *En route pour le bonheur*. C'était en 1983, à Besançon. Sous un chapiteau de fortune, deux garçons et deux filles donnaient naissance à ce qui, au printemps 1984, devenait officiellement le cirque Plume. Quatorze ans et quelques tours d'Europe plus tard, les neuf sont devenus treize et présentent, sous un chapiteau de mille places, *L'harmonie est-elle municipale ?* Le temps n'a

rien changé à leur histoire : c'est de la quête du bonheur, toujours, qu'ils entendent parler.

Cette fois, il y a six hommes et six femmes. Les hommes composent l'harmonie, les femmes sont des chipies. Habillées de couleurs vives, comme des Gitanes, l'insolence vrillée au corps, l'érotisme à fleur de regard, elles semblent bien décidées à en découdre avec l'équipe adverse, qui masque ses ruses derrière une banalité masculine de bon aloi. Voilà pour la trame, dont le spectacle se joue allègrement. Au cirque Plume, tout est léger, aérien, à l'image des grands voiles du décor. Tout vole, s'envole - même le vélo saute sur le trampolin. Tout fait musique - scie, basse à vent, tubophone, bouzouki... Jusqu'aux doigts d'une femme qui se transforment en sifflets. Tout devient magie - les jeux d'ombres derrière les voiles, les évolutions splendides d'une fille sur une bouche de lumière.

Une chanteuse souffle doucement avec sa bouche pour faire étinciller la lumière. La fidele

féfend l'air pour éteindre un amour. Un lapin sorti d'un chapeau applaudit de ses deux pattes. Des mains jouent seules sur le clavier du piano. Où est le cirque ? Nulle part, partout. Il n'y a pas de piste mais une scène où le cirque se rêve. Trapèze, sauts, équilibre, acrobatie... toutes les chimères après quoi courent les gens du voyage sont déclinées. Seulement, les « Plume » les détournent : la grâce prend le pas sur la contorsion, la poésie jallit des yeux blancs du plus fou de la bande, Jacques Schneider, l'humour détrône la performance, et, surtout, l'amour est là, beau comme une chanson, fort comme une harmonie, infiniment enfantin.

Quand approche la fin du spectacle, une femme et un homme, nus, se tiennent côte à côte. Le sexe de l'homme est caché entre ses cuisses. La femme prend un arrosoir, verse de l'eau. Le sexe apparaît, deux sourires naissent sur les visages. Et tout se termine par un baiser, avec un air de fanfare pour fêter le grand bonheur d'un soir.

Brigitte Saiton

Corneille et Villégier réaffirment le droit imprescriptible de rire

A l'Athénée, une « Illusion comique » à l'humour enjoué

Jean-Marie Villégier met en scène avec vigueur *L'illusion comique*, de Pierre Corneille, au Théâtre de l'Athénée, à Paris. A partir d'une trame simple, il mul-

tiplie clins d'œil, farces et gags, et réaffirme son goût des formes archaïques, aidé par de somptueux costumes et des acteurs impeccables.

L'ILLUSION COMIQUE, de Pierre Corneille. Mise en scène : Jean-Marie Villégier. Avec : Anne Claire, Jean-Pierre Baudson, François Frapier, Frédéric Laurent, Candy Sautier, Bernard Waver... ATHÉNÉE-LOUIS-JOUVET, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9^e. M^o Opéra. Le mardi, à 19 heures ; du mercredi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-47-42-67-27. Durée : 2 h 50. De 20 F à 150 F. Jusqu'au 8 mars.

Il ne sera pas ici question de magie, de duperie, de forfanterie, mais plutôt de tout cela à la fois, du théâtre en somme, dont les hautes coulisses de bois sont le décor unique et à transformations de cette nouvelle présentation de *L'illusion comique*, de Corneille. Jean-Marie Villégier, docteur ès lettres, est le bon génie de cette entreprise aussi enjouée que de facture traditionnelle. On l'on retrouve toute la sève humoristique de ce perpétuel serviteur du répertoire pré-classique qui multiplie les

clins d'œil, les farces, les gags même, et même cette *Illusion* au bon port du plaisir.

La trame de l'œuvre est simple : un noble mal luné se fâche avec son fils, qui fuit le domicile paternel. Le pater familias, pris de remords, demande l'aide d'un magicien pour l'aider à retrouver le jeune homme. Doué des pouvoirs absolus d'un metteur en scène, Alexandre, sorte de SDF torturé par une sale bronchite, installe Pridamant repenti sur une brouette dégingolée et lui offre de voir l'essentiel de la vie de son fils, le beau Clindor, représentée par des « fantômes » sur la scène d'un théâtre fantasmagorique. On il sera question de théâtre dans le théâtre, comme chez Shakespeare, et même, invention audacieuse, de « théâtre dans le théâtre dans le théâtre », comme le note Villégier dans le programme, puisque Clindor n'aura d'autres ressources que de devenir comédien pour survivre. Et comédien de première classe, enchantant bientôt la capitale à coups de tragédies, au point de briser le cœur des femmes et de séduire le roi...

Villégier mène sa troupe d'une main sûre sur les différents registres de la pièce. Car Corneille se retourne ici sur le passé proche du théâtre, encore imprégné des figures et des règles des comédies latines auxquelles il emprunte le personnage infatué de Matamore, sans pour autant renoncer aux novations de l'écriture du *Cid*, présenté la même année (1636). Villégier dit lui aussi son goût des formes archaïques, du théâtre à machine, du théâtre tout court, terre de grande liberté, aujourd'hui assiégée, que cet homme cultive avec un cœur gros comme ça.

Comme à l'ordinaire, les costumes de Patrice Cauchetier sont d'une beauté à couper le souffle, chaque détail étant rehaussé par les lumières de Bruno Boyer. François Frapier, matamore gascon, ne s'effraie d'aucun ridicule, et Candy Sautier est une jeune servante, Lyse, de grande promesse. Les autres servent avec vigueur cette comédie aux saveurs délicieusement printanières.

Olivier Schmitt

DANS LES GALERIES

ALICIA PAZ
GALERIE VIDAL-SAINT PHALLE, 10, rue du Trésor, Paris 4^e. Tél. : 01-42-76-06-05. Mo Hôtel-de-Ville. Jusqu'au 12 mars.
■ Mécanisme de naissance, diplômée de Berkeley et des Beaux-Arts, Alicia Paz a trente ans et présente sa première exposition personnelle. Ce sont des tableaux, grands pour la plupart, garnis de citations prises à la statue baroque, à Vélazquez, à Goya, à la porcelaine du XVIII^e siècle et à Mondrian. A ces pastiches, Alicia Paz ajoute des objets d'aujourd'hui, un lapin en peluche, des pots, un gros pinceau. Un saint badigeonne le fond du tableau devant lequel il se dresse. Un clown achève de peindre son fantôme funéraire. Un singe et des anges agitent des broches, une palette, des trompettes - parodies d'allégories sacrées et profanes. Des élabores de couleurs fraîches égayant ces images fondées sur le mélange des genres et l'ironie. Elles peuvent séduire par leur dévotion, la virtuosité, l'incorporation voulue des associations d'idées. Passé le premier moment d'amussement, elles avouent assez vite leur futilité. Ce sont des exercices de style joliment réussis, mais seulement des exercices de style. Ph. D.

ALEXANDRE GRINBERG
GALERIE CARRÉ NOIR, 2, impasse Lebonis, rue Lebonis, côté impairs. Paris 14^e. Tél. : 01-40-47-04-39. M^o Galté. Jusqu'au 22 février.
■ Olga Sviblova-Morane a ouvert, en novembre 1996, une vaste galerie consacrée à la promotion de la photographie russe. C'est une femme qui débordait d'énergie puisqu'elle est également la directrice de la nouvelle Maison de la photographie à Moscou et du Mois de la photo moscovite. A Paris, elle présente un bel aperçu du photographisme russe en son pays. Très actif entre 1909 et 1934, l'artiste de Salons en Europe, il est arrêté en 1935 pour « pornographie » et emprisonné trois ans comme « criminel ». Trois nus qui ont provoqué son bannissement sont présents, au cœur d'un ensemble d'épreuves originales et uniques. Certaines sont à vendre. Elles méritent le déplacement, car cette figure est à découvrir, avec une œuvre où se croisent trois influences : le pictorialisme, le constructivisme et des poses entre décadence et énergie qui tolèrent le réalisme socialiste. M. G.

YVES ROZET
GALERIE LE RÉVERBÈRE 2, 38, rue Burdeau, 69001 Lyon. Tél. : 04-72-00-06-72. Jusqu'au 28 février.
■ Yves Rozet s'était fait remarquer, en 1993, par des portraits photographiques aux couleurs laquées, picturales, dont les personnages émergent de la matière, entre ange et fantôme. Il revient dans sa galerie lyonnaise avec un travail au titre énigmatique : 33+1, *Chimères*. C'est un travail en noir et blanc, centré sur la fonction par association d'images, liquide, transparente, abstraction. Ce domine, perçue tour à tour comme surface, liquide, transparence, abstraction. Ce glissement de sens est décliné avec le corps (le nu, la peau, les poils) et la terre (un paysage, un végétal)... Comment l'œil identifie-t-il ce qui est photographié ? se demande Yves Rozet dans ce travail sur la perception et l'illusion. Comment le cadrage, le flou et le net, la lumière et la matière transforment-ils la perception des choses ? M. G.

Dans un pays, on vous montrera le carnaval mais aussi ceux qui mènent la danse.

ROUGH GUIDE

l'émulsion qui ne cache rien. Du lundi au vendredi : 19h00

Voyage

la télé de tous les voyages

Sur CanalSatellite et sur certains réseaux câblés, renseignements : 06 36 68 04 20 (2,23 min) 3615 TELEVOYAGE (2,23 min)

PRIME REPRISE

JUSQU'À 15 000 F



Modèle présenté : Saxo 1.4i SX 3 portes.

10 000 F sur Saxo soit **Saxo à partir de 50 800 F⁽¹⁾**



Modèle présenté : ZX Andora 1.6i 3 portes.

10 000 F sur ZX soit **ZX à partir de 64 500 F⁽²⁾**



Modèle présenté : Xantia Andora 1.9 TD Berlina.

15 000 F sur Xantia soit **Xantia à partir de 89 500 F⁽³⁾**

PRIX ECO.AX

Pour une A3 Sport 1.0i 3 portes

à partir de 45 000 F

En février, vous n'avez que 28 jours pour en profiter.

Valable du 1^{er} au 28/02/97, sur tous les modèles de l'Argo du jour en fonction du kilométrage, diminue des avantages liés de remise à l'état standard et des 15 % pour frais et charges professionnels. Offre non cumulable, réservée aux particuliers dans les points de vente participants, valable sur véhicules d'occasion cylindrée inférieure ou égale à celle du modèle acheté, jusqu'au 28/02/97.

(1) Pour l'achat d'une SAXO 1.0i 3 portes au prix tarif de 60 800 F. (2) Pour l'achat d'une ZX 1.6i 3 portes au prix tarif de 74 500 F. (3) Pour l'achat d'une Xantia 1.6i X au prix tarif de 104 500 F.

CITROËN

CITROËN partenaire TOTAL

3615 CITROËN (1.29 F/mn)

Trois films avec Sabu

Reprise à Paris d'« Elephant Boy », du « Voleur de Bagdad » et du « Livre de la jungle »



L'ACTEUR Sabu a été condamné à demeurer un éternel adolescent, défilant à moitié nu dans des films exotiques, souvent très mauvais, où le réalisateur avait mis ce qu'il lui restait d'imagination dans le titre : *Le Signe du cobra*, *La Révolte des fous*, *Le Trésor du Bengale*, *Les Mystères d'Angkor*. Dans une carrière qui n'a cessé de décliner, on ne peut retenir que les premiers films de Sabu, dont trois sont programmés par les cinémas Action : *Elephant Boy*, de Robert Flaherty (1937), qui marque ses débuts au cinéma (Alexander Korda, le producteur du film, l'avait remarqué alors qu'il était fils du chef des cornacs du maharajah de Mysore), *Le Voleur de Bagdad*, de Lud-

wig Berger, Michael Powell et Tim Whelan (1940) et *Le Livre de la jungle*, de Zoltan Korda (1942). Produit par Alexander Korda, après le succès du *Voleur de Bagdad*, *Le Livre de la jungle* était librement adapté du livre de Rudyard Kipling. Les qualités du film restent intactes : la magnifique photographie en Technicolor, la jungle indienne très stylisée, reconstituée en studio et remplie de bêtes sauvages, et plusieurs scènes d'anthologie comme celle entre Mowgli et Kaa le cobra géant.

* Action Ecoles, 23, rue des Ecoles, Paris-5^e, M^{me} Maubert-Mutualité, Jussieu. Tél. : 01-43-25-72-07.

UNE SOIRÉE À PARIS

Grand bal à l'Opéra-Bastille. Le Centre Gai & Lesbien et Sida-Organisation organisent un « grand bal » à l'Opéra-Bastille, avec le soutien de Juliette Gréco. En première partie (de 21 heures à 22 h 30), une revue-spectacle entre danse et théâtre par la jeune compagnie Thunderballs et, dès 23 heures, les principaux DJs de la capitale programmeront de la musique pour danser. Les bénéfices seront reversés dans leur intégralité aux deux associations organisatrices.

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris-11^e. M^{me} Bastille. A partir de 21 heures, le 8. Tél. : 01-43-57-75-95. 120 F la revue-spectacle, 90 F la soirée, 160 F les deux.

Zehava-Ben. S'attaquer à Oum Kalsoum, c'est un exercice qui peut être fatal pour une chanteuse. Zehava-Ben s'y est risquée. L'étoile du monde arabe la fait rêver depuis sa plus tendre jeunesse. Un challenge artistique mais aussi politique pour cette jeune femme d'Israël qui œuvre ainsi à sa manière pour la paix. Elle est accompagnée par un ensemble de seize musiciens dirigés par Suhel Radwan.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4^e. M^{me} Châtelet. 17 heures, les 8 et 9 février. Tél. : 01-42-74-22-77. 90 F. Jean-François Canape Trio. Avec son bagout et sa dégringolade des faubourgs, Jean-François Canape pourrait être un personnage du cinéma français des années 30 et 40. Pour le jazz, si Canape connaît et adore ses classiques, c'est plutôt dans les années 60 et 70, les plus en mouvement, que le trompettiste a circulé. Il est de toutes les rencontres. Ce n'est qu'en 1994 qu'il enregistre sous son nom Komps (Hop/Harmonia Mundi), disque atypique avec Michel Godard (tuba, serpent) et Jacques

Mahieux (batterie). Jazz Magazine le met en couverture. L'Europa Jazz Festival du Mans, sur son affiche. Le trio est co-cocot à trois reprises. Au Sunset, d'abord, dans le cadre des Allumés du jazz, puis aux Instants chavirés.

- Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{re}. M^{me} Châtelet. 22 heures, le 10. Tél. : 01-40-26-46-80. 80 F. - Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. M^{me} Robespierre. 20 h 30, les 12 et 13. Tél. : 01-42-57-25-91. De 40 F à 80 F.

Jacques Labarrière Trio. Frère de la contrabassiste Hélène Labarrière, le pianiste Jacques Labarrière vient d'enregistrer avec Jean-Jacques Avenel (contrabasse) et Jean-Louis Méchal (batterie) un disque étrange, touchant, pertinent, créatif, libre, un disque qui devrait rester, *Entre trois et cinq* (chez DOC/Night and Day). Le trio joue plusieurs dimanches dans un nouveau lieu aux envies d'utopie (participation libre aux frais) sur les hauteurs du 20^e arrondissement.

Le Regard du cygne, 210, rue de Belleville, Paris-19^e.

M^{me} Ploce-des-Fêtes, Télégraphie. 17 heures, les 9, 16 et 23 février et les 2 et 9 mars. Tél. : 01-43-56-55-93. Entrée libre.

François-René Duchable. Jean-Claude Pennetier. Grand virtuose faussement froid, musicien hypersensible, Duchable et Pennetier se retrouvent devant le même clavier, au coude à coude, pour jouer Schubert. Gageons que le premier sera aux basses, le second en haut.

Schubert : *Fantasie pour piano à quatre mains D 912*. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^{me} Almo-Morceau. 17 heures, le 9 février. Tél. : 01-49-52-50-50. 100 F.

THE CROW, LA CITÉ DES ANGES (*) Film américain de Tim Pope VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re} ; UGC Odéon, 6^e ; Gaumont Marignan, 8^e ; réservation : 01-40-30-20-10 ; George-V, 8^e.

LES EXCLUSIVITÉS

AMORES QUE MATAN (Esp., v.o.) : Latine, 1^{re} (01-42-78-47-86). AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES (Fin., v.o.) : Saint-André-des-Arts 1, 6^e (01-43-26-48-18). LE BOSSU DE NOTRE-DAME (A. v.f.) : Rex, 2^e (01-39-17-10-00) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), 8^e (01-42-56-52-78) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; George-V, 8^e ; Gaumont Opéra Français, 9^e (01-47-70-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (01-43-43-04-67) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^e ; Denfert, 14^e (01-43-21-41-01) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Saint-Lambert, 15^e (01-45-32-91-68) ; UGC Convention, 15^e.

BRIGANDS, CHAPITRE VII (Fr.-géorgien-H.-Sul., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6^e (01-46-33-79-38) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Parnasse, 6^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Escurial, 13^e (01-47-07-28-04) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

CRIMINALS (A. v.o.) : Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47).

DE ESPANO SE HABLA (It.-Arg., v.o.) : Latine, 1^{re} (01-46-33-79-38).

DIDIER (Fr.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re} ; Gaumont Opéra, 1^{re} (01-43-12-91-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Rex, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Denton, 6^e ; UGC Montparnasse, 6^e ; Gaumont Ambassade, 8^e (01-43-59-19-08) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; George-V, 8^e ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (01-43-87-35-43) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Français, 9^e (01-47-70-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (01-43-75-79-79) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-43-26-58-00) ; UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17^e ; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; La Gambetta, 20^e (01-46-36-10-76) ; réservation : 01-40-30-20-10.

DIEU SAIT QUOI (Fr.) : Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).

EAU DOUCE (Fr.) : Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

EAU VIVE VERTS MANHATTAN (A. v.o.) : Gaumont les Halles, 1^{re} (01-40-39-99-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Hauteville, 6^e (01-46-33-79-38) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, 8^e (01-43-59-19-08) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).

FOR EVER MOZART (Fr.-Suis.-All.) : Les Trois Luxembourg, 6^e (01-46-33-97-77) ; réservation : 01-40-30-20-10.

GHOST IN THE SHELL (Jap., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re} ; UGC Rotonde, 6^e ; George-V, 8^e ; UGC Opéra, 9^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (01-47-07-55-88) ; réservation : 01-40-30-20-10.

GUANTANAMERA (Cub., v.o.) : Latine, 1^{re} (01-42-78-47-86).

L.D. (*) (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6^e (01-45-44-57-34).

JOURNAL D'UN VICE (It., v.o.) : Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).

JUDE (Brit., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6^e (01-46-33-97-77) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10.

LAVIA, MA RAISON (Tur., v.o.) : Reflet Médicis II, 5^e (01-43-54-42-34) ; L'Entre-pôt, 14^e (01-43-41-63).

LECONS DE SÉDUCTION (A. v.o.) : UGC Forum Orient Express, 1^{re} ; UGC Odéon, 6^e ; UGC Champs-Élysées, 8^e ; UGC Maillot, 17^e ; v.f. : Gaumont Opéra, 1^{re} (01-43-12-91-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (01-43-87-35-43) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LOVE STAR (A. v.o.) : Reflet Médicis, 5^e (01-43-54-42-34).

LOOKING FOR RICHARD (A. v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re} ; Grand Action, 5^e (01-43-29-42-40) ; UGC Triomphe, 8^e ; LOST HIGHWAY (*) (A. v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re} ; UGC Denton, 6^e ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (01-47-20-76-23) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Max Under Panorama, 9^e (01-48-24-88-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Majestic Bastille, 11^e (01-47-00-02-48) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LOVE ETC. (Fr.) : Lucernaire, 6^e (01-45-44-57-34).

LES « LUMIÈRE » DE BERLIN (All., v.o.) : L'Arlequin, 6^e (01-45-44-28-80) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MICROCOSMOS, LE PEUPLE DE L'HERBE (Fr.) : UGC Forum Orient Express, 1^{re} ; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Reflet Médicis, 5^e (01-43-54-42-34).

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MONTAGNE (A. v.o.) : UGC Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

Jouet, 5^e (01-43-54-42-34) ; UGC Triomphe, 8^e ; Les Montparnasse, 14^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Majestic Passy, 16^e (01-42-24-46-24) ; réservation : 01-40-30-20-10.

LES MILLE ET UNE RECETTES DU CUISINIER AMOUREUX (Fr.-géorgien, v.o.) : Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47).

NÉNETTE ET BONI (Fr.) : Gaumont les Halles, 1^{re} (01-40-39-99-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-80-77-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

NITRATE D'ARGENT (Fr., v.o.) : Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).

LA NUIT DES ROIS (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6^e (01-45-44-57-34) ; réservation : 01-40-30-20-10.

ONLY THE BRAVE (Aust., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

POUR LA FEMME (Brit., v.o.) : Racine Odéon, 6^e (01-43-26-19-09) ; réservation : 01-40-30-20-10.

POUR RIEN (Fr.) : Gaumont les Halles, 1^{re} (01-40-39-99-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6^e (01-42-22-87-23) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 9^e (01-47-70-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Escurial, 13^e (01-47-07-28-04) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Bienvenue Montparnasse, 15^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LA PROMESSE (Bel.) : 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LA PROMESSE (Bel.) : 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LA PROMESSE (Bel.) : 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LA PROMESSE (Bel.) : 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LA PROMESSE (Bel.) : 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LA PROMESSE (Bel.) : 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LA PROMESSE (Bel.) : 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LA PROMESSE (Bel.) : 1

Histoire de fou

par Pierre Georges

C'EST si loin, l'Équateur, et plein d'Équatoriens. Ne rions pas, l'heure est grave. Le pays élit un président et se retrouve avec Louis II de Quito. Un président fou, totalement fou, et assez fier de l'être. « Loco », disent ses adversaires. « Loco », confirme-t-il.

Et il le prouve. Abdala Bucaram le destitue à multiplicité des frasques et les phrases. Avec une constance et une volonté admirables, il s'est efforcé de démontrer que plus fou que lui, au poste qu'il occupe, on ne risquait pas de trouver de siot.

De fait, les indices se sont multipliés, irréfutables. D'abord cette fâcheuse tendance à répéter à l'envi : « Je suis fou ». Un fou ordinaire, comme on le sait, aurait plutôt tendance à occulter son état mental. Un fou ordinaire se reconnaît à ce qu'il dit en permanence : « Je ne suis pas fou ». Un fou présidentiel, lui, le confirme allègrement du balcon de son palais : « Je suis fou ! », crie-t-il, les bras en V devant le peuple ébloui. « Viva el presidente Loco », répond la foule. Ah ! quel bonheur d'avoir un président fou !

On en arriva même à cette situation paradoxale pour Abdala Bucaram d'avoir, chaque instant, à justifier davantage son état. « Je suis fou. » « Prouve-le. » Il le prouva. Un jour il fit l'aveu public que l'une de ses livres préférés était *Mein Kampf*. Un autre, lors d'une vente de charité, il mit aux enchères sa moustache, copie conforme de celle d'Adolf Hitler. Le troisième, il décida d'attribuer son salaire présidentiel aux pauvres du pays.

C'était bien d'un président fou. Mais plus il l'affirmait, moins on le croyait. Alors il se décida à passer le grand braquet. Il se confia à un magazine : « J'aurais tant aimé

vivre dans une cave, marchant en rond tout nu. Là, si j'avais aimé une femme, je l'aurais attrapée par les cheveux, traînée dans ma cave et mangée. De cette manière, j'aurais satisfait mon appétit, sexuel comme biologique. » Là, on commença à le prendre vaguement au sérieux.

Il lui fallait encore faire des efforts. Abdala Bucaram se multiplia. Il traita un de ses prédécesseurs d'« âne ». Avant, sous la pression publique, de présenter ses excuses aux ânes. Il fita les dix-huit ans de son fils en lui achetant une Porsche et en lui offrant l'avion présidentiel pour une escapade à Miami. Il proposa un million de dollars à Diego Maradona pour un match de football. Il enregistra sur CD le rock du Fou amoureux. Et, en concert public, il se versa une bouteille d'eau minérale sur le crâne, histoire de « se rafraîchir les idées ».

Le cas devenait intéressant. Ne restait plus qu'à achever le travail. De quelques délires verbaux. De quelques considérations sur l'état du sperme de ses adversaires. Et de quelques mesures fort populaires. Notamment une augmentation massive, 300 %, des taxes sur le gaz, l'essence, l'électricité, le tabac, les alcools. Là sa popularité atteint des sommets. Il y eut grève générale. Et le président fou déclara que cela ressemblait fort à une « fête nationale ». « Quand tant de travailleurs peuvent ainsi se retrouver pour leur plaisir ». On décida donc d'urgence qu'il était vraiment « fou » et grand temps de le destituer. Et lui, comme de juste, refusa de se soumettre, n'étant d'« évidence » pas fou.

P.S. : Cette chronique reprendra le lundi 17 février.

Soutiens accrus pour Gérard Paquet et le théâtre de Châteauneuf

LE MONDE DE L'ART a réaffirmé le vendredi 7 février son soutien au directeur du Théâtre national de la danse et de l'image (TNDI) de Châteauneuf, Gérard Paquet, licencié le 1^{er} février. Lors d'une conférence de presse au cinéma 14-Juillet Odéon, à Paris, les représentants du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndec), de la Société des réalisateurs de films, du Syndicat de la magistrature et de différents comités de soutien ont confirmé qu'ils appellent à une manifestation le 13 février à Toulon (*Le Monde* du 8 février), le jour où le tribunal de grande instance de la ville doit se prononcer sur la dissolution du TNDI demandée par le maire (FN), Jean-Marie Le Chevallier. Un train spécial partira la veille de Paris.

Invité du Forum de Radio J, qui devait être diffusé dimanche 9 février, le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a déclaré qu'en cas de dissolution du théâtre de Châteauneuf : « Nous allons, avec Jean-Claude Gaudin, président de la région, et Hubert Falco, président du conseil général, monter une nouvelle association à Toulon ou dans le Var. » Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, qui appelle à la manifestation du 13 février, a adressé un message à Gérard Paquet pour lui « renouveler son soutien » et demande le départ du préfet du Var, Jean-Charles Marchiani. Enfin, les personnels du ministère de la culture appellent au rassemblement le 13 février à Toulon et dans les jardins du Palais-Royal à Paris.

Un millier de manifestants à Paris en hommage à Abdelhak Benhamouda

UN MILLIER de personnes (700 selon la police, 2 000 selon les organisateurs) se sont retrouvées, vendredi 7 février en début de soirée, à Paris, au métro Charonne, à l'appel du Parti communiste français, afin de rendre hommage à Abdelhak Benhamouda, le responsable syndical assassiné le 29 janvier à Alger. Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, Georges Sarre, maire (MDC) du 11^e arrondissement de Paris, étaient présents, aux côtés d'une délégation de Lutte ouvrière et du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). Rappelant la « grande responsabilité de la France à l'égard de l'Algérie », le secrétaire national du PCF, Robert Hue, s'est indigné d'une « politique d'oubli et d'indifférence appliquée par le gouvernement algérien sous l'impulsion du Fonds monétaire international et qui nourrit des frustrations que les chefs de la mouvance intégriste manipulent ». Dans le métro, des bouquets avaient été déposés en hommage aux victimes de la répression du 8 février 1961.

DÉPÊCHES

■ **RADIO** : les syndicats CFTD, CGT et SNJ de Radio France s'inquiètent, vendredi 7 février, d'une possible installation à Toulouse (Haute-Garonne) de la future radio jeunes du service public, signifiant ainsi que « Radio France-Toulouse serait sacrifiée ».

■ **GRÈVE** : les quotidiens *Midi libre* et *Centre Presse* ne sont pas parus, samedi 8 février, en raison d'une grève des ouvriers du Livre. La Fipac-CGT a décidé un arrêt de travail de vingt-quatre heures pour demander des négociations sur le plan de modernisation touchant notamment le quotidien *Midi libre*, qui doit changer de format dans les prochains mois. La CGT craint des restructurations amenant des suppressions d'emplois.

Euro : l'Italie défend sa cause auprès des Allemands

MM. Kohl et Prodi démentent toute clause d'exception

BONN

de notre correspondant
« Je ne suis pas venu demander le soutien du chancelier Kohl car nous avons tous les deux le même but (...). Pas d'Europe sans l'Allemagne, pas d'Europe sans l'Italie nan plus » : tels ont été les propos du président du conseil italien Romano Prodi en conclusion d'une visite de quelques heures à Bonn, vendredi 7 février. Résolument convaincu que son pays a toutes les cartes en mains pour faire partie de l'Union économique et monétaire européenne dès le 1^{er} janvier 1999 (*Le Monde* du 5 février), Romano Prodi a défendu les performances économiques de l'Italie auprès d'une Allemagne particulièrement sceptique.

Ce sommet a été l'occasion pour les dirigeants des deux pays de démentir d'un même voix les rumeurs récentes d'après lesquelles, à Rome et à Bonn, on se serait entendu sur une « clause d'exception » permettant à l'Italie d'entrer sagement, mais plus tard, dans la zone euro.

Les dirigeants italiens sont particulièrement agacés d'être considérés par l'opinion publique alle-

mande comme des Européens de seconde division. Ils expliquent, comme l'a fait Romano Prodi à Bonn, que le déficit public de leur pays (7 % du PIB en 1996) sera ramené à 3 % dès 1997. Ils soulignent même que leur budget affiche déjà un excédent de près de 7 % du PIB dès lors qu'on s'en tient aux chiffres du « déficit primaire » (le déficit sans les intérêts de la dette).

Message reçu par le chancelier Kohl, qui a déclaré, à l'issue de la rencontre, qu'il ne fallait pas que « tel ou tel se permette d'accorder des notes aux autres en disant des maintenant quel pays remplira ou ne remplira pas les critères ».

Directement visés par le chancelier fédéral : les dirigeants du monde financier de Francfort ou même de Bonn, qui ne font pas mystère de leur grande réticence à l'idée que l'Italie puisse faire partie du premier cercle des pays de la zone euro. Le chancelier Kohl n'a pas manqué d'ajouter une petite phrase qu'il ne faudrait pas négliger : « L'Allemagne a elle aussi encore beaucoup à faire pour respecter les critères. » Allusion, sans doute, aux derniers chiffres catastrophiques du chômage en Alle-

magne, qui vont contraindre ce pays à redoubler d'efforts pour respecter les équilibres budgétaires requis par le traité de Maastricht.

Bien décidé à ne pas apparaître comme un vassal des bonnes volontés allemandes, le président du conseil italien a présenté son pays comme « un des meilleurs élèves de la classe européenne ». Parmi ses arguments : l'excellent niveau de l'inflation italienne (+2,6 % en 1997), le fort excédent commercial (60 milliards de marks en 1996), l'indépendance « exemplaire » de la banque centrale italienne, la récente baisse des taux d'intérêt et le très haut niveau d'épargne intérieure, deux éléments qui relativisent le poids de la dette publique... La conclusion du président du conseil italien avait la forme d'un appel : « Nous voulons être dans l'euro en 1999. Si tel n'était pas le cas, nous serions obligés de tout reprendre depuis le début en étant confrontés à une spirale bien connue : spéculation, dévaluation, inflation... »

Lucas Delattre

Lire aussi notre éditorial page 11

La taxe qui compense la prime qui compense la taxe...

DE LA CONTRIBUTION sociale généralisée (CSG), on a souvent dit qu'il s'agissait d'une véritable « usine à gaz », tant son mécanisme est compliqué. Bon nombre de fonctionnaires risquent de mesurer la pertinence de la formule, car, pour eux, le nouveau prélèvement risque de devenir encore plus complexe qu'on ne l'imaginait.

Comme tous les salariés du privé, les fonctionnaires sont assujettis à la CSG. Flxée à 1 % quand elle fut créée par Michel Rocard, elle a été portée à 2,4 % par Edouard Balladur. Cette CSG-là n'est pas déductible de l'impôt sur le revenu.

De même, à l'initiative d'Alain Juppé, les fonctionnaires sont soumis au remboursement de la dette sociale (RDS), dont le taux est de 0,5 % et dont l'assiette est un peu plus large que celle de la CSG.

Enfin, ils sont aussi concernés par le mouvement de bascule décidé par l'actuel gouvernement entre cotisation sociale et CSG. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier, le taux de la CSG a été porté de 2,4 % à 3,4 % (le point supplémentaire de CSG étant, lui, déductible de l'impôt sur le revenu), et, en contrepartie, la cotisation-maladie a été diminuée, de 6,05 % à 4,75 %. Jusque-là, rien que de très normal. Affreusement compliqué, mais parfaitement normal.

Là où tout se complique, pour les fonctionnaires, c'est que, pour certains d'entre eux, cette dernière réforme a un effet pervers : alors que dans le privé la réforme contribue à donner un petit gain en

pouvoir d'achat aux salariés, dans la fonction publique, c'est l'inverse : de nombreux fonctionnaires y perdent, car les primes ne sont pas soumises aux cotisations sociales alors qu'elles sont assujetties à la CSG. Or les primes, pour les fonctionnaires, constituent souvent une part importante de la rémunération.

Pour mettre en œuvre la consigne du premier ministre, qui avait pris l'engagement que personne ne serait pénalisé par la réforme, le ministère des finances a donc trouvé une parade : il a créé « un dispositif de compensation ». En quelque sorte, une nouvelle prime a été instaurée pour sauvegarder le pouvoir d'achat des primes anciennes. La fédération des finances FO, qui a révélé l'affaire, indique que, selon un premier pointage, 15 % à 20 % des fonctionnaires devraient être concernés. Cette indemnité exceptionnelle devrait être versée mensuellement si la perte est supérieure à 200 francs, ou en fin d'année dans le cas contraire.

Mais, comme rien n'est simple au royaume de Bercy, l'affaire ne s'arrête pas là. Cette seconde prime, instaurée pour compenser les effets de la CSG, devrait elle-même être soumise à... la CSG et au RDS ! De là à imaginer qu'une troisième prime... Non, nul n'y songe. Promis, juré, la simplification administrative est l'une des grandes priorités du moment.

Laurent Mauduit

Pierre Cherruau

Des directeurs de recherche protestent contre l'abaissement de l'âge de la retraite

UNE CERTAINE AGITATION gagne le certain fermé des directeurs de recherche de classe exceptionnelle et de classe un des grands organismes scientifiques publics français. Une dizaine d'entre eux viennent de constituer un « collectif » de défense, dont le professeur Luc Montagnier, découvreur du virus du sida, a pris la tête. Le motif de cet émoi ? Un courrier reçu à la fin du mois de janvier, les informant que leur « maintien en activité au-delà de la limite d'âge » cesserait, selon les cas, entre le 30 juin 1997 et le 30 juin 1998.

Jusqu'à présent, ces chercheurs de haut rang avaient la possibilité de poursuivre leur activité professionnelle jusqu'à soixante-huit ans, au lieu de soixante-cinq comme il est de règle dans la fonction publique. Ce « privilège » avait été aboli en 1984, par le gouvernement socialiste de Laurent Fabius. Mais en 1986, lors de la première cohabitation, la droite avait rétabli, grâce à un système de postes en surnombre, cette prérogative dont bénéficiaient également les professeurs d'université, les conseillers d'Etat ou les magistrats de la Cour des comptes.

Environ quatre-vingt-cinq membres du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et une quinzaine d'autres de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) sont concernés. L'économie ainsi réalisée par ces organismes sera de 150 mil-

lions de francs, sur la période 1997-1999. Il n'est pas prévu d'affecter cette somme à la création de nouveaux postes, mais « il s'agit d'un acte de solidarité entre les générations », justifie le secrétaire d'Etat à la recherche.

Parmi les intéressés, certains jugent « injustifiable » cette mise à la retraite « décidée sans concertation ». « Nous ne défendons pas nos intérêts particuliers, mais l'intérêt général de la recherche française », plaide Luc Montagnier. Cette mesure brutale et bureaucratique va « casser » des laboratoires et des programmes pour lesquels nous avons passé des contrats internationaux, obtenu des financements et pris des thésards. Qu'on nous laisse le temps de préparer notre succession ! »

BATAILLE D'ARRIÈRE-GARDE

Pierre Potier, directeur de l'Institut de chimie des substances naturelles du CNRS et ancien directeur général de la recherche et de la technologie au ministère, dénonce, pour sa part, l'« iniquité » d'une mesure qui ne s'applique qu'aux seuls directeurs de recherche, mais ne touche pas les professeurs d'université.

Pour le Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS), la réaction des « hiérarchiques » est « une bataille d'arrière-garde, au regard des problèmes d'emploi des jeunes chercheurs ».

Pierre Le Hir

Bordeaux choisit le tramway

Pierre Cherruau a été nommé correspondant régional du Monde à Bordeaux. Nous publions son premier article.

BORDEAUX

de notre correspondant régional
Alain Juppé, président de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB), a rendu publiques, vendredi 7 février, les conclusions de la consultation européenne engagée pour équiper l'agglomération bordelaise d'un mode de transport en commun en site propre. Cette étude avait été rendue nécessaire après l'abandon du projet de métro automatique VAL en juillet 1994.

Un jury, composé des membres du bureau de la CUB et de consultants extérieurs, s'est prononcé à l'unanimité pour le tramway, qui présente, selon Alain Juppé, l'avantage de s'articuler parfaitement avec les réseaux SNCF et de bus, tout en s'intégrant aux scénarios de développement urbain. Ce projet implique la construction d'un nouvel ouvrage de franchissement de la Garonne.

Si le choix du lauréat – le projet dit Systra – est confirmé, comme c'est probable, par les dirigeants de la CUB le 28 février, il restera quelques étapes délicates, notamment pour savoir où et comment sera franchie la Garonne : pont ou tunnel ? Beaucoup voient d'un mauvais œil un ouvrage d'art qui empêcherait les paquebots d'arriver jusqu'au cœur historique de Bordeaux – les quais accueillent une trentaine de navires de croisière par an et le marché est porteur. Mais un tunnel coûterait trois fois plus cher et imposerait de lourdes contraintes d'accès. La question va sans doute animer fortement la vie politique bordelaise. Pourtant Alain Juppé espère bien voir engagée la procédure de déclaration d'utilité publique pour 1998 et le démarrage d'une première tranche de travaux en l'an 2000.

Le règlement de ce dossier, qui agite depuis dix ans la vie bordelaise, a été salué comme une victoire par les élus de la CUB. Les socialistes se réjouissent « d'un esprit de solidarité » et « d'une complémentarité d'approche très nouvelle dans cette assemblée ». Les communistes réclament que l'on intègre à ce futur réseau la ligne de ceinture et le réseau régional de la SNCF. Ils ont obtenu satisfaction.

● Joël de Rosnay, Du pasteur au passereau ● Paul Caro, La marche obstinée du savoir ● Roger Legrand, Pour un nouveau pacte républicain ● Georges Minois, Savant et théologien : le grand débat ● Jean-Marc Lévy-Leblond, Le paradoxe de la démocratie ● Claude André-Deshays, Lettre ouverte aux jeunes ● Pierre Thallier, Qu'est-ce qu'un savant ? ● Le pouvoir dans l'état : questions à François d'Aubert, secrétaire d'Etat à la recherche, et Francis Mer, président de l'Agence nationale pour la recherche technique ● L'ombre de l'idéologie, par Nicolas Truong ● La méfiance de l'opinion - Entretien avec Isabelle Stengers, par Valérie Marange ● Manipuler pour comprendre - Interview de Georges Charpak ● Enseignement : peut mieux faire, par Caroline Helffer ● Publier ou périr, par Agnès Sinaï ● La mise en scène des inventions, par Fabrice Hervier ● La culture du questionnement - Interview de Goëry Delacoste, directeur de l'Exploratorium de San Francisco ● Marc Dupuis, La science infuse, Internet diffuse ● Olivier Postel-Vinay, La recherche française menacée

● Asphyxie ● Hervé Hanon ● Lettre ouverte à ceux qui n'aiment pas la science ● Maïcha Séry, Cyber m'était com ● Cyril Jarton, Roman ancreux d'une épreuve ● Portrait : Michelle Viguier, immunologiste

UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

Et aussi : ● Michel Serres, Le jour et le père ● Jean-Michel Gaillard, L'agrégation, un concours royal pour une élite républicaine ● Portrait de Jean-Pierre Rosenczweig, activiste des droits de l'homme ● La violence en débat, avec Olivier Cackin, Martin Even et Bernard Charlot...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX